



Rapport
Statistique



EXERCICE 2011





En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts sont effectués directement par le Cleiss ou enregistrés dans les statistiques qui lui sont fournies par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire.

L'année 2011 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des nouveaux règlements de coordination des systèmes de sécurité sociale européens n° 883/2004 et n° 987/2009 qui remplacent les règlements n° 1408/71 et n° 574/72, et ce depuis le 1^{er} mai 2010.

► PAYS VISÉS PAR CES NOUVEAUX RÈGLEMENTS

Les Etats membres de l'Union européenne, à savoir :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède

Les règlements (CE) n° 1408/71 et n° 574/72 demeurent en vigueur en 2011 avec l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse dans l'attente de l'intégration des nouveaux règlements dans les accords liant les Etats de l'Union européenne à la Suisse à compter du 1^{er} avril 2012 et aux trois Etats membres de l'Espace Economique Européen, (Islande, Liechtenstein, Norvège) à compter du 1^{er} juin 2012.

► PERSONNES CONCERNÉES PAR CES NOUVEAUX RÈGLEMENTS

Les nouveaux règlements concernent désormais **l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.**

► COMME L'AN DERNIER, CE RAPPORT EST DISPONIBLE SUR DEUX SUPPORTS :

- **La version intégrale** (données globales pour tous les risques mais aussi informations détaillées par pays, par régimes de sécurité sociale et données exportables sur fichiers excel) **téléchargeable sur le site du Cleiss.**
- **La version "synthétique"**, diffusée sur plaquette, reprenant les mêmes informations citées précédemment à l'exception des détails par risque et par pays.

► NOUVEAUTÉS CETTE ANNÉE :

- Afin de présenter plus précisément les soins de santé remboursés par la France pour des soins engagés à l'étranger, le Cleiss collecte désormais en plus des flux inclus dans le champ de la coordination correspondant à son champ de compétence des informations provenant d'autres sources. Ainsi, dans la partie 1 (Soins de santé), sont détaillés les remboursements des dépenses de santé qui transitent par le Cleiss mais également par les caisses de sécurité sociale.
- Pour répondre à une demande de nos lecteurs et afin de faciliter lecture et recherche d'informations, la version 2011 du présent rapport a été simplifiée.

Ainsi, des tableaux plus synthétiques remplacent désormais les tableaux détaillant les données par régimes et modes de paiement dans la version interactive.

Cette information reste toutefois disponible au format Excel : une icône  **PLUS DE DÉTAILS** est présente à certaines pages du rapport pour avertir le lecteur.

Une autre icône  **VERSION EXCEL** indique que le tableau de la version interactive est disponible sous Excel.

➔ **POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ LE SITE DU CLEISS : [HTTP://WWW.CLEISS.FR/](http://www.cleiss.fr/)**

SOMMAIRE GÉNÉRAL

► INTRODUCTION	6
----------------------	---

► PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ

LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS	18
--------------------	----

Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)	20
-------------------------------------------------------------------------------	----

Les remboursements par le Cleiss uniquement :

■ Tous types d'accords	28
------------------------------	----

■ Règlements européens	31
------------------------------	----

■ Accords internationaux	35
--------------------------------	----

LES CRÉANCES ET LES DETTES

■ Tous types d'accords	41
------------------------------	----

■ Règlements européens	43
------------------------------	----

■ Accords internationaux	46
--------------------------------	----

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

■ Règlements européens	49
------------------------------	----

■ Accords internationaux	55
--------------------------------	----

► PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

■ Synthèse	63
------------------	----

■ Règlements européens	67
------------------------------	----

■ Accords internationaux	71
--------------------------------	----





► PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ Avant-propos	79
■ Synthèse	80
■ Règlements européens	83
■ Accords internationaux	101
■ Pays hors conventions	119

► PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

■ Règlements européens	123
------------------------------	-----

► PARTIE 5 : LE DÉTACHEMENT

■ Avant-propos	127
■ Synthèse	132
■ Règlements européens	134
■ Accords internationaux	138
■ Législation interne	143

► PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE

■ Règlements européens	151
------------------------------	-----

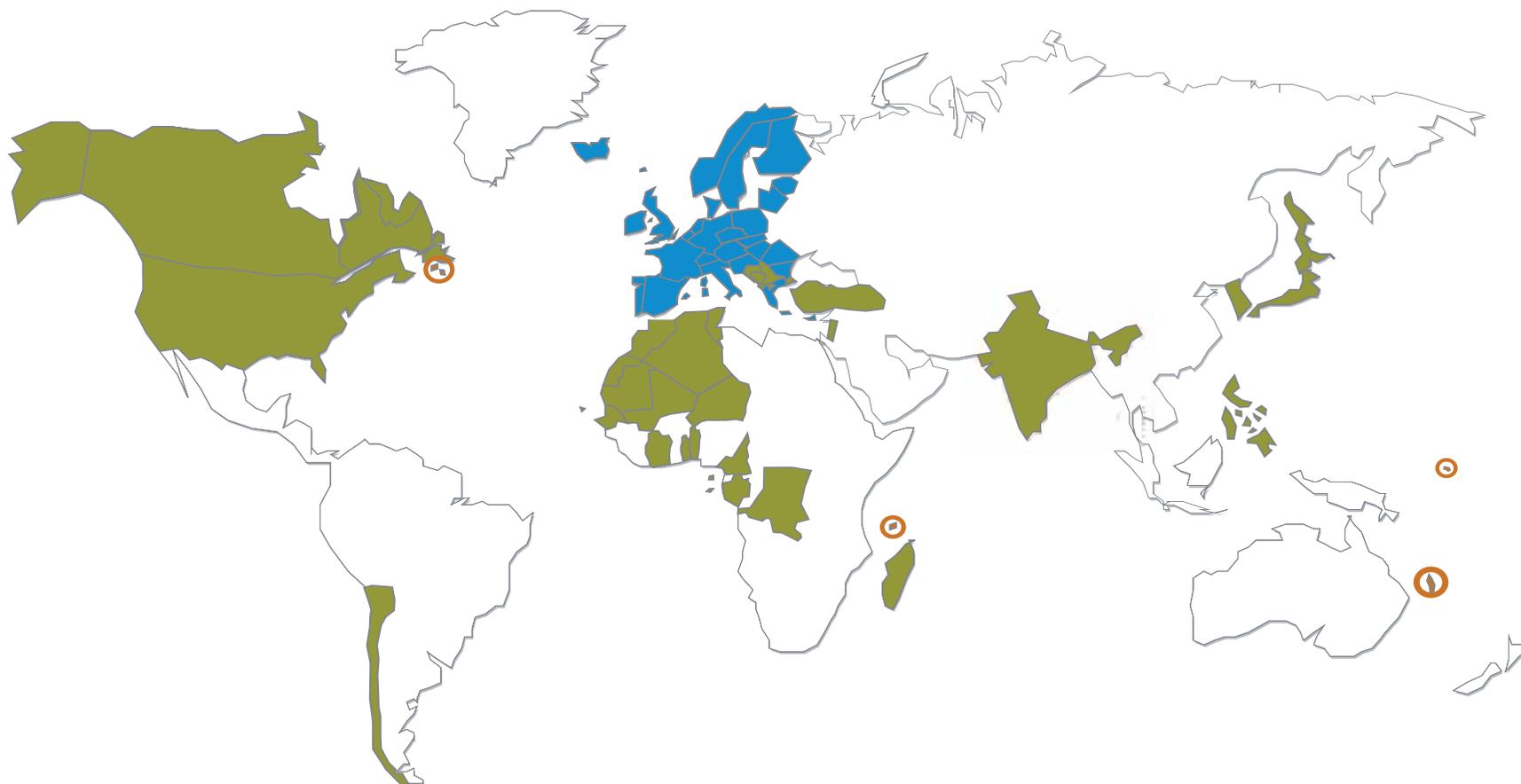
► PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

■ Répartition par nationalité	159
■ Immigration familiale	165
■ Les français à l'étranger	169



INTRODUCTION

LES ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE SIGNÉS PAR LA FRANCE DANS LE MONDE



ACCORDS INTERNATIONAUX

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

ALLEMAGNE	HONGRIE	ROUMANIE
AUTRICHE	IRLANDE	ROYAUME-UNI
BELGIQUE	ITALIE	SLOVAQUIE
BULGARIE	LETTONIE	SLOVENIE
CHYPRE	LITUANIE	SUEDE
DANEMARK	LUXEMBOURG	ISLANDE
ESPAGNE	MALTE	LIECHTENSTEIN
ESTONIE	PAYS-BAS	NORVEGE
FINLANDE	POLOGNE	SUISSE
France	PORTUGAL	
GRECE	REPUBLIQUE TCHEQUE	

■ DÉCRETS DE COORDINATION

MAYOTTE
NOUVELLE CALEDONIE
POLYNESIE FRANCAISE
SAINT PIERRE ET MIQUELON

■ CONVENTIONS BILATÉRALES

ALGERIE	COREE	JAPON	NIGER
ANDORRE	COTE D'IVOIRE	JERSEY	PHILIPPINES
BENIN	CROATIE	MACEDOINE (Ex R.Y)	QUEBEC
BOSNIE-HERZEGOVINE	ETATS-UNIS	MADAGASCAR	SAINT-MARIN
CAMEROUN	GABON	MALI	SENEGAL
CANADA	GUERNESEY, AURIGNY, HERM,	MAROC	SERBIE
CAP-VERT	JETHOU	MAURITANIE	TOGO
CHILI	INDE	MONACO	TUNISIE
CONGO	ISRAEL	MONTENEGRO	TURQUIE



▶ ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2011 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés ⁽³⁾						
1. RÈGLEMENTS EUROPÉENS														
UNION EUROPÉENNE	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/10/1972* 01/05/2010												
ISLANDE NORVÈGE LIECHTENSTEIN + SUISSE	Règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72	01/01/1994 01/05/1995 01/06/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui**	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	**Choix effectué par chaque institution compétente Accord sur la libre circulation des personnes faisant partie des 7 accords conclus entre l'Union Européenne et la Suisse	
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX														
A. CONVENTIONS BILATÉRALES														
ALGÉRIE	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation		
ANDORRE	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux	
BÉNIN	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
BOSNIE- HERZÉGOVINE	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 (4)	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)		
CAMEROUN	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur	
CANADA	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
CAP-VERT	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.	



ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2011 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS		
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)						
CHILI	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		
CONGO	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
CORÉE	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
CÔTE D'IVOIRE	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/07/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
CROATIE	Accord sous forme d'échange de lettres en 1995 (5)	12/10/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)		
ÉTATS-UNIS	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
GABON	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation	
GUERNESEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956 Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	01/05/1958 12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
INDE	Accord du 30/09/2008	01/07/11	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
ISRAËL	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
JAPON	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
JERSEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956 Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	01/05/1958 12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
MACÉDOINE	Echanges de lettres en 1995 (6)	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)		
MADAGASCAR	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.



ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2011 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés ⁽³⁾					
MALI	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
MAROC	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
MAURITANIE	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
MONACO	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
MONTÉNÉGRO	Accord du 26 mars 2003 (7)	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
NIGER	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
PHILIPPINES	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
QUÉBEC	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
SAINT-MARIN	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		
SÉNÉGAL	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal.
SERBIE	Accord du 26 mars 2003 (7)	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
TOGO	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
TUNISIE	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Période transitoire du 01/04/2007 au 31/12/2011 Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
TURQUIE	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.

► **ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2011 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)**

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
B. DÉCRETS DE COORDINATION													
MAYOTTE	Décret de coordination du 26/08/2005	01/09/2005	oui	oui*	T et F*	oui*	oui*	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
NOUVELLE CALÉDONIE	Accord de coordination du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	Accord du 10/05/2011	01/06/11	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens

- Il existe, entre la France et l'Andorre, un arrangement général du 9 juin 1970

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm et Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec les Etats-Unis, le Canada, le Québec et le Chili qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Echange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Echange de lettres des 9 et 12 octobre 1995 entre la France et la Croatie relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(6) Echange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Montenegro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/01950)

NB : L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.



PRÉSENTATION

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2011 se présente en sept parties :

■ **les soins de santé et contrôles médicaux** (créances et dettes remboursées en 2011), **les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP** (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre Etat

■ **les prestations familiales**

■ **les rentes AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations** (veuvage et décès) ainsi que **les retraites complémentaires**

■ **l'assurance chômage**

■ **le détachement**

■ **les flux financiers étranger – France** (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens)

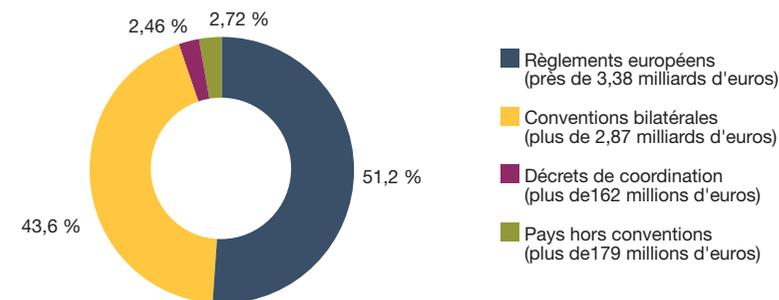
■ **les mouvements migratoires**

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2011, **près de 6,60 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale ou de retraite complémentaire, contre 6,43 milliards d'euros en 2010, soit une augmentation de 2,54 % représentant plus de 163 millions d'euros.

Comme les années précédentes, cette évolution s'explique essentiellement par les augmentations sur le poste des pensions, rentes et allocations (+2,52 % entre 2010 et 2011 soit 113 millions d'euros) et sur celui des retraites complémentaires (+2,54 % entre 2010 et 2011 soit 38 millions d'euros).

RÉPARTITION DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE EN 2011*



* Données non ventilées (plus de 1 million d'euros, soit 0,02 %)

Cette répartition par zone géographique est quasi-identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figurent le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leur évolution depuis 2002. Dans le tableau synthétique (*voir page suivante*) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale et ceux par les organismes de retraite complémentaire.

Le mode de paiement est indifférencié pour certaines prestations comme les soins de santé et contrôles médicaux, l'incapacité temporaire et les prestations familiales.

En revanche, les paiements de pensions, rentes et allocations effectués à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont distingués selon les deux modes de paiement suivants :

■ **le transfert à l'étranger** : les versements sont effectués directement sur un compte à l'étranger.

■ **le compte de non résident en France** : les versements sont effectués sur des comptes ouverts dans des établissements financiers français au nom des personnes résidant à l'étranger.



TABLEAU SYNTHÉTIQUE - VENTILATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE À L'ÉTRANGER

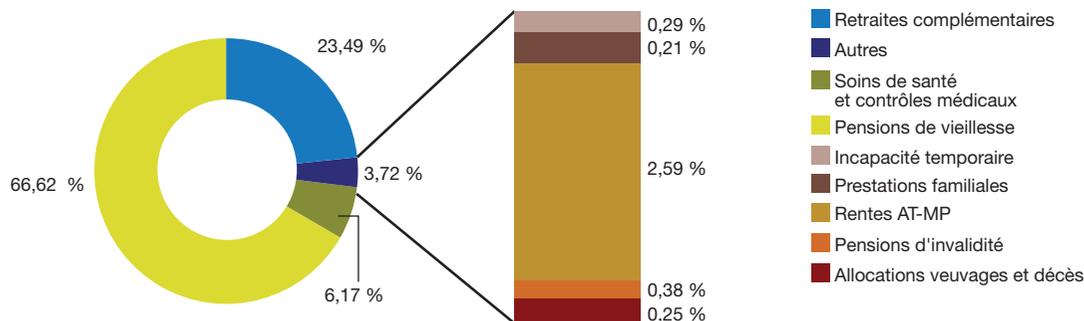


TYPES D'ACCORDS	MODES DE PAIEMENT	MONTANTS EN EUROS									%
		SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTES AT-MP	PENSIONS D'INVALIDITÉ	PENSIONS DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATIONS VEUVAGE ET DÉCÈS	TOTAL	
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	Sans distinction du mode de paiement	277 351 832	14 297 699	8 290 059						297 796 953	4,55
	Transfert à l'étranger				90 272 800	13 543 361	1 978 126 925	642 262 753	1 027 906	2 725 233 745	41,31
	Compte de non résident				3 617 954	4 473 794	179 147 150	165 416 729	54 599	352 710 225	5,35
CONVENTIONS BILATÉRALES	Sans distinction du mode de paiement	63 280 790	4 949 567	5 485 459						70 947 743	1,12
	Transfert à l'étranger				67 272 941	4 480 663	1 845 371 411	392 545 216	15 049 230	2 324 719 461	35,24
	Compte de non résident				8 335 590	1 680 138	294 578 093	173 675 088	140 493	478 409 403	7,25
DÉCRETS DE COORDINATION	Sans distinction du mode de paiement	58 843 361	29 182							58 872 543	0,89
	Transfert à l'étranger				3 410	10 136	87 025	11 402 281	0	11 502 852	0,17
	Compte de non résident				46 238	133 461	25 969 128	65 863 645	7 852	92 020 325	1,39
PAYS HORS CONVENTIONS	Sans distinction du mode de paiement	6 305 173								6 305 173	0,10
	Transfert à l'étranger				904 798	493 312	26 546 770	16 694 514	18 294	44 657 688	0,68
	Compte de non résident				308 650	506 663	45 143 929	82 219 550	17 552	128 196 344	1,94
DONNÉES NON VENTILÉES PAR PAYS *		1 269 235								6 179 946	0,02
TOTAL 2011 **		407 050 391	19 276 449	13 775 518	170 762 382	25 321 528	4 394 970 431	1 550 079 776	16 315 926	6 597 552 401	100,00
TOTAL 2010		395 791 024	18 571 260	13 774 630	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 926 285	
% évolution		2,84	3,80	0,01	-7,03	2,58	2,93	2,54	1,71	2,54	

(*) Concernent les montants des dépenses de santé remboursés par le RSI et certains régimes spéciaux, non ventilés par pays (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(**) Le montant de 407 050 391 € indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2011 comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss (soit 317 millions d'euros) mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

RÉPARTITION PAR TYPES DE PRESTATIONS DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER EN 2011



• Près de 6,60 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2011 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une augmentation de 163,6 millions par rapport à 2010 (+2,54 %).

• Les pensions de vieillesse regroupent deux tiers du montant total des prestations servies à l'étranger, suivies par les retraites complémentaires (23,5 %). Les autres prestations totalisent près de 10 % de ce montant.

→ TOUS PAYS



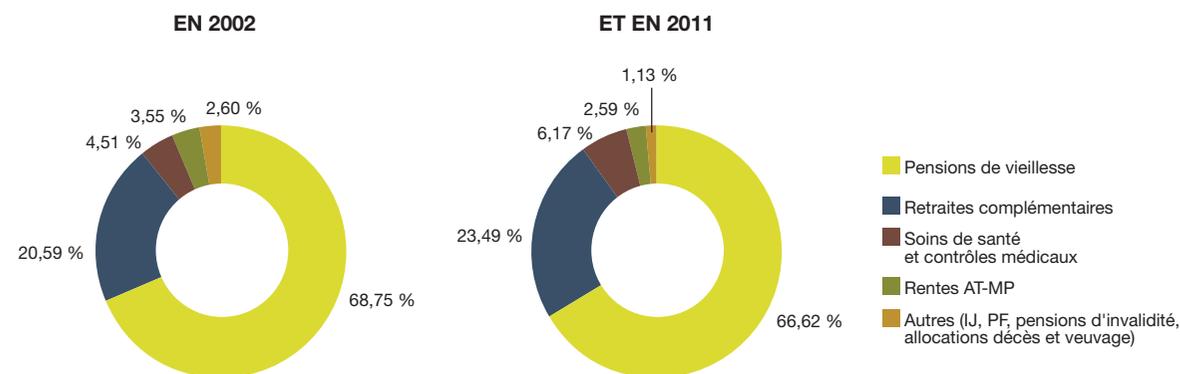
► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER DE 2002 À 2011

ANNÉES	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES (AM+AT)	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTE AT-MP	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	AUTRES (ALLOCATIONS DÉCÈS ET VEUVAGE)	TOTAL
2002	197 302 333	20 817 142	19 132 421	155 478 720	46 605 248	3 008 610 598	901 042 293	27 238 112	4 376 226 868
2003	268 126 589	21 162 944	17 177 215	147 707 930	36 668 058	3 180 981 727	953 794 404	26 952 826	4 652 571 691
2004	264 473 790	21 699 043	15 472 457	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 765 929	4 356 661 246
2005	289 797 251	20 614 992	14 676 816	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	24 423 703	4 644 495 375
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 373	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 422 283	5 347 669 043
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 385	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 834
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 344	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 716
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 174	182 410 812	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 940 236
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 926 285
2011*	407 050 391	19 276 449	13 775 518	170 762 382	25 321 528	4 394 970 431	1 550 079 776	16 315 926	6 597 552 401
2002 À 2011	3 047 885 315	201 140 692	149 553 332	1 604 087 776	318 149 393	36 351 059 730	12 329 920 975	210 597 485	54 212 394 696
TX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN (2002/2011)	8,4%	-0,9%	-3,6%	1,0%	-6,6%	4,3%	6,2%	-5,5%	4,7%

(*) Le montant de 407 050 391 € indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2011 comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss (soit 317 millions d'euros) mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

 Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 4,38 à près de 6,60 milliards d'euros en 10 ans (+50,8 %) soit une augmentation moyenne de 4,7 % par an.

► LES PAIEMENTS VENTILÉS PAR TYPES DE PRESTATIONS, TOUS PAYS CONFONDUS



 Ces deux graphiques font apparaître clairement les observations suivantes :

- une stabilité incontestable de la répartition de ces paiements entre les différents types de prestations en 2002 et 2011
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : les prestations familiales, les pensions d'invalidité et allocations (veuvage et décès) diminuent chaque année de 3,5 % (et plus) en moyenne. En revanche les soins de santé, les pensions de vieillesse et les retraites complémentaires connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 4,3 à 8,4 % annuellement.







PARTIE 1

SOINS DE SANTÉ



SOINS DE SANTÉ

■ LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS	18 à 19
Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)	
→ Dans le cadre des règlements européens	20 à 21
→ Dans le cadre des accords internationaux	22 à 23
→ Vers les pays hors conventions	24 à 27
Les remboursements par le Cleiss uniquement	
Tous types d'accords	
→ Total des remboursements	28
→ L'évolution de la répartition des remboursements par régime français de 2004 à 2011	29
→ L'évolution des remboursements de 2002 à 2011	30
Règlements européens	
→ L'évolution des remboursements de 2002 à 2011	31 à 32
→ Les remboursements en 2011 à destination du Cleiss et des Etats-membres UE - EEE – Suisse	33 à 34
Accords internationaux	
→ Avant-propos et schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2011	35 à 36
→ L'évolution des remboursements de 2002 à 2011	37 à 38
→ Les remboursements en 2011 à destination du Cleiss et des pays ayant signé un accord international.....	39 à 40



■ LES CRÉANCES ET DETTES

Tous types d'accords

→ L'évolution des créances et dettes présentées de 2002 à 2011 41 à 42

Règlements européens

→ Les créances et dettes présentées de 2004 à 2011 (par pays) 43 à 45

Accords internationaux

→ Les créances et dettes présentées de 2004 à 2011 (par pays) 46 à 48

■ INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Règlements européens

Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :

→ Assurances maladie-maternité et/ou paternité 49 à 51

→ Assurances AT – MP 52 à 54

Accords internationaux

Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :

→ Assurances maladie-maternité 55 à 57

→ Assurances AT – MP 58 à 60



✿ LES REMBOURSEMENTS

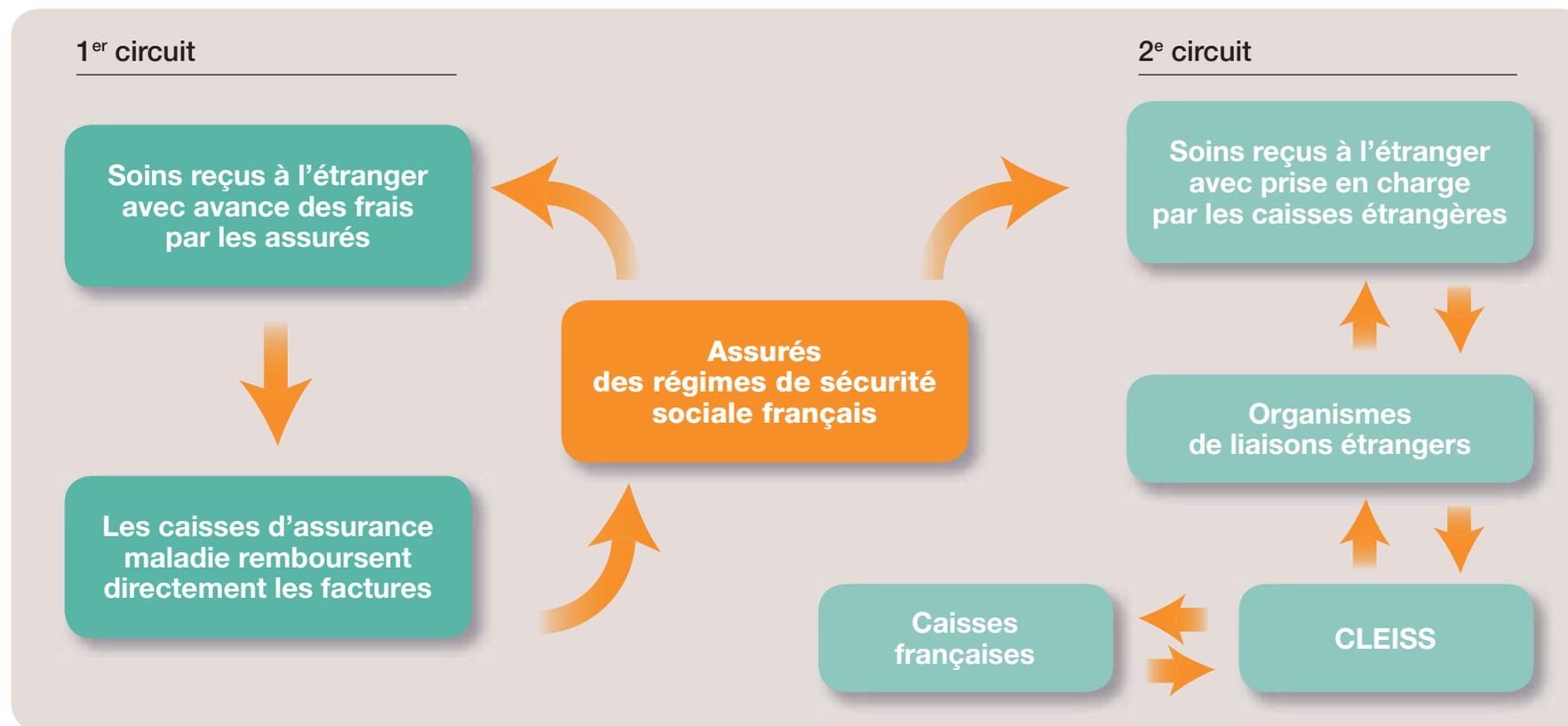
Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

■ Soit les assurés ont engagé les dépenses de soins de santé reçus à l'étranger et les prestations leur sont ensuite remboursées lors de leur retour en France (et dans ce cas le montant remboursé ne pourra excéder celui alloué par l'institution compétente si les soins avaient eu lieu en France) ;

■ Soit les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, et sont ensuite remboursés, sur la base de factures ou de forfaits, par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination).

► FLUX D'INFORMATIONS EN MATIÈRE DE DÉPENSES DE SOINS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER



La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des soins de santé remboursés par les caisses de sécurité sociale, le Cleiss tente dorénavant de collecter l'ensemble de ces informations.

Pour l'exercice 2011, le Cleiss a reçu des données détaillées par pays et par type de situations :

- du **CNSE** (Centre National des Soins à l'étranger) pour le régime général ;
- de la **CCMSA** (Caisse centrale de la Mutualité Agricole) ;
- du régime minier ;
- et certains régimes spéciaux comme la **SNCF**, la **RATP**, la **Cavimac** (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes) ;

et des données non ventilées :

- du **RSI** (Régime Social des Indépendants) avec répartition entre règlements européens et accords internationaux ;
- de la **CRPCEN** (Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires) ;
- de la **CCIP** (Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris) ;
- et de la **CAMIEG** (Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières).

Ainsi, en 2011, sur les 407 millions d'euros remboursés par la France, 78 % ont transité par le Cleiss.

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS REMBOURSÉS PAR LA FRANCE	MONTANTS REMBOURSÉS PAR LE CLEISS
Règlements européens	374 804	277 351 832	216 307 254
Données détaillées par pays <i>(voir pages 20 et 21)</i>	366 459	275 209 194	
Données non détaillées (RSI)	8 345	2 142 638	
Accords internationaux	304 611	122 124 151	101 201 245
Données détaillées par pays <i>(voir pages 22 et 23)</i>	295 659	119 356 078	
Données non détaillées (RSI)	8 952	2 768 073	
Pays hors conventions	34 098	6 305 173	
Données détaillées par pays <i>(voir pages 24 et 27)</i>			
Données non ventilées par pays (CRCPEN, CCIP et Camieg)	1 770	1 269 235	
TOTAL	715 283	407 050 391	317 508 499

Sont détaillés dans cette sous-partie :

- les remboursements des dépenses de santé par la France (Cleiss et données détaillées des caisses de sécurité sociale)
- les remboursements des dépenses de santé par le Cleiss uniquement

GLOSSAIRE

- **Soins en cas de séjour** : il s'agit de soins médicalement nécessaires (pays UE-EEE-Suisse) ou soins urgents (pays hors UE-EEE-Suisse). Ceux-ci concernent les prestations servies aux touristes, aux pensionnés, aux travailleurs détachés ou aux étudiants qui ont besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire à l'étranger.
- **Soins programmés** : concernent les prestations servies aux assurés qui se rendent à l'étranger afin d'entreprendre ou poursuivre des soins prévus.
- **Soins aux résidents** : concernent les prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un Etat autre que l'Etat d'emploi ou autre que l'Etat débiteur de la pension.
- **Facture (dépense réelle)** : le montant des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments...) tel qu'il ressort de la comptabilité des institutions financières, est remboursé par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.
- **Forfait** : le montant des prestations en nature est remboursé par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi les prestations sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



Pays	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109		FORMULAIRES E 121				
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT CLEISS *												
ALLEMAGNE	7 575	916 779	646	258 412	941	144 765	9 162	1 319 956	0	0	0	0	9 162	1 319 956	31 514
AUTRICHE	1 808	210 072	140	10 378	99	9 009	2 047	229 459	0	0	0	0	2 047	229 459	66
BELGIQUE	46 230	40 460 280	9 847	40 925 075	14 741	7 208 227	70 818	88 593 582	133	132 799	7 025	22 355 447	77 976	111 081 829	78 920 416
BULGARIE	549	65 717	67	10 647	29	2 845	645	79 210	0	0	0	0	645	79 210	0
CHYPRE	204	39 182	12	1 057	8	905	224	41 145	0	0	0	0	224	41 145	0
DANEMARK	126	21 288	5	161	12	502	143	21 952	0	0	0	0	143	21 952	0
ESPAGNE	62 142	13 419 569	3 068	981 117	3 204	687 471	68 414	15 088 157	34	21 959	22 127	59 883 583	90 575	74 993 699	70 431 057
ESTONIE	24	837	0	0	1	17	25	853	0	0	0	0	25	853	0
FINLANDE	254	15 749	22	1 302	166	9 125	442	26 176	0	0	0	0	442	26 176	0
GRÈCE	4 481	560 542	315	47 157	156	21 086	4 952	628 785	0	0	0	0	4 952	628 785	0
HONGRIE	1 260	391 036	511	193 493	220	15 413	1 991	599 941	0	0	122	58 417	2 113	658 359	0
IRLANDE	478	25 454	16	609	63	2 839	557	28 902	0	0	0	0	557	28 902	58 417
ISLANDE	77	7 757	3	109	5	152	85	8 017	0	0	0	0	85	8 017	0
ITALIE	9 124	1 590 911	688	117 382	882	158 622	10 694	1 866 915	0	0	1 794	3 764 785	12 488	5 631 701	4 918 390
LETTONIE	35	2 943	1	20	6	387	42	3 351	0	0	0	0	42	3 351	0
LIECHTENSTEIN	6	224	0	0	0	0	6	224	0	0	0	0	6	224	0
LITUANIE	54	3 266	2	106	2	65	58	3 437	0	0	0	0	58	3 437	0
LUXEMBOURG	6 010	291 713	1 323	53 810	287	315 204	7 620	660 726	0	0	356	1 985 459	7 976	2 646 185	1 985 459
MALTE	360	33 778	16	365	49	2 978	425	37 122	0	0	0	0	425	37 122	0
NORVÈGE	222	13 110	8	551	33	1 136	263	14 797	0	0	0	0	263	14 797	0
PAYS-BAS	1 534	138 520	112	13 666	396	55 104	2 042	207 290	2	3 417	93	71 226	2 137	281 934	123 740
POLOGNE	1 657	127 092	185	15 432	288	17 394	2 130	159 917	0	0	0	0	2 130	159 917	0
PORTUGAL	117 748	16 436 512	1 993	136 380	540	33 121	120 281	16 606 014	0	0	12 131	16 205 782	132 412	32 811 796	31 341 802
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	359	78 396	50	28 558	85	7 670	494	114 625	3	1 281	0	0	497	115 906	1 281
ROUMANIE	541	98 360	123	35 456	209	19 095	873	152 911	0	0	0	0	873	152 911	1 782

* pour plus de détails, voir page 33



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

PAYS	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109		FORMULAIRES E 121				
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT CLEISS *						
ROYAUME-UNI	3 956	5 885 000	88	10 082	970	180 620	5 014	6 075 701	0	0	261	61 387	5 275	6 137 088	5 988 856
SLOVAQUIE	91	11 174	17	857	29	5 119	137	17 150	0	0	0	0	137	17 150	0
SLOVÉNIE	83	11 722	9	158	29	896	121	12 775	0	0	0	0	121	12 775	0
SUÈDE	301	16 335	20	836	33	5 590	354	22 761	0	0	0	0	354	22 761	0
SUISSE	9 478	13 803 030	1 199	20 537 425	575	144 132	11 252	34 484 587	0	0	1 066	3 557 178	12 318	38 041 764	22 504 474
CROISIÈRES	1	31	0	0	0	0	1	31	0	0	0	0	1	31	0
TOTAL 2011	276 768	94 676 381	20 486	63 380 602	24 058	9 049 490	321 312	167 106 473	172	159 457	44 975	107 943 264	366 459	275 209 194	216 307 254

* pour plus de détails, voir page 33



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



PAYS	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT CLEISS *
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ											
ALGÉRIE	8 707	1 452 319	640	417 140	89	13 099	9 436	1 882 559	109 432	36 806 323	118 868	38 688 882	36 806 323
ANDORRE	825	72 467	42	2 970	4	110	871	75 548	0	0	871	75 548	0
BÉNIN	163	33 212	15	576	35	4 904	213	38 692	0	0	213	38 692	0
BOSNIE-HERZEGOVINE	153	19 863	3	84	4	373	160	20 320	0	0	160	20 320	0
CAMEROUN	293	57 544	18	10 959	67	5 896	378	74 400	0	0	378	74 400	0
CANADA	2 257	571 977	200	12 678	342	41 143	2 799	625 799	0	0	2 799	625 799	0
CAP-VERT	118	7 604	6	191	2	141	126	7 936	0	0	126	7 936	0
CHILI	327	99 907	28	1 537	103	13 588	458	115 032	0	0	458	115 032	0
CONGO	98	28 472	12	2 271	35	3 611	145	34 354	0	0	145	34 354	0
CORÉE	127	19 150	7	174	114	9 242	248	28 566	0	0	248	28 566	0
CÔTE D'IVOIRE	118	45 335	20	8 809	30	3 003	168	57 147	0	0	168	57 147	0
CROATIE	947	135 316	68	15 550	48	3 425	1 063	154 291	0	0	1 063	154 291	0
ÉTATS-UNIS	4 645	1 178 195	370	55 585	1 018	145 569	6 033	1 379 349	0	0	6 033	1 379 349	0
GABON	98	15 890	5	286	85	6 042	188	22 218	0	0	188	22 218	0
GUERNESEY	4	113	0	0	0	0	4	113	0	0	4	113	0
INDE	733	231 633	44	24 304	144	22 470	921	278 406	0	0	921	278 406	0
ISRAËL	3 225	748 094	342	42 694	139	27 929	3 706	818 717	0	0	3 706	818 717	0
JAPON	420	89 226	37	7 422	220	30 906	677	127 554	0	0	677	127 554	0
JERSEY	1	22	0	0	1	15	2	36	0	0	2	36	0
MACÉDOINE (EX R.Y.)	43	9 328	2	61	10	2 897	55	12 286	0	0	55	12 286	0
MADAGASCAR	550	61 548	34	9 050	55	6 628	639	77 225	0	0	639	77 225	0
MALI	240	202 811	39	202 599	97	4 338	376	409 748	0	0	376	409 748	0
MAROC	23 109	4 485 011	1 638	787 835	1 787	164 622	26 534	5 437 468	0	0	26 534	5 437 468	0

* pour plus de détails, voir page 39



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

	PAYS	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
		SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT CLEISS *
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ											
CONVENTIONS BILATÉRALES	MAURITANIE	36	6 951	1	147	9	1 278	46	8 377	0	0	46	8 377	0
	MONACO	10	10 171	2	1 406	0	0	12	11 577	0	0	12	11 577	0
	MONTÉNÉGRO	19	1 613	0	0	0	0	19	1 613	0	0	19	1 613	0
	NIGER	32	4 345	2	154	20	2 622	54	7 121	0	0	54	7 121	0
	PHILIPPINES	177	57 882	9	474	17	4 316	203	62 672	0	0	203	62 672	0
	QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SAINT-MARIN	7	46 149	2	3 782	0	0	9	49 931	0	0	9	49 931	0
	SÉNÉGAL	2 907	360 389	191	61 850	359	47 915	3 457	470 153	0	0	3 457	470 153	0
	SERBIE	527	98 042	47	17 339	24	3 865	598	119 246	0	0	598	119 246	0
	TOGO	212	46 098	13	6 326	32	2 051	257	54 475	0	0	257	54 475	0
	TUNISIE	19 919	3 064 673	1 370	383 349	857	81 119	22 146	3 529 142	0	0	22 146	3 529 142	0
	TURQUIE	9 808	1 753 403	510	111 691	197	19 446	10 515	1 884 539	11 827	5 829 787	22 342	7 714 326	5 829 787
SOUS-TOTAL	80 855	15 014 751	5 717	2 189 293	5 944	672 562	92 516	17 876 607	121 259	42 636 110	213 775	60 512 717	42 636 110	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	6	268	0	0	0	0	6	268	0	0	6	268	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	2 604	1 044 266	263	159 210	8 764	19 355 753	11 631	20 559 229	0	0	11 631	20 559 229	20 406 463
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	54 236	21 803 830	208	80 962	15 787	16 397 953	70 231	38 282 746	0	0	70 231	38 282 746	38 158 472
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	15	1 097	0	0	1	21	16	1 118	0	0	16	1 118	0
	SOUS-TOTAL	56 861	22 849 462	471	240 173	24 552	35 753 727	81 884	58 843 361	0	0	81 884	58 843 361	58 564 935
CROISIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL 2011	137 716	37 864 213	6 188	2 429 466	30 496	36 426 289	174 400	76 719 968	121 259	42 636 110	295 659	119 356 078	101 201 045	

* pour plus de détails, voir page 39



→ PAYS HORS CONVENTIONS

■ REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT)



PAYS	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ						
AFGHANISTAN	3	92	0	0	0	0	3	92
AFRIQUE DU SUD	348	119 076	22	2 907	167	29 566	537	151 549
ALBANIE	11	4 059	2	59	2	396	15	4 514
ANGOLA	2	41	0	0	2	78	4	119
ANTIGUA ET BARBUDA	3	108	0	0	0	0	3	108
ANTILLES NÉERLAND.	25	3 771	4	102	0	0	29	3 873
ARABIE SAOUDITE	63	9 884	2	57	49	4 780	114	14 721
ARGENTINE	420	65 452	24	11 914	66	15 239	510	92 605
ARMÉNIE	19	11 558	2	2 053	2	202	23	13 813
AUSTRALIE	876	179 207	50	4 702	130	11 437	1 056	195 346
AZERBAÏDJAN	2	36	1	916	2	40	5	992
BAHAMAS	38	1 894	1	78	3	427	42	2 399
BAHRÉÏN	4	429	0	0	9	286	13	715
BANGLADESH	8	2 782	0	0	3	92	11	2 874
BARBADE	7	464	4	2 114	0	0	11	2 577
BÉLIZE	0	0	0	0	0	0	0	0
BIÉLORUSSIE	4	240	2	182	0	0	6	422
BIRMANIE	31	13 705	0	0	3	56	34	13 762
BOLIVIE	111	21 116	8	461	1	19	120	21 596
BOTSWANA	5	615	0	0	3	1 360	8	1 975
BRÉSIL	915	176 267	72	17 992	243	27 829	1 230	222 088
BURKINA-FASO	346	60 461	19	2 549	93	4 744	458	67 754
BURUNDI	2	272	0	0	8	1 009	10	1 281
CAMBODGE	387	102 459	29	4 734	58	2 567	474	109 759
CENTRAFRICAINE (REP)	27	1 669	0	0	11	372	38	2 041
CHINE	1 006	282 469	54	8 270	821	139 297	1 881	430 036
COLOMBIE	272	52 722	17	2 685	27	1 552	316	56 959
COMORES	22	344	1	15	2	80	25	440
COSTA RICA	162	41 982	9	353	8	882	179	43 217
CUBA	390	44 850	37	975	4	182	431	46 006



→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PAYS	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ						
DJIBOUTI	93	12 892	5	125	54	8 688	152	21 705
DOMINIQUE	17	2 293	4	431	1	37	22	2 762
EGYPTE	1 975	258 617	98	6 807	57	6 250	2 130	271 675
EL SALVADOR	15	648	0	0	0	0	15	648
EMIRATS ARABES UNIS	330	39 354	20	3 028	265	25 489	615	67 870
EQUATEUR	109	21 484	6	3 246	5	1 271	120	26 001
ERYTHRÉE	0	0	0	0	0	0	0	0
ETHIOPIE	16	2 380	0	0	4	120	20	2 500
FIDJI	7	434	1	9	1	24	9	467
GAMBIE	0	0	0	0	0	0	0	0
GÉORGIE	10	1 189	1	159	5	501	16	1 849
GHANA	16	1 006	1	19	5	210	22	1 235
GIBRALTAR	1	24	0	0	0	0	1	24
GRENADE	6	417	0	0	0	0	6	417
GROËNLAND	6	169	0	0	0	0	6	169
GUATÉMALA	35	7 725	2	67	3	559	40	8 352
GUINÉE	37	13 184	1	6 091	31	1 654	69	20 929
GUINÉE-BISSAU	0	0	0	0	0	0	0	0
GUINÉE-EQUATORIALE	7	364	0	0	3	50	10	414
GUYANA	0	0	0	0	0	0	0	0
HAITI	19	7 441	3	4 252	13	659	35	12 352
HONDURAS	8	4 496	1	7	0	0	9	4 503
HONG-KONG	166	62 926	11	380	164	13 027	341	76 332
ILES MARIANNES DU NORD	2	290	0	0	0	0	2	290
INDONÉSIE	1 035	217 927	80	9 955	52	6 094	1 167	233 976
IRAK	3	531	0	0	0	0	3	531
IRAN	37	18 618	5	486	28	837	70	19 941
JAMAÏQUE	29	1 380	0	0	3	2 057	32	3 437
JORDANIE	91	26 187	4	178	44	3 267	139	29 631
KAZAKHSTAN	8	6 810	0	0	2	63	10	6 873



→ PAYS HORS CONVENTIONS



► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PAYS	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ						
KENYA	208	74 155	5	166	24	8 242	237	82 563
KIRGHIZISTAN	0	0	0	0	0	0	0	0
KOWEIT	4	218	0	0	5	124	9	342
LAOS	105	21 139	4	539	23	2 767	132	24 446
LIBAN	1 331	275 267	140	18 134	152	36 439	1 623	329 840
LIBYE	5	1 539	1	6	1	238	7	1 783
MALAISIE	173	26 491	12	1 862	61	12 679	246	41 032
MALDIVES	111	10 421	3	468	4	713	118	11 602
MAURICE (ILES)	2 803	452 747	176	26 815	148	26 926	3 127	506 489
MEXIQUE	1 062	203 287	79	13 753	236	31 518	1 377	248 558
MOLDAVIE	4	151	0	0	1	68	5	218
MONGOLIE	13	5 803	1	18	0	0	14	5 821
MOZAMBIQUE	8	2 909	0	0	7	188	15	3 097
NAMIBIE	31	22 381	2	59	6	477	39	22 917
NÉPAL	136	29 715	7	182	6	130	149	30 026
NICARAGUA	26	4 303	0	0	0	0	26	4 303
NIGÉRIA	8	1 418	0	0	18	949	26	2 367
NOUVELLE-ZÉLANDE	218	23 710	16	456	14	660	248	24 825
OCÉAN INDIEN	1	45	0	0	0	0	1	45
OMAN	32	10 764	0	0	10	437	42	11 200
OUGANDA	6	249	0	0	6	298	12	547
OUZBÉKISTAN	25	1 309	2	73	8	3 044	35	4 426
PAKISTAN	17	17 241	3	327	6	4 117	26	21 684
PANAMA	69	11 543	2	137	1	122	72	11 802
PAPOUASIE	1	15	0	0	0	0	1	15
PARAGUAY	11	6 104	1	296	2	139	14	6 539
PÉROU	655	127 887	37	2 221	12	3 747	704	133 855
PORTO RICO	25	5 323	1	42	1	143	27	5 508
QATAR	30	5 633	0	0	36	4 385	66	10 018
REP. DEM. CONGO	19	4 361	2	1 180	11	391	32	5 932



→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2011 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE ET FIN)

PAYS	SOINS EN CAS DE SÉJOUR		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ						
REP. DOMINICAINE	2 258	360 863	134	13 897	89	18 123	2 481	392 884
REP. POP. DE CORÉE	5	188	0	0	1	302	6	491
RUSSIE	397	95 721	22	1 331	168	19 515	587	116 567
RWANDA	9	1 718	0	0	14	597	23	2 315
SAINTE-LUCIE	14	2 739	2	103	0	0	16	2 841
SEYCHELLES	121	6 150	5	92	1	15	127	6 258
SINGAPOUR	362	69 420	18	757	240	36 452	620	106 629
SOUDAN	2	2 865	0	0	2	2 330	4	5 195
SRI LANKA	110	20 496	6	552	5	180	121	21 229
SURINAM	2	32	0	0	0	0	2	32
SYRIE	71	22 859	5	96	12	2 736	88	25 691
TAIWAN	69	11 288	5	213	20	2 336	94	13 837
TANZANIE	33	1 790	2	35	8	269	43	2 094
TCHAD	15	549	1	60	20	900	36	1 510
THAÏLANDE	3 309	1 034 066	187	33 342	216	20 514	3 712	1 087 921
TIMOR ORIENTAL	18	36 269	0	0	0	0	18	36 269
TRINITÉ ET TOBAGO	10	3 735	1	26	0	0	11	3 761
TURKMÉNISTAN	2	46	0	0	0	0	2	46
UKRAINE	64	6 317	2	36	28	5 595	94	11 948
URUGUAY	55	9 506	2	883	12	330	69	10 718
VANUATU	2	30	1	10	6	380	9	419
VÉNÉZUELA	98	18 636	4	466	13	12 072	115	31 174
VIERGES (ILES)	4	435	0	0	0	0	4	435
VIETNAM	1 397	326 745	93	17 455	255	25 651	1 745	369 851
WALLIS ET FUTUNA	0	0	0	0	1	27	1	27
YÉMEN	1	845	0	0	0	0	1	845
ZAMBIE	0	0	1	519	0	0	1	519
ZIMBABWE	4	122	0	0	0	0	4	122
AUTRES	92	12 257	3	131	2	47	97	12 435
CROISIÈRES	2 740	148 359	145	22 321	5	111	2 890	170 791
TOTAL 2011	27 988	5 446 989	1 736	257 413	4 374	600 771	34 098	6 305 173



Le Cleiss rembourse les prestations servies par les institutions étrangères à des assurés du régime français. À l'inverse, il demande aux institutions étrangères le remboursement des prestations servies par les organismes de santé français pour les soins dispensés en France à des assurés de régimes étrangers.

→ TOUS TYPES D'ACCORDS

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS						MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					
	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES DES		REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS DES SOINS DE SANTÉ	FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF	TOTAL	% DU TOTAL	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES DES		REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS DES SOINS DE SANTÉ	FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF	TOTAL	% DU TOTAL
	CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ					CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ				
de l'UE-EEE-Suisse	6 161	108 198 372	108 102 722	0	216 307 255	68,13	1 658	338 976 469	217 163 630	0	556 141 757	98,35
hors UE-EEE-Suisse	0	58 564 935	42 636 110	0	101 201 045	31,87	0	2 088 657	7 250 000	0	9 338 657	1,65
Total 2011	6 161	166 763 307	150 738 833	0	317 508 300	100,00	1 658	341 065 125	224 413 630	0	565 480 414	100,00
% du total	0,00	52,52	47,48	0,00	100,00		0,00	60,31	39,69	0,00	100,00	
Total 2010	64 566	187 383 282	200 105 153	8 238 024	395 791 024		6 655	270 253 166	151 701 396	2 376 739	424 337 955	
% d'évolution (N/N-1)	-90,46	-11,00	-24,67	-100,00	-19,78		-75,08	26,20	47,93	-100,00	33,26	



En 2011, les remboursements effectués par des organismes étrangers sont supérieurs à ceux du Cleiss (+ 247,97 millions d'euros). 87,5 % des flux concernent les pays de l'UE-EEE-Suisse.



→ TOUS TYPES D'ACCORDS

► ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE CES REMBOURSEMENTS PAR RÉGIME FRANÇAIS DE 2004 À 2011



RÉGIMES		2011		2010		2009		2008		2007		2006		2005		2004	
		MONTANTS EN €	%														
CNAM	CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS	291 889 866	91,93	352 703 989	89,11	233 433 184	87,54	282 920 548	87,86	265 614 380	89,12	303 322 026	89,57	254 900 446	87,96	237 510 907	89,81
CCMSA	CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (SOINS DE SANTÉ)	6 667 293	2,10	10 280 611	2,60	6 953 656	2,61	7 727 461	2,40	7 545 105	2,53	7 742 364	2,29	9 134 977	3,15	6 976 971	2,64
RSI	RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS	5 849 586	1,84	9 123 471	2,31	7 226 058	2,71	6 671 136	2,07	6 414 635	2,15	6 160 760	1,82	7 161 464	2,47	3 164 054	1,20
SNCF	SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	101 992	0,03	1 773 965	0,45	1 090 624	0,41	900 057	0,28	918 289	0,31	2 248 647	0,66	1 367 076	0,47	724 534	0,27
RATP	RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS	41 647	0,01	318 226	0,08	129 546	0,05	162 818	0,05	228 982	0,08	357 591	0,11	118 740	0,04	101 180	0,04
ENIM	ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE	101 532	0,03	415 825	0,11	327 414	0,12	259 726	0,08	246 528	0,08	556 679	0,16	234 011	0,08	231 273	0,09
CANSSM	CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES	1 998 540	0,63	5 170 854	1,31	4 163 902	1,56	4 948 393	1,54	4 404 210	1,48	4 654 738	1,37	3 650 596	1,26	4 053 862	1,53
CNMSS	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE	10 819 204	3,41	14 840 646	3,75	12 993 226	4,87	17 544 127	5,45	12 151 962	4,08	11 891 833	3,51	12 261 903	4,23	10 999 691	4,16
CPBDF	CAISSE DE PRÉVOYANCE MALADIE DE LA BANQUE DE FRANCE	/	/	-2 725	0,00	62 699	0,02	62 980	0,02	38 135	0,01	62 190	0,02	49 565	0,02	11 814	0,00
CRPCEN	CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DES CLERCS ET EMPLOYÉS DE NOTAIRES	18 140	0,01	193 785	0,05	81 732	0,03	131 492	0,04	47 012	0,02	385 699	0,11	167 505	0,06	54 534	0,02
CCIP	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS	0	0,00	3 988	0,00	9 605	0,00	22 255	0,01	8 479	0,00	13 545	0,00	9 873	0,00	1 141	0,00
GAMEX	GROUPEMENT DES ASSUREURS MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	20 499	0,01	602 921	0,15	89 928	0,03	313 898	0,10	297 253	0,10	865 141	0,26	364 898	0,13	230 816	0,09
CNAF	CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	0	0,00	-9 277	0,00	73 977	0,03	-32 470	-0,01	47 416	0,02	95 958	0,03	241 445	0,08	341 140	0,13
CCMSA	(FRAIS DE GESTION)	0	0,00	16 275	0,00	-3 294	0,00	97	0,00	5 676	0,00	629	0,00	35 803	0,01	33 760	0,01
CAVI-MAC	CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE INVALIDITÉ ET MALADIE DES CULTES	0	0,00	319 839	0,08	39 284	0,01	374 221	0,12	57 696	0,02	280 681	0,08	98 949	0,03	38 075	0,01
ANSAS	ASSEMBLÉE NATIONALE-SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES	0	0,00	29 897	0,01	885	0,00	15	0,00	44	0,00	/	/	/	/	/	/
CASSS	CAISSE AUTONOME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DU SÉNAT	0	0,00	8 737	0,00	0	0,00	292	0,00	/	/	/	/	/	/	/	/
CPPA	CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PORT AUTONOME DE BORDEAUX	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	38	0,00
TOTAL		317 508 299	100,00	395 791 024	100,00	266 672 426	100,00	322 007 048	100,00	298 025 802	100,00	338 638 481	100,00	289 797 251	100,00	264 473 790	100,00

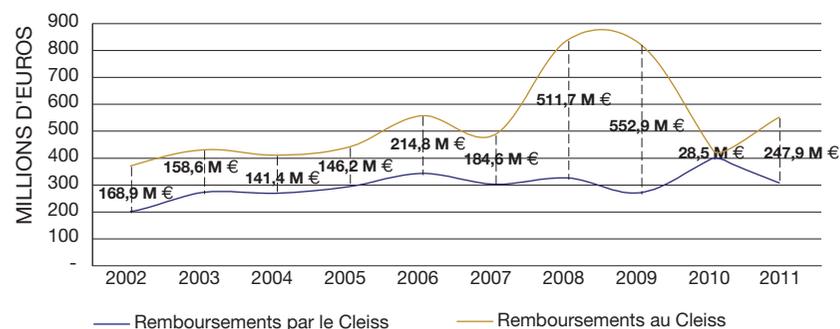
→ TOUS TYPES D'ACCORDS

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS								MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS							
	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES			REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS - SOINS DE SANTÉ	%	FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF	TOTAL	% EVOL (N/N-1)	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES			REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS - SOINS DE SANTÉ	%	FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF	TOTAL	% EVOL (N/N-1)
	CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ	%						CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ	%					
2002	26 453	73 833 507	37,4	119 254 512	60,4	4 187 859	197 302 333		24 541	253 282 955	69,2	111 649 596	30,5	1 302 284	366 259 375	
2003	224 226	117 105 612	43,7	143 366 019	53,5	7 430 732	268 126 589	35,9	648	324 073 524	75,9	101 275 411	23,7	1 399 328	426 748 911	16,5
2004	26 834	98 722 682	37,3	159 422 880	60,3	6 301 395	264 473 790	-1,4	2 351	252 934 254	62,3	151 330 401	37,3	1 643 718	405 910 724	-4,9
2005	105 029	138 049 670	47,6	150 718 195	52,0	924 356	289 797 251	9,6	451	296 757 170	68,1	139 236 901	31,9	21 540	436 016 061	7,4
2006	22 133	155 802 910	46,0	177 849 214	52,5	4 964 224	338 638 481	16,9	123	364 353 167	65,8	186 941 852	33,8	2 134 532	553 429 674	26,9
2007	57 931	162 734 320	54,6	134 619 612	45,2	613 940	298 025 802	-12,0	105	287 515 082	59,6	195 092 501	40,4	14 406	482 622 095	-12,8
2008	44 236	161 952 703	50,3	154 123 810	47,9	5 886 299	322 007 048	8,0	0	402 609 808	48,3	429 340 183	51,5	1 709 574	833 659 565	72,7
2009	25 410	157 304 687	59,0	108 648 962	40,7	693 548	266 672 606	-17,2	0	452 516 012	55,2	367 072 793	44,8	15 272	819 604 076	-1,7
2010	64 566	187 383 282	47,3	200 105 153	50,6	8 238 024	395 791 024	48,4	6 655	270 253 166	63,7	151 701 396	35,8	2 376 739	424 337 955	-48,2
2011	6 161	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	0	317 508 299	-19,8	1 658	341 075 125	60,3	224 413 630	39,7	0	565 490 414	33,3
période (2002 - 2011)	596 817	1 252 889 372	47,4	1 348 108 358	51,0	39 240 376	2 640 834 924		34 874	2 904 295 136	61,2	1 833 641 034	38,6	10 617 392	4 748 588 436	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



Entre 2002 et 2011, les remboursements au Cleiss par les organismes étrangers ont toujours été supérieurs aux remboursements par le Cleiss. En 2006, 2008 et 2010, les paiements supérieurs effectués par le Cleiss résultent directement des créances plus importantes introduites en 2005, 2007 et 2009 par les pays étrangers, mais également des régularisations des comptes intervenus durant les commissions mixtes, essentiellement avec l'Algérie.

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS



Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées:

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre Etat membre que l'Etat compétent (articles 93 et 96 du Règlement n° 574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72).

Le Cleiss rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

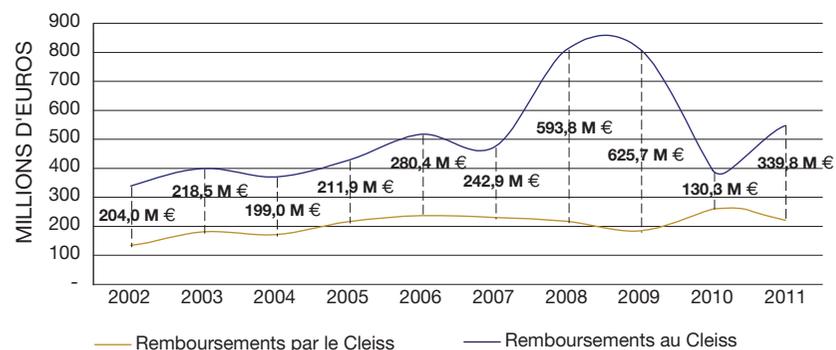
► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% ÉVOL (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% ÉVOL (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%				FACTURES	%	FORFAITS	%			
2002	62 498 978	48,0	67 787 300	52,0	13 561	130 299 840		244 929 273	73,3	89 333 122	26,7	23 854	334 286 248	
2003	78 610 227	44,5	97 628 984	55,3	224 226	176 463 436	35,4	319 022 978	80,8	75 925 027	19,2	648	394 948 652	18,1
2004	62 506 597	37,4	104 589 802	62,6	12 141	167 108 539	-5,3	244 246 845	66,7	121 862 852	33,3	2 351	366 112 048	-7,3
2005	97 439 953	45,9	114 882 368	54,1	105 029	212 427 349	27,1	294 734 334	69,5	129 556 692	30,5	451	424 291 477	15,9
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474	9,7	349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	21,0
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	216 307 254	-15,5	338 986 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	556 151 757	44,0
période (2002 - 2011)	977 029 608	48,6	1 033 629 063	51,4	557 701	2 011 216 372		3 173 957 882	62,8	1 883 455 608	37,2	35 845	5 057 449 335	



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



En 2011, on observe une baisse des remboursements effectués par le Cleiss (- 15,5 %).

Les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont payé 556 millions d'euros à la France, ce qui constitue une importante augmentation par rapport à 2010 (+ 44,0 %).

Le solde des paiements a ainsi augmenté de manière significative passant de 130 millions d'euros à 340 millions d'euros.

Depuis 2002, les remboursements perçus par le Cleiss sont toujours supérieurs à ceux qu'il a versés.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2011



VERSION EXCEL

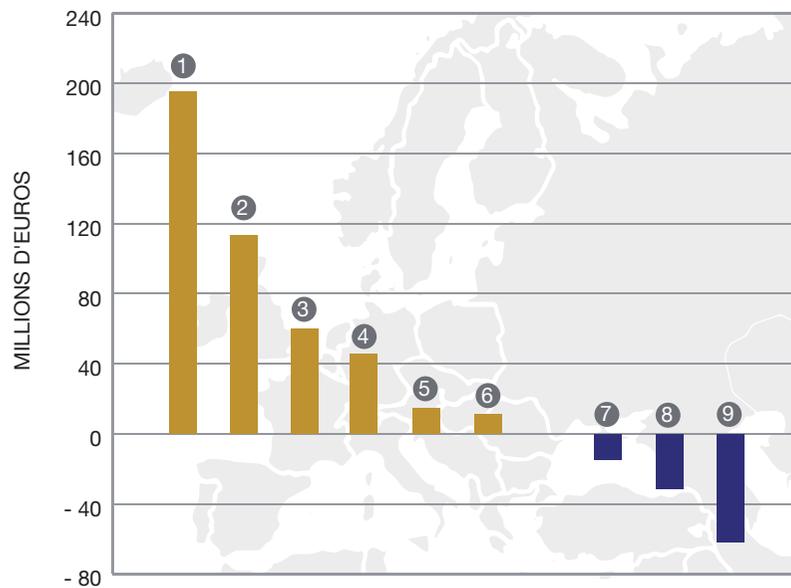
PAYS	ORGANISMES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORAITS				FACTURES	FORAITS				
ALLEMAGNE	DVKA Bonn - HGB Mannheim	31 514	0	0	31 514	0,01	46 005 961	14 240 794	0	60 246 755	10,83	60 215 241
AUTRICHE	HOS Vienne	0	0	66	66	0,00	834 703	19 442	0	854 145	0,15	854 080
BELGIQUE	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	56 432 169	22 488 247	0	78 920 416	36,49	33 313 205	34 444 273	0	67 757 478	12,18	-11 162 938
BULGARIE	FNAM - Sofia	0	0	0	0	0,00	788 567	174 653	0	963 220	0,17	963 220
CHYPRE	MTSS-MS-MF Nicosia	0	0	0	0	0,00	154 478	25 412	0	179 890	0,03	179 890
DANEMARK	Patientombudet Frederiksberg	0	0	0	0	0,00	0	10 967 958	0	10 967 958	1,97	10 967 958
ESPAGNE	INSS Madrid	10 525 515	59 905 542	0	70 431 057	32,56	5 064 294	3 269 595	0	8 333 889	1,50	-62 097 168
ESTONIE	EH Tallinn	0	0	0	0	0,00	0	14 649	0	14 649	0,00	14 649
FINLANDE	KSKLT Helsinki	0	0	0	0	0,00	861 136	649 929	0	1 511 065	0,27	1 511 065
GRÈCE	IKA Athènes	0	0	0	0	0,00	116 666	62 439	131	179 236	0,03	179 236
HONGRIE	OEP Budapest	0	58 417	0	58 417	0,03	237 303	0	0	237 303	0,04	178 886
ISLANDE	TR Reyjavik	0	0	0	0	0,00	101 300	0	0	101 300	0,02	101 300
ITALIE	MS - INAIL - Rome	1 153 605	3 764 785	0	4 918 390	2,27	19 436 747	0	0	19 436 747	3,49	14 518 357
LETTONIE	VSAA-VOVAA Riga	0	0	0	0	0,00	0	15 007	0	15 007	0,00	15 007
LIECHTENSTEIN	AFV Vaduz	0	0	0	0	0,00	1 981	0	0	1 981	0,00	1 981
LITUANIE	VLK Vilnius	0	0	0	0	0,00	178 964	37 740	0	216 704	0,04	216 704
LUXEMBOURG	CNAMO - AAA - Luxembourg	0	1 985 459	0	1 985 459	0,92	98 904 010	15 781 505	0	114 685 515	20,62	112 700 056
MALTE	DTSS La Valette	0	0	0	0	0,00	3 797	0	0	3 797	0,00	3 797
NORVÈGE	RTV Oslo	0	0	0	0	0,00	1 498 924	3 376 293	0	4 875 217	0,88	4 875 217
PAYS-BAS	ZK Amstelveen	49 096	74 643	0	123 740	0,06	11 809 577	33 643 570	0	45 453 147	8,17	45 329 408
POLOGNE	NFZ Varsovie	0	0	0	0	0,00	3 443 035	627 973	0	4 071 008	0,73	4 071 008
PORTUGAL	DRICSS Lisbonne	15 129 924	16 205 782	6 095	31 341 802	14,49	136 080	0	1 527	137 607	0,02	-31 204 195
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CMU Prague	0	1 282	0	1 282	0,00	683 407	0	0	683 407	0,12	682 125
ROUMANIE	CNAS Bucarest	1 782	0	0	1 782	0,00	0	0	0	0	0,00	-1 782
ROYAUME-UNI	DH Londres	5 927 470	61 387	0	5 988 856	2,77	107 195 563	93 476 794	0	200 672 357	36,08	194 683 501
SLOVAQUIE	SP Bratislava	0	0	0	0	0,00	341 411	28 584	0	369 995	0,07	369 995
SUÈDE	RFKV Stockholm	0	0	0	0	0,00	526 135	6 307 022	0	6 833 157	1,23	6 833 157
SUISSE	LAMAL Soleure	18 947 296	3 557 178	0	22 504 474	10,40	7 339 222	0	0	7 339 222	1,32	-15 165 251
TOTAL 2011		108 198 372	108 102 722	6 161	216 307 255	100,00	338 976 469	217 163 630	1 658	556 141 757	100,00	
TOTAL 2010		128 666 330	127 137 568	60 977	255 864 875		264 158 726	121 959 807	6 655	386 125 188		
% d'évolution		-15,91	-14,97	-89,90	-15,46		28,32	78,06	-75,08	44,03		

 Dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2011, sont largement inférieurs à ceux réalisés par les organismes européens et représentent 216,3 millions d'euros (soit 28 % du total) contre 556,1 millions d'euros.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▮ SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2011



- ① ROYAUME-UNI
- ② LUXEMBOURG
- ③ ALLEMAGNE
- ④ PAYS-BAS
- ⑤ ITALIE
- ⑥ DANEMARK
- ⑦ SUISSE
- ⑧ PORTUGAL
- ⑨ ESPAGNE



→ ACCORDS INTERNATIONAUX



Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les contrôles médicaux qu'elles impliquent donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

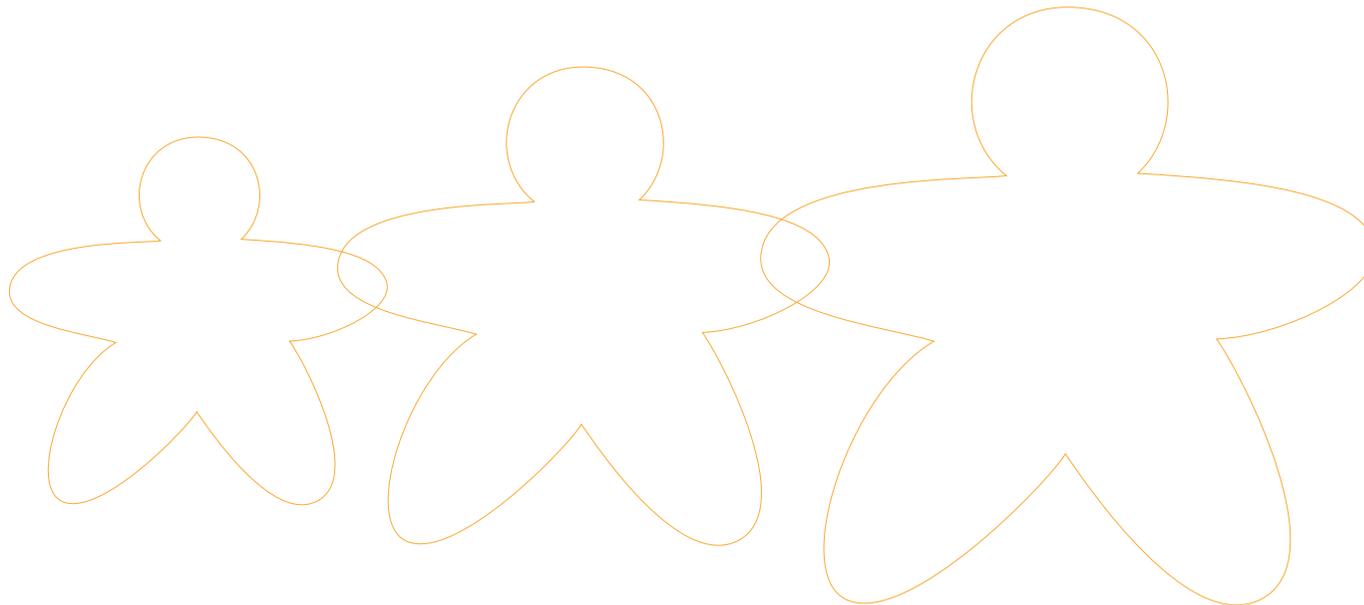
Ce remboursement est effectué selon deux modalités : ■ **LA FACTURE F**
■ **LE FORFAIT T**

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Changements 2011 : les nouvelles conventions franco-marocaines et franco-tunisennes prévoient uniquement des remboursements sur facture.

Le tableau de la page suivante donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2011.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► SCHÉMA DES PROCÉDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2011



PAYS	PRESTATIONS EN NATURE						CONTRÔLES MÉDICAUX	OBSERVATIONS
	FAMILLES	SÉJOUR TEMPORAIRE	TRANSFERT RÉSIDENCE	PENSIONNÉS	AT INCAPACITÉ TEMPORAIRE	TRAVAILLEURS DÉTACHÉS		
ALGÉRIE	T	T	T	T	T	F*	T1	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
ANDORRE	F	F	F	F	F	F	-	
BÉNIN	-	-	F*	-	F	-	T1	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
BOSNIE HERZÉGOVINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
CAMEROUN	-	-	-	-	F	F5*	R prov.	* Option possible en AT
CAP-VERT	T	T	T	-	T	F	T1	
CONGO	-	-	T* F*	-	T F5	-	T1	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
CÔTE D'IVOIRE	-	-	F*	-	F	-	T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
CROATIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
GABON	T	F* T	T	-	T	F	T1	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
ISRAËL	-	-	-	-	F	-	T1	
JERSEY	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
MACÉDOINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
MADAGASCAR	-	-	F	-	-	-	T1	
MALI	T	F	F	-	T	F	T1	
MAROC	F	F	F	-	F	-	F	
MAURITANIE	-	-	F	-	T	-	F et T2	
MONACO	-	-	-	R	-	-	-	
MONTÉNÉGRO	T	F	F	T	F	F	F et T	
NIGER	-	F	F	-	F	-	R prov.	
NOUVELLE CALÉDONIE	F	F	F	F	F	F	-	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	F	F	F	F	F	F	-	
QUÉBEC	R	F	F	R	F	F	F	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	F	F	F	F	F	F	-	
SÉNÉGAL	-	-	F*	-	F	-	F et T1	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
SERBIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
TOGO	-	-	F*	-	F	F	R et T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
TUNISIE	F	F	F	F	F	F	F	
TURQUIE	T	F3 T4	F3 T4	T	F3 T4	F	T1	

F : Facture ; T : Forfait

1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrrages des rentes AT et des pensions d'invalidité

2 En cas d'incapacité temporaire AT

3 Prestations à la charge de la France

4 Prestations à la charge de la Turquie

5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

R Renonciation

R prov. Renonciation provisoire



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

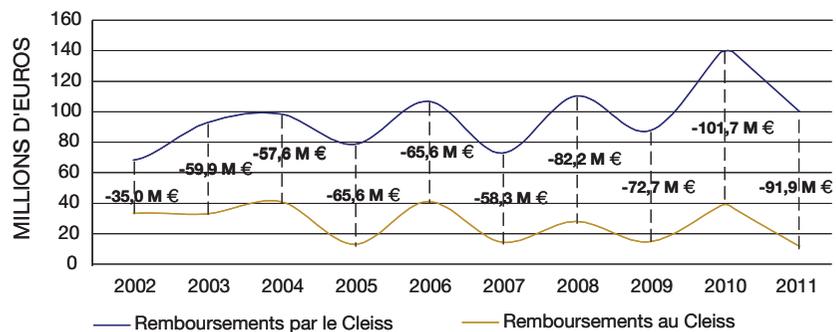


ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS									MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS								
	SOINS DE SANTÉ				FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% EVOL (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% EVOL (N/N-1)
						ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINIS- TRATIF	POUR ALLO- C. FAMILIALES								ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINIS- TRATIF	POUR ALLO- C. FAMILIALES		
	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES	FORFAITS	FORFAITS	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES	FORFAITS	FORFAITS				
2002	11 334 529	16,9	51 467 212	76,8	12 892	3 831 699	356 161	67 002 493		8 353 682	26,1	22 316 474	69,8	687	1 302 284	0	31 973 126	
2003	38 495 385	42,0	45 737 035	49,9	0	6 720 842	709 891	91 663 152	36,81	5 050 546	15,9	25 350 385	79,7	0	1 399 328	0	31 800 258	-0,54
2004	36 216 085	37,2	54 833 079	56,3	14 693	5 905 104	396 290	97 365 251	6,22	8 687 409	21,8	29 467 549	74,0	0	1 643 718	0	39 798 677	25,15
2005	40 609 718	52,5	35 835 828	46,3	0	923 609	748	77 369 902	-20,54	2 022 835	17,3	9 680 209	82,6	0	21 540	0	11 724 584	-70,54
2006	51 828 099	49,1	48 796 545	46,2	7 140	4 772 469	191 755	105 596 007	36,48	15 045 291	37,7	22 775 615	57,0	0	2 134 532	0	39 955 438	240,78
2007	37 667 191	52,7	33 209 099	46,5	4 015	613 940	0	71 494 244	-32,29	2 507 908	19,0	10 702 883	80,9	0	14 406	0	13 225 198	-66,90
2008	57 007 854	52,2	46 247 794	42,4	0	5 764 163	122 136	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	17 099 296	63,4	0	1 709 574	0	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	33 487 840	38,8	2 947	571 687	121 861	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	215 056	1,6	0	15 272	0	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	72 967 585	52,1	3 589	8 096 765	141 258	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	29 741 589	77,8	0	2 376 739	0	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	0	0	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	0	0	9 338 657	-75,56
période (2002 - 2011)	442 623 071	46,7	465 218 127	49,1	45 277	37 200 276	2 040 100	947 126 850		71 412 380	27,8	174 599 056	68,0	687	10 617 392	0	256 629 515	



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par le Cleiss ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers .



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2011



	PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS							SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% DU TOTAL	
					ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADM.	POUR ALLOC. FAMILIALES						ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADM.	POUR ALLOC. FAMILIALES			
		FACTURES	FORFAITS	FACTURES	FORFAITS	FORFAITS	FACTURES	FORFAITS	FACTURES	FORFAITS	FACTURES	FORFAITS	FORFAITS			
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	0	36 806 323	0	0	0	36 806 323	36,37	178 229	7 250 000	0	0	0	7 428 229	79,54	-29 378 094
	CROATIE	0	0	0	0	0	0	0,00	18 727	0	0	0	0	18 727	0,20	18 727
	LUXEMBOURG	0	0	0	0	0	0	0,00	58 910	0	0	0	0	58 910	0,63	58 910
	MALI	0	0	0	0	0	0	0,00	214	0	0	0	0	214	0,00	214
	QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0,00	161 761	0	0	0	0	161 761	1,73	161 761
	SUISSE	0	0	0	0	0	0	0,00	6 130	0	0	0	0	6 130	0,07	6 130
	TUNISIE	0	0	0	0	0	0	0,00	16 575	0	0	0	0	16 575	0,18	16 575
	TURQUIE	0	5 829 787	0	0	0	5 829 787	5,76	0	0	0	0	0	0	0,00	-5 829 787
	SOUS TOTAL	0	42 636 110	0	0	0	42 636 110	42,13	440 545	7 250 000	0	0	0	7 690 545	82,35	
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE CALÉDONIE	20 406 463	0	0	0	0	20 406 463	20,16	1 369 624	0	0	0	0	1 369 624	14,67	-19 036 838
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	38 158 472	0	0	0	0	38 158 472	37,71	278 487	0	0	0	0	278 487	2,98	-37 879 985
	SOUS TOTAL	58 564 935	0	0	0	0	58 564 935	57,87	1 648 111	0	0	0	0	1 648 111	17,65	
	TOTAL 2011	58 564 935	42 636 110	0	0	0	101 201 045	100,00	2 088 657	7 250 000			0	9 338 657	100,00	
TOTAL 2010	58 716 952	72 967 585	3 589	8 096 765	141 258	139 926 150		6 094 440	29 741 589	0	2 376 739	0	38 212 767			
% d'évolution	-0,26	-41,57	-100,00	-100,00	-100,00	-27,68		-65,73	-75,62	-	-100,00	-	-75,56			

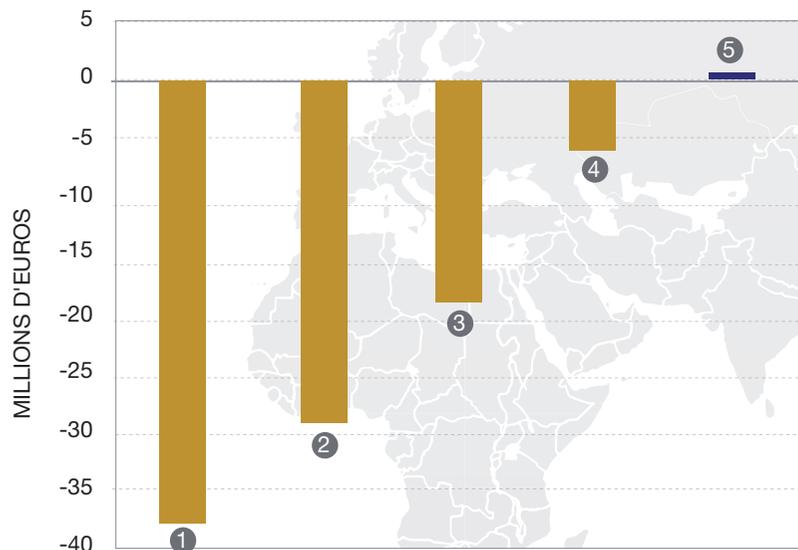


Dans le cadre des accords internationaux, les paiements effectués par le Cleiss, en 2011, sont largement supérieurs à ceux des organismes internationaux et représentent 101,2 millions d'euros (soit 91,5 % des remboursements) contre 9,34 millions d'euros.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2011



- ① POLYNÉSIE FRANÇAISE
- ② ALGÉRIE
- ③ NOUVELLE CALÉDONIE
- ④ TURQUIE
- ⑤ QUÉBEC



LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination)
 Les dettes présentées par les organismes étrangers représentent les dépenses engagées en dehors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale.

→ TOUS TYPES D'ACCORDS

► CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE

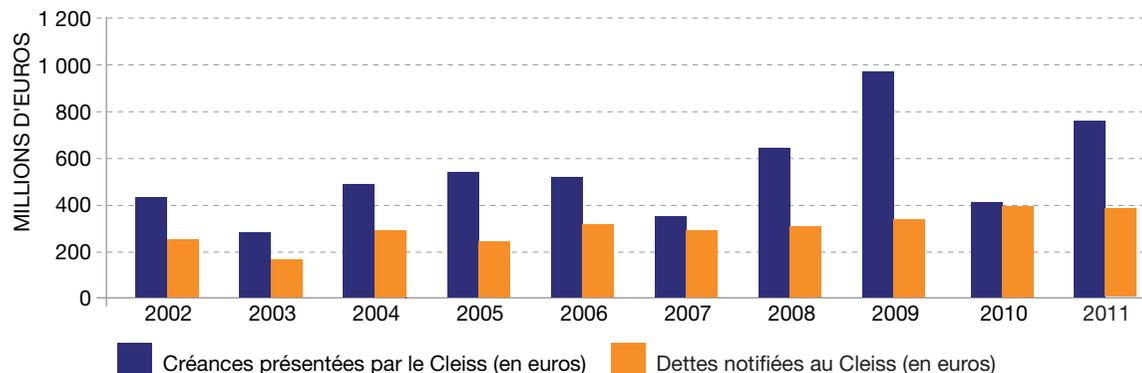


ANNÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	SOLDE	% ÉVOLUTION SOLDE (N/N-1)
2002	438 600 000		264 900 000		173 700 000	
2003	289 693 511	-33,95	170 869 705	-35,50	118 823 806	-31,59
2004	501 160 335	73,00	306 052 101	79,11	195 108 234	64,20
2005	554 420 698	10,63	250 773 679	-18,06	303 647 019	55,63
2006	525 421 181	-5,23	322 141 917	28,46	203 279 263	-33,05
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	967 823 685	49,68	333 593 556	6,02	634 230 129	91,07
2010	417 404 896	-56,87	401 363 840	20,32	16 041 056	-97,47
2011	787 954 130	88,77	381 119 651	-5,04	406 834 479	2 436,21
dont UE-EEE-Suisse	784 274 116		323 738 860		460 535 257	
dont hors UE-EEE-Suisse	3 680 014		57 380 792		-53 700 778	



→ TOUS TYPES D'ACCORDS

► EVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2002 À 2011



i En 2011, le montant des créances présentées par la France auprès des organismes étrangers (tous pays confondus) a connu une hausse très importante : 787,9 millions d'euros ont été mis en recouvrement contre 417,4 millions d'euros en 2010, soit une augmentation de près de 89 %.

Cela s'explique par la combinaison de 2 phénomènes : d'une part, aucune créance sur forfait n'avait été introduite en 2010 car les coûts moyens français n'avaient pas encore été publiés et d'autre part, suite à la mise en application des nouveaux règlements européens n° 883/2004 et n° 987/2009 au 1^{er} mai 2010, seules les créances sur factures relatives aux 4 premiers mois de 2010 avaient été présentées.

On note que près de 100 % des créances concernent les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Concernant les dettes introduites par les organismes étrangers auprès de la France, leurs montants s'élèvent à 381,1 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 5 % par rapport à 2010.

Cette évolution est la combinaison de 2 tendances :

- une baisse du montant des dettes introduites par les organismes hors UE-EEE-Suisse qui est passé de 155,1 à 57,4 millions d'euros du fait de l'absence de commission mixte en 2011 (sauf avec la Turquie).
- l'augmentation de 31,4 % des créances introduites par les pays de l'UE-EEE-Suisse qui est le résultat d'une part d'un rattrapage de ces pays et d'autre part de leur volonté d'introduire leurs créances dans les délais prescrits par la décision S7 de la CACSS.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▸ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2004 À 2011



VERSION EXCEL

PAYS	MONTANTS EN EUROS							
	2011		2010		2009		2008	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES						
ALLEMAGNE	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139	116 052 367	24 879 474	91 357 152	16 546 302
AUTRICHE	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967	2 064 463	1 588 109	1 627 916	1 727 314
BELGIQUE	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576	165 128 838	106 984 214	111 977 501	68 586 401
BULGARIE	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580	2 351 504	2 774	1 080 201	39
CHYPRE	119 525	12 673	93 147	19 719	77 675	1 235	8 637	1 346
DANEMARK	7 998 573	0	0	0	9 947 486	0	4 178 170	0
ESPAGNE	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629	22 202 561	64 371 226	17 393 523	60 720 102
ESTONIE	420 399	2 429	149 908	3 837	96 772	1 744	144 055	2 510
FINLANDE	1 152 599	300 040	575 513	453 020	1 821 566	78 183	935 169	137 025
GRÈCE	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493	6 636 636	1 588 787	3 194 366	231 709
HONGRIE	589 084	229 443	581 175	170 530	784 672	147 924	300 878	21 752
IRLANDE	1 102 271	0	0	0	1 093 078	0	461 482	0
ISLANDE	100 848	22 903	101 300	34 137	66 548	8 568	74 811	45 178
ITALIE	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206	60 426 182	14 766 522	47 555 767	7 600 699
LETTONIE	131 146	1 138	161 618	3 196	94 343	570	71 675	1 762
LIECHTENSTEIN	2 845	20 831	12 799	16 774	4 854	13 470	1 951	15 170
LITUANIE	292 067	10 008	206 519	9 440	314 721	2 590	137 079	3 094
LUXEMBOURG	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138	145 676 513	3 326 797	120 986 018	3 984 805
MALTE	23 660	87 156	6 899	30 859	54 679	69 047	104 739	64 215
NORVÈGE	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559	2 602 454	312 499	1 750 119	0
PAYS-BAS	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282	62 543 851	0	21 593 595	3 362 042
POLOGNE	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236	5 421 398	189 625	4 508 162	179 271
PORTUGAL	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402	26 805 996	16 722 752	18 493 982	269 605
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 344 049	377 766	984 662	226 280	1 516 679	102 695	1 408 842	117 698
ROUMANIE	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908	4 439 983	6 772	1 488 136	7 259
ROYAUME-UNI	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550	300 360 247	12 877 378	146 896 722	0
SLOVAQUIE	634 219	35 471	429 942	23 273	682 343	37 541	705 093	40 732
SLOVÉNIE	118 297	337 937	265 973	120 407	274 783	184 904	172 228	145 222
SUÈDE	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806	13 705 012	0	7 008 649	1 250 985
SUISSE	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588	8 488 388	15 405 299	8 036 059	16 236 064
TOTAL	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530	961 736 593	263 670 698	613 652 677	181 298 302



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2004 À 2011 (SUITE ET FIN)

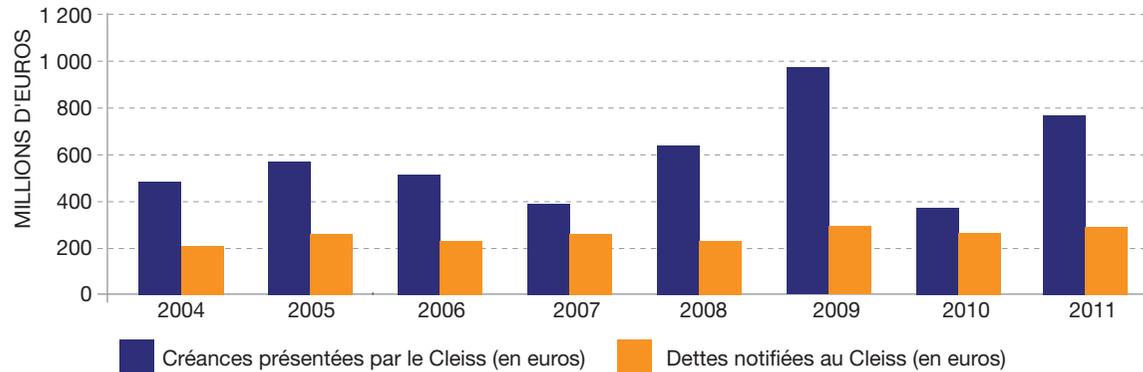


PAYS	MONTANTS EN EUROS							
	2007		2006		2005		2004	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES						
ALLEMAGNE	72 895 614	26 430 482	87 352 339	50 677 894	88 178 496	14 240 209	89 305 377	23 201 643
AUTRICHE	861 931	1 605 971	1 452 257	1 388 480	1 443 811	1 162 697	1 199 556	1 363 804
BELGIQUE	50 823 171	82 057 122	86 814 543	39 892 935	114 048 438	92 383 858	90 002 294	40 584 863
BULGARIE	168 792	0	0	0	0	0	0	0
CHYPRE	34 180	14 760	32 973	2 711	11 952	0	0	0
DANEMARK	0	0	3 464 922	0	5 136 583	0	2 711 002	0
ESPAGNE	12 139 013	62 049 895	14 005 645	53 727 872	14 558 165	45 840 289	15 778 076	45 123 021
ESTONIE	49 620	8 296	34 513	252	17 282	1 972	0	0
FINLANDE	283 840	304 395	723 302	235 652	977 005	244 867	830 874	0
GRÈCE	3 137 448	986 085	3 906 871	333 443	3 328 181	509 152	4 279 993	206 732
HONGRIE	185 258	3 736	188 316	5 569	46 390	2 480	0	0
IRLANDE	0	0	310 069	0	344 040	0	178 032	0
ISLANDE	31 070	0	21 541	44 475	22 527	35 168	26 618	6 807
ITALIE	35 981 525	18 045 576	44 446 957	8 564 258	52 064 942	15 287 705	53 680 875	10 618 088
LETTONIE	307 483	23	105 189	0	6 607	4 166	0	0
LIECHTENSTEIN	2 348	16 445	3 746	42 808	613	5 554	3 138	1 678
LITUANIE	51 542	3 468	102 526	2 961	32 999	256	0	0
LUXEMBOURG	96 895 536	7 523 901	98 121 083	6 105 571	92 900 471	3 244 582	91 503 605	4 639 355
MALTE	28 085	22 494	36 070	24 135	13 731	23 042	0	0
NORVÈGE	1 015 949	139 213	1 253 934	130 200	1 619 777	0	1 282 323	134 466
PAYS-BAS	8 723 802	2 523 291	12 503 551	1 118 603	16 800 383	1 573 901	12 286 274	2 163 257
POLOGNE	3 150 947	120 724	2 057 483	130 529	1 196 095	75 715	0	2 930
PORTUGAL	10 325 015	24 543 749	14 917 279	32 238 896	18 514 437	16 301 001	16 969 078	51 038 457
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	551 949	87 317	356 313	96 474	121 848	43 732	0	0
ROUMANIE	202 614	0	0	0	0	0	0	0
ROYAUME-UNI	44 073 475	7 379 534	108 016 949	302 097	121 053 043	1 126 254	81 230 820	7 447 184
SLOVAQUIE	339 740	42 241	217 179	3 920	70 558	2 471	0	375
SLOVÉNIE	142 522	168 196	51 694	106 548	37 202	101 393	239	0
SUÈDE	1 763 012	733 417	6 583 308	1 308 953	8 592 016	716 703	6 609 541	690 198
SUISSE	7 544 226	16 410 033	6 387 166	7 240 845	5 796 667	15 136 429	3 183 944	9 465 085
TOTAL	351 709 705	251 220 364	493 467 717	203 726 078	546 934 260	208 063 598	471 061 659	196 687 941



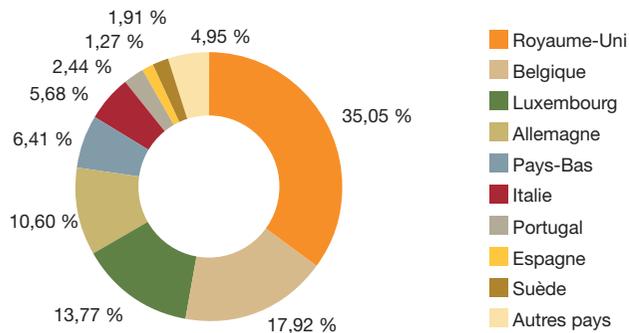
→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2004 ET 2011

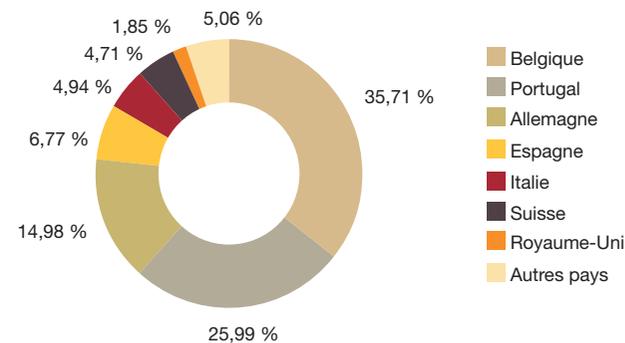


Le montant total des dettes introduites en 2010, soit 246,2 millions (contre 263,6 millions en 2009) correspond à 65,8 % des créances présentées pour 373,7 millions (961,7 millions en 2009). Une double raison à ce phénomène inhabituel : d'une part, aucune présentation de créance française sur base forfaitaire n'est intervenue en 2010, d'autre part, compte tenu de la mise en œuvre des règlements 883/2004 et 987/2009 le 01/05/2010, seules les prestations en nature servies au cours des 4 premiers mois de 2010 ont été mises en recouvrement.

► CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2011



► DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2011



En 2011, le groupe des 5 premiers pays représente 84 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 274,9 millions d'euros soit une part de 35 %).



En 2011, la Belgique et le Portugal ont notifié 62 % du volume global des dettes.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2004 À 2011



PAYS	MONTANTS EN EUROS							
	2011		2010		2009		2008	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALGÉRIE	650 215	0	39 312 921	85 931 131	1 832 414	0	29 608 478	80 158 556
ALLEMAGNE ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	995	0	1 423
ANDORRE	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125	1 459 797	1 185 328	1 276 989	990 891
BELGIQUE ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	112	0
BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	48	186	0	0	0	0
CAP-VERT	6 225	0	15 292	0	18 529	0	14 211	0
CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0
CROATIE	13 209	227	17 723	713	1 286	1 641	704	2 442
GABON	0	0	0	0	0	0	620	0
JERSEY	4 555	0	0	0	0	0	719	0
LUXEMBOURG ⁽¹⁾	109 400	0	60 787	0	143 523	0	138 511	0
MACÉDOINE	3 943	0	12 874	22	2 703	0	1 466	0
MADAGASCAR	0	0	0	0	0	0	0	0
MALI	206	0	1 106	0	1 292	937 247	1 904	0
MAROC	0	21 145	0	1 766	3 965	1 882 000	0	16 117
MAURITANIE	0	0	0	0	0	598	0	0
MONTENEGRO	2 492	0	4 455	0	0	0	0	0
PAYS-BAS ⁽¹⁾	26	0	944	0	604	514	0	0
QUÉBEC	283 217	906 387	331 132	911 739	483 510	4 819 589	270 037	654
SÉNÉGAL	0	0	0	0	0	0	0	0
SERBIE	448	0	570 295	1 541 272	373	0	4 209	0
SUISSE ⁽¹⁾	8 431	0	11 929	0	11 740	0	12 338	0
TUNISIE	36 686	0	255 985	11 417 045	245 860	5 642 947	11 770	0
TURQUIE	70 319	35 790	127 979	61 705	270 400	0	182 800	125 019
SOUS TOTAL	2 287 411	2 169 021	41 736 195	101 096 704	4 475 995	14 470 859	31 524 868	81 295 102
NOUVELLE-CALÉDONIE	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974	1 189 428	17 334 848	926 598	12 887 713
POLYNÉSIE FRANÇAISE	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631	421 669	38 117 151	481 576	39 173 823
SOUS TOTAL	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605	1 611 097	55 451 999	1 408 174	52 061 536
TOTAL	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309	6 087 092	69 922 858	32 933 042	133 356 638

(1) : concerne les bateliers rhénans



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▸ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2004 À 2011 (SUITE ET FIN)

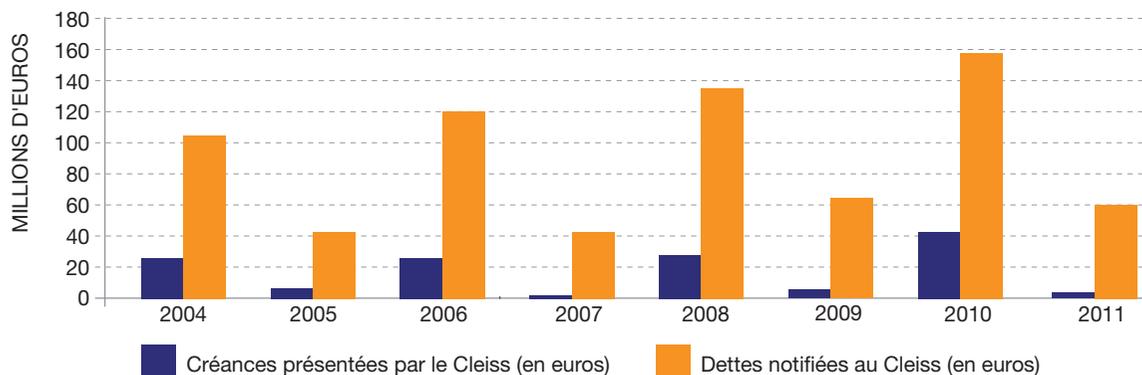
	PAYS	MONTANTS EN EUROS							
		2007		2006		2005		2004	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES						
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	3 032 948	0	29 204 545	68 312 297	4 522 099	0	27 780 935	61 370 518
	ALLEMAGNE ⁽¹⁾	0	20 755	5 288	1 522	7 391	1 858	13 118	1 964
	ANDORRE	1 014 993	965 416	975 696	1 292 076	1 187 371	941 137	907 067	0
	BELGIQUE	87	0	0	8 155	0	0	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	0	27	144	0	0	0
	CAP-VERT	39 802	0	33 071	0	0	0	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	1 233	0	0	0	0
	CROATIE	14 990	217	23 119	512 616	2 042	298	580	127
	GABON	0	0	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	0	0	723	0	82	0
	LUXEMBOURG ⁽¹⁾	131 967	0	91 556	0	69 993	0	38 290	0
	MACÉDOINE	960	0	667	8	27 933	646	0	0
	MADAGASCAR	0	0	0	24	0	0	0	0
	MALI	2 649	0	8 537	0	1 392	312	2 886	733 025
	MAROC	0	30 746	2 938	2 390 172	0	15 853	1 522	3 379 943
	MAURITANIE	0	1 156	0	576	0	748	0	666
	PAYS-BAS ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	145	58
	QUÉBEC	368 550	12 132	355 490	6 055	381 569	15 503	587 817	8 963
	SÉNÉGAL	0	0	0	0	0	33 769	0	0
	SERBIE	3 030	0	1 456	380	4 623	853	0	0
	SLOVÉNIE	0	0	0	0	7 535	0	1 114	0
SUISSE (1)	27 992	0	19 748	0	104 047	2 797	43 340	0	
TUNISIE	231 470	5 813 511	10 020	422 841	33 558	0	208 571	6 477 918	
TURQUIE	97 732	52 560	113 545	93 971	207 364	1 747 131	150 119	35 289	
YOUGOSLAVIE	0	0	0	0	0	0	8 227	788	
SOUS TOTAL	0	0	30 845 677	73 041 953	6 557 782	2 760 903	29 743 813	72 009 259	
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	1 418 818	10 654 293	695 195	13 645 377	531 294	10 385 052	170 723	9 232 015
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	334 364	32 518 013	412 592	31 728 509	397 362	29 564 126	184 139	28 122 886
	SOUS TOTAL	1 753 182	43 172 306	1 107 787	45 373 886	928 656	39 949 178	354 862	37 354 901
TOTAL	1 753 182	43 172 306	31 953 464	118 415 839	7 486 438	42 710 081	30 098 675	109 364 160	

(1) : concerne les bateliers rhénans



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

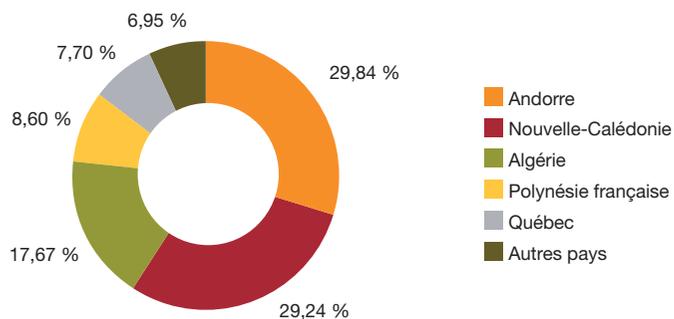
▶ ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2004 ET 2011



i Les variations importantes d'une année à l'autre sur les montants des dettes présentées s'expliquent par l'irrégularité de la tenue des commissions mixtes dans le cadre des conventions.

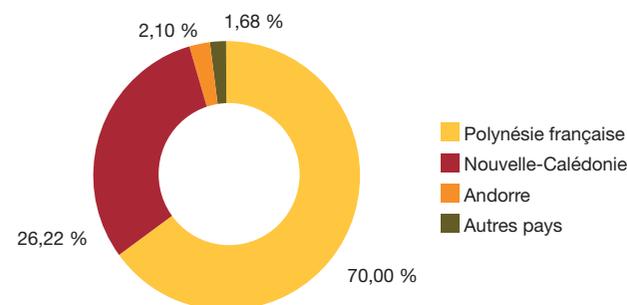
Des commissions mixtes avec l'Algérie, la Tunisie et le Serbie se sont tenues en 2010 ce qui a des conséquences directes et importantes sur le montant des dettes présentées.

▶ CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2011



i En 2011, près de 60% des créances présentées par le Cleiss concernaient Andorre et la Nouvelle-Calédonie pour un montant de 2,17 millions d'euros.

▶ DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2011



i En 2011, les dettes notifiées par la Polynésie française représentent 70 % du volume global, soit un montant de 40,1 millions d'euros.



INCAPACITÉ TEMPORAIRE

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)



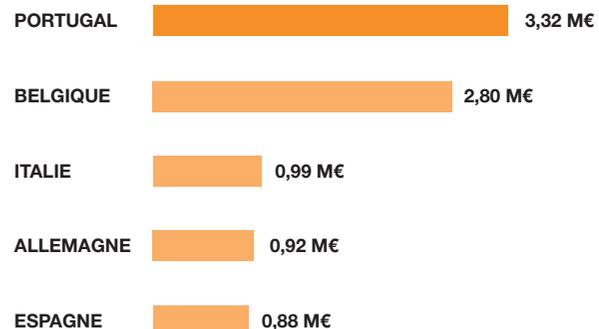
PAYS	RÉSIDENCES HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	387	16 605	626 255	278	5 735	291 198	917 452
AUTRICHE	3	90	6 087	88	1 340	52 519	58 686
BELGIQUE	1 298	76 714	2 633 495	236	4 175	161 924	2 795 419
BULGARIE	0	0	0	28	494	15 503	15 503
CHYPRE	1	8	261	11	115	4 494	4 755
DANEMARK	0	0	0	9	115	3 915	3 915
ESPAGNE	23	520	16 318	1 420	24 641	859 527	877 667
ESTONIE	0	0	0	2	19	519	519
FINLANDE	0	0	0	9	184	6 012	6 012
GRÈCE	3	24	974	245	3 206	111 726	112 700
HONGRIE	57	3 705	106 439	14	184	5 230	111 668
IRLANDE	1	12	140	46	626	22 781	22 920
ISLANDE	0	0	0	2	25	745	745
ITALIE	300	14 331	469 514	867	14 385	521 875	991 388
LETTONIE	0	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0	2	15	406	406
LITUANIE	0	0	0	4	51	1 746	1 746
LUXEMBOURG	55	2 932	135 781	51	2 496	80 563	216 344
MALTE	0	0	0	9	79	2 384	2 384
NORVÈGE	0	0	0	13	381	22 351	22 351
PAYS-BAS	4	195	6 428	46	773	22 759	29 224
POLOGNE	10	182	4 474	169	5 229	167 348	171 822
PORTUGAL	52	1 619	59 017	3 377	101 799	3 263 220	3 322 236
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0	0	25	393	12 976	12 976
ROUMANIE	1	3	93	30	815	26 440	26 533
ROYAUME-UNI	2	62	2 211	178	2 667	118 808	121 019
SLOVAQUIE	0	0	0	8	274	8 881	8 881
SLOVÉNIE	3	86	2 271	5	138	5 924	8 195
SUÈDE	0	0	0	19	596	30 359	30 359
SUISSE	35	1 190	45 855	166	3 062	120 801	166 656
TOTAL 2011	2 235	118 278	4 115 611	7 357	174 012	5 942 934	10 060 485
TOTAL 2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 490 308
% Évolution	29,49	36,59	31,96	2,41	9,45	10,68	18,49

(1) y compris 1 939,78 € en situation «Recherche d'emploi» pour 5 travailleurs et 58 jours indemnisés (Autriche, Espagne et Pays-Bas)

(2) y compris 1 862,75 € en situation «Recherche d'emploi» pour 4 travailleurs et 50 jours indemnisés (Belgique, Bulgarie et Lituanie)

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

ANNÉES	RÉSIDENCES HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	1 310	63 173	1 804 450	9 526	274 482	7 779 762	10 836	9 584 908	(a)
2003	1 365	71 864	2 100 557	9 446	258 239	7 161 115	10 811	9 264 327	(b) -3,34
2004	1 342	73 644	2 102 606	9 669	253 790	7 197 912	11 011	9 301 884	(c) 0,41
2005	1 439	75 153	2 234 493	9 145	229 808	6 598 047	10 584	8 832 540	-5,05
2006	1 363	68 010	1 975 592	8 181	203 574	6 214 494	9 544	8 193 788	(d) -7,23
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	9 662	8 499 891	(e) 3,74
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	-0,19
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137	(f) 6,56
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308	(g) -6,08
2011	2 235	118 278	4 115 611	7 357	174 012	5 942 934	9 592	10 060 485	(h) 18,49

(a) : y compris 666,40 € pour la Norvège et 30,00 € pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(b) : y compris 2 253,16 € pour la Belgique et 401,40 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

(c) : y compris 1 365,66 € pour la Grèce en situation de «recherche d'emploi».

(d) : y compris 3 702,00 € pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(e) : y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».

(f) : y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de «recherche d'emploi».

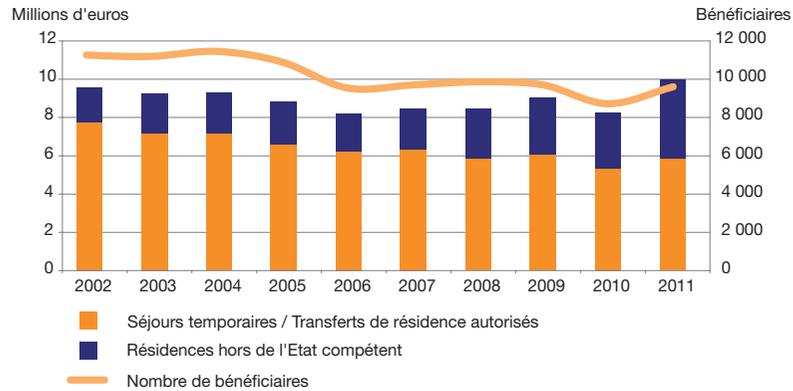
(g) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de «recherche d'emploi».

(h) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de «recherche d'emploi».



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 11,5 % et le nombre de jours indemnisés de 13,4 %.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont quant à eux restés plus ou moins stables (+ 5 %) avec une augmentation annuelle moyenne de 0,5 %.
- En 2011, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 59 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 81,2 % en 2002).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

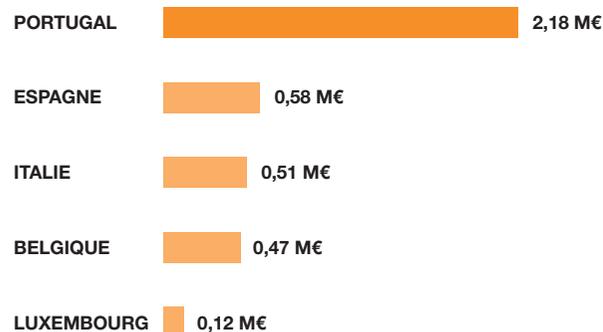
► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)



PAYS	RÉSIDENCES HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	28	889	44 112	36	518	32 141	76 253
AUTRICHE	0	0	0	24	204	10 431	10 431
BELGIQUE	135	8 920	433 359	38	732	37 101	470 460
BULGARIE	0	0	0	5	130	5 383	5 383
CHYPRE	0	0	0	1	8	461	461
DANEMARK	0	0	0	0	0	0	0
ESPAGNE	46	2 847	138 116	412	8 003	439 789	577 905
ESTONIE	0	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	0	0	0	0	0	0	0
GRÈCE	0	0	0	55	625	31 877	31 877
HONGRIE	9	320	10 857	2	30	2 004	12 862
IRLANDE	1	7	302	10	120	5 505	5 807
ISLANDE	0	0	0	0	0	0	0
ITALIE	119	6 898	289 156	223	4 109	222 768	511 925
LETTONIE	0	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	0	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	4	182	34 590	7	1 321	81 228	115 818
MALTE	0	0	0	2	20	782	782
NORVÈGE	0	0	0	5	54	2 875	2 875
PAYS-BAS	0	0	0	13	294	13 722	13 722
POLOGNE	5	411	22 261	45	1 996	81 631	103 892
PORTUGAL	31	2 316	90 644	1 527	39 108	2 086 106	2 176 750
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0	0	5	35	1 686	1 686
ROUMANIE	1	27	1 673	17	548	30 254	31 927
ROYAUME-UNI	0	0	0	34	844	52 262	52 262
SLOVAQUIE	2	11	315	3	36	1 730	2 045
SLOVÉNIE	0	0	0	3	70	3 307	3 307
SUÈDE	1	8	278	2	21	934	1 212
SUISSE	18	317	14 125	22	251	13 447	27 572
TOTAL 2011	400	23 153	1 079 789	2 491	59 077	3 157 424	4 237 214
TOTAL 2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	3 778 499
% Évolution	42,86	7,06	17,91	7,98	2,43	10,30	12,14



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

 ▸ PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE
A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011


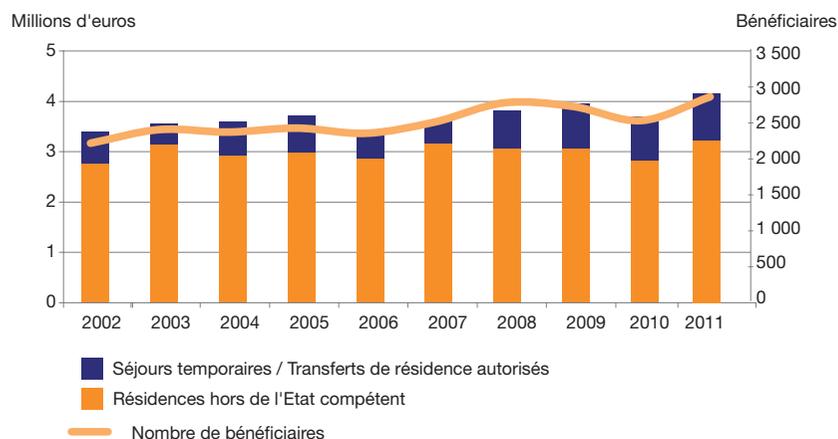
▸ ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

ANNÉES	RÉSIDENCES HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	223	13 095	631 412	2 073	63 276	2 775 087	2 296	3 406 500	
2003	181	11 359	415 292	2 290	66 300	3 143 067	2 471	3 558 358	4,46
2004	191	16 626	663 391	2 248	63 045	2 925 301	2 439	3 588 692	0,85
2005	204	15 133	734 929	2 286	64 770	2 984 595	2 490	3 719 524	3,65
2006	219	12 197	520 234	2 205	59 683	2 872 901	2 424	3 393 136	-8,77
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	2 568	3 622 353	6,76
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	400	23 153	1 079 789	2 491	59 077	3 157 424	2 891	4 237 214	12,14



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES AT-MP) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 25,9 % sur ces 10 dernières années. Le nombre de jours indemnisés s'est également accru : + 7,7 %.

• Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont augmenté dans la même proportion que le nombre de bénéficiaires : + 24 %, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,4 %.

• Sur 10 ans, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 74,5 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 81,5 % en 2002).

• L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▶ PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)



	PAYS	TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			SÉJOURS TEMPORAIRES			DÉTACHEMENTS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	379	12 180	356 390	51	1 179	34 918	1	10	134	391 442
	ANDORRE	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1 264
	BÉNIN	7	125	3 854	0	0	0	0	0	0	3 854
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	22	608	19 090	0	0	0	0	0	0	19 090
	CAMEROUN	1	9	125	-	-	-	-	-	-	125
	CAP-VERT	6	90	3 158	2	12	442	0	0	0	3 600
	CONGO	15	374	12 440	-	-	-	0	0	0	12 440
	CÔTE D'IVOIRE	11	386	9 792	-	-	-	-	-	-	9 792
	CROATIE	62	930	31 171	4	95	3 566	0	0	0	34 737
	GABON	1	1	45	-	-	-	0	0	0	45
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	MACÉDOINE	6	179	3 744	0	0	0	0	0	0	3 744
	MADAGASCAR	24	714	21 993	-	-	-	-	-	-	21 993
	MALI	19	762	23 115	13	554	18 989	0	0	0	42 104
	MAROC	657	19 896	592 124	142	3 320	100 258	1	12	517	692 899
	MAURITANIE	1	23	959	-	-	-	-	-	-	959
	MONTÉNÉGRO	4	86	2 510	3	76	2 163	0	0	0	4 673
	NIGER	1	34	1 008	0	0	0	0	0	0	1 008
	QUÉBEC	52	1 271	53 542	1	31	1 147	1	4	91	54 780
	SÉNÉGAL	75	2 373	69 209	-	-	-	1	5	82	69 291
	SERBIE	63	1 888	54 014	1	2	51	0	0	0	54 065
	TOGO	7	180	10 264	0	0	0	0	0	0	10 264
TUNISIE	238	8 802	277 176	46	1 437	44 074	0	0	0	321 250	
TURQUIE	243	8 384	274 250	12	233	7 203	1	6	291	281 744	
SOUS-TOTAL 2011	1 894	59 295	1 819 972	275	6 939	212 812	5	37	1 115	2 035 163	
SOUS-TOTAL 2010	2 713	89 186	2 686 364	239	5 592	165 892	7	122	5 180	2 857 508	
<i>% Évolution</i>	<i>-30,19</i>	<i>-33,52</i>	<i>-32,25</i>	<i>15,06</i>	<i>24,09</i>	<i>28,28</i>	<i>-28,57</i>	<i>-69,67</i>	<i>-78,47</i>	<i>-28,78</i>	
DECRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	6	257	6 393	6	300	6 399	0	0	0	12 792
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	6	276	9 360	5	134	4 059	0	0	0	13 419
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	12	533	15 753	11	434	10 458	0	0	0	26 211
	SOUS-TOTAL 2010	33	1 364	50 606	6	208	8 793	1	147	7 005	66 403
	<i>% évolution</i>	<i>-63,64</i>	<i>-60,92</i>	<i>-68,87</i>	<i>83,33</i>	<i>108,65</i>	<i>18,94</i>	<i>-100,00</i>	<i>-100,00</i>	<i>-100,00</i>	<i>-60,53</i>
TOTAL 2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 061 374	
TOTAL 2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 685	8	269	12 185	2 923 911	
<i>% évolution</i>	<i>-30,59</i>	<i>-33,93</i>	<i>-32,93</i>	<i>16,73</i>	<i>27,12</i>	<i>27,81</i>	<i>-37,50</i>	<i>-86,25</i>	<i>-90,85</i>	<i>-29,50</i>	

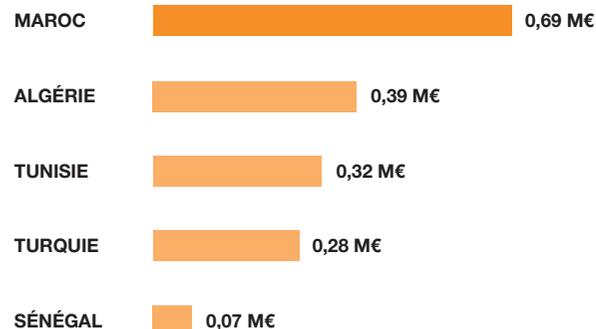
(1) Y compris 1264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général

(2) Y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)

ANNÉES	TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			SÉJOURS TEMPORAIRES			DÉTACHEMENTS			TOTAL			
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION	
2002	4 200	177 678	4 567 520	994	23 856	585 993	5	112	3 848	5 199	5 157 811	(a)	
2003	4 417	183 308	4 893 312	749	18 308	452 416	8	129	3 811	5 174	5 350 405	(b)	3,73
2004	4 827	191 824	5 129 302	802	18 440	473 221	9	246	8 805	5 638	5 613 446	(c)	4,92
2005	4 614	169 503	4 564 699	699	15 715	418 546	11	256	9 545	5 324	4 993 548	(d)	-11,04
2006	4 162	145 486	4 109 513	611	14 144	396 294	6	94	3 426	4 779	4 509 980	(e)	-9,68
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 278	4 016 217	(f)	-10,95
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 882	3 895 125	(g)	-3,02
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 752	3 788 559	(h)	-2,74
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 999	2 923 912	(i)	-22,82
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 197	2 061 374	(j)	-29,50

(a) : y compris 449,60 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) : y compris 803,46 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 63,24 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 2118,66 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(d) : y compris 758,10 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(e) : y compris 746,67 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(f) : y compris 3018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 1347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(g) : y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

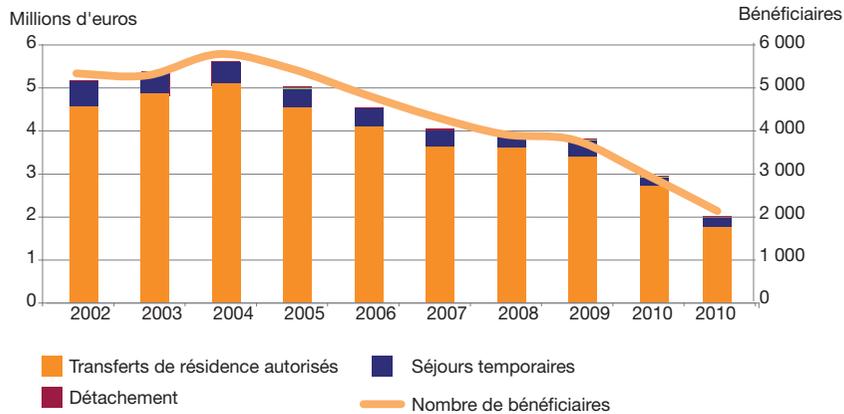
(i) : y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(j) : y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (- 57,7 % pour les premiers et - 66,7 % pour les seconds).
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (- 60 %), soit une diminution moyenne de 9,7 % par an.
- En 2011, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 89 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (88,6 % en 2002)
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

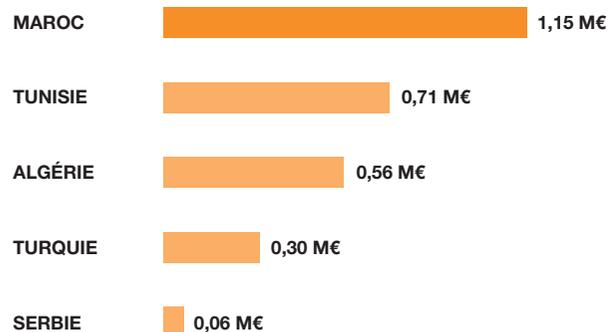


	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
	ALGÉRIE	384	12 556	561 679	1	29	1 032	562 711
	ANDORRE	3	25	711	0	0	0	711
	BÉNIN	3	98	7 077	0	0	0	7 077
	BOSNIE_HERZÉGOVINE	11	263	11 980	0	0	0	11 980
	CAMEROUN	3	90	2 410	0	0	0	2 410
	CAP-VERT	0	0	0	0	0	0	0
	CONGO	2	91	3 270	0	0	0	3 270
	CÔTE D'IVOIRE	2	54	2 458	0	0	0	2 458
	CROATIE	10	130	5 772	0	0	0	5 772
	GABON	0	0	0	0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0	0
	ISRAEL	5	143	8 454	0	0	0	8 454
	JERSEY	0	0	0	0	0	0	0
	MACÉDOINE	4	105	4 500	0	0	0	4 500
	MADAGASCAR	6	182	9 165	0	0	0	9 165
	MALI	17	739	35 466	0	0	0	35 466
	MAROC	810	24 980	1 147 387	2	4	186	1 147 574
	MAURITANIE	2	78	2 376	0	0	0	2 376
	MONTÉNÉGR0	4	186	9 595	0	0	0	9 595
	NIGER	0	0	0	0	0	0	0
	QUÉBEC	7	275	18 079	0	0	0	18 079
	SÉNÉGAL	10	347	12 249	0	0	0	12 249
	SERBIE	44	1 238	59 785	0	0	0	59 785
	TOGO	4	132	6 249	0	0	0	6 249
	TUNISIE	446	14 748	705 279	0	0	0	705 279
	TURQUIE	193	6 216	295 326	1	63	3 917	299 243
	SOUS-TOTAL 2011	1 970	62 676	2 909 268	4	96	5 136	2 914 404
	SOUS-TOTAL 2010	2 251	74 617	3 365 329	6	333	6 892	3 372 221
	% Évolution	-12,48	-16,00	-13,55	-33,33	-71,17	-25,49	-13,58
	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	51	2 971	0	0	0	2 971
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0	0	0	0	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	2	51	2 971	0	0	0	2 971
	SOUS-TOTAL 2010	2	106	6 320	0	0	0	6 320
	% Évolution	0,00	-51,89	-52,99	-	-	-	-52,99
	TOTAL 2011	1 972	62 727	2 912 240	4	96	5 136	2 917 375
	TOTAL 2010	2 253	74 723	3 371 649	6	333	6 892	3 378 541
	% Évolution	-12,47	-16,05	-13,63	-33,33	-71,17	-25,49	-13,65



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▸ PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



▸ ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

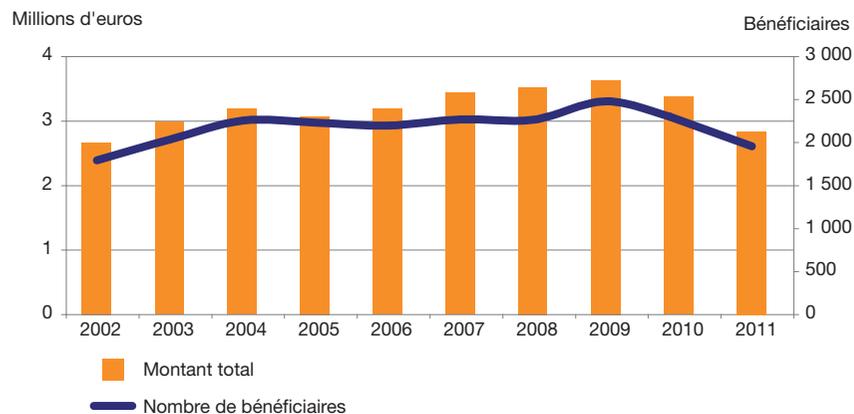
ANNÉES	TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			RECHUTES DANS L'AUTRE PAYS			SÉJOURS TEMPORAIRES			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	1 777	70 346	2 655 746	3	86	3 141	0	0	0	1 780	2 667 924 (a)	
2003	2 016	78 664	2 983 604	5	188	6 249	0	0	0	2 021	2 989 853	22,54
2004	2 242	83 788	3 193 558	2	41	1 463	0	0	0	2 244	3 195 021	12,07
2005	2 213	79 828	3 057 153	5	382	12 227	0	0	0	2 218	3 069 380	6,86
2006	2 176	75 022	3 182 143	7	225	8 992	1	31	1 169	2 184	3 192 304	-3,93
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	0	0	0	2 257	3 442 174	4,00
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	0	0	0	2 253	3 524 312	7,83
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	0	0	0	2 468	3 632 056	2,39
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	0	0	0	2 259	3 378 541	3,06
2011	1 972	62 727	2 912 240	4	96	5 136	0	0	0	1 976	2 917 375	-6,98

(a) : y compris 9 037 € concernant l'Andorre pour un travailleur frontalier et 158 jours indemnisés



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES AT-MP) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que le nombre de jours indemnisés ont connu une évolution contraire au cours de ces 10 dernières années, positive pour le premier avec une augmentation de 11 %, négative pour le second avec une baisse de 10,8 %.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) se sont accrus de 9,4 %, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 1 %.
- En 2011, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (99,8 %) des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée inchangée depuis 2002).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.





|||||
PARTIE 2

PRESTATIONS FAMILIALES

PRESTATIONS
FAMILIALES

RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHOMAGE

LE
DÉTACHEMENT

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES



PRESTATIONS FAMILIALES

■ SYNTHÈSE	63 à 66
-------------------------	---------

■ **RÈGLEMENTS EUROPÉENS**

→ Avant propos	67
→ Les paiements de prestations familiales françaises	68 à 70

■ **ACCORDS INTERNATIONAUX**

→ Avant propos et modalités de transfert.....	71 à 72
→ Les paiements de prestations familiales transférées par la France dans un pays ayant signé un accord international	73 à 75



PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER EN 2011 (RÉPARTITION PAR RÉGIME)



Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne

TYPES D'ACCORDS	RÉGIMES						TOTAL		
	GÉNÉRAL		AGRICOLE		AUTRES (1)		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	% DE RÉPARTITION
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)			
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	2 458	7 671 585	308	394 453	69	224 022	2 835	8 290 059	60,18%
ACCORDS INTERNATIONAUX	8 524	3 660 254	3 294	1 810 343	47	14 862	11 865	5 485 459	39,82%
TOTAL 2011	10 982	11 331 839	3 602	2 204 796	116	238 883	14 700	13 775 518	100,00%
TOTAL 2010	12 677	11 634 093	3 657	1 950 101	93	190 436	16 427	13 774 629	
% d'évolution	-13,37	-2,60	-1,50	13,06	24,73	25,44	-10,51	0,01	

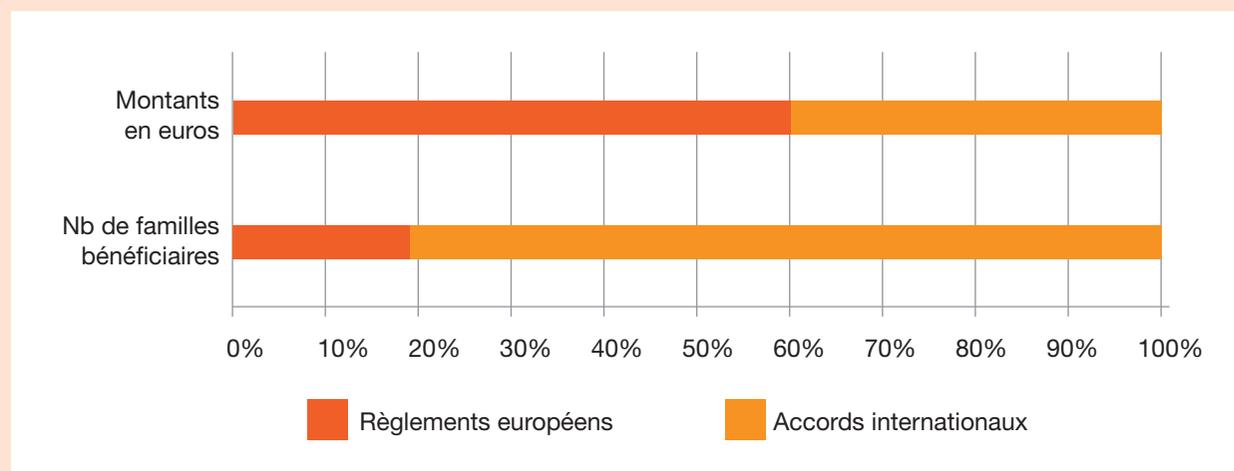
(1) **Autres régimes** : concerne les régimes suivants : assemblée nationale, marins et SNCF.

RÉPARTITION DU MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES POUR 2011 SELON LE TYPE D'ACCORD

i 13,77 MILLIONS D'EUROS : montant total des prestations familiales transférées en 2011 par la France à l'étranger.

→ 60,18 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse

→ 2 835 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 19,3% de l'effectif total.



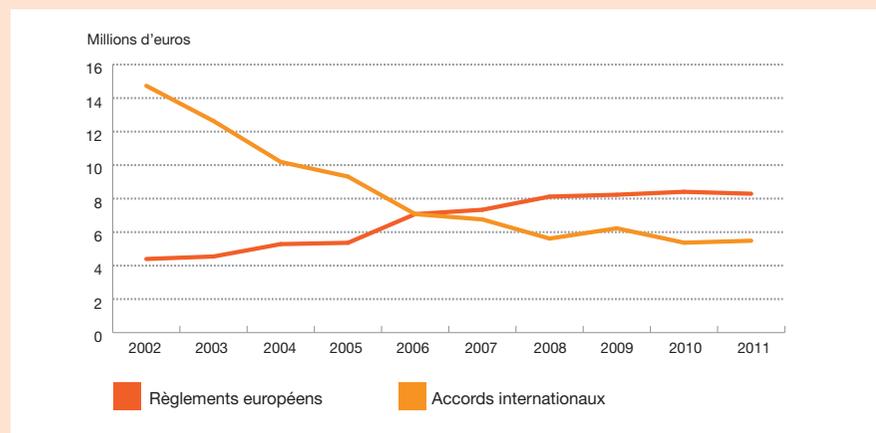
ÉVOLUTION DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER SUR 10 ANS



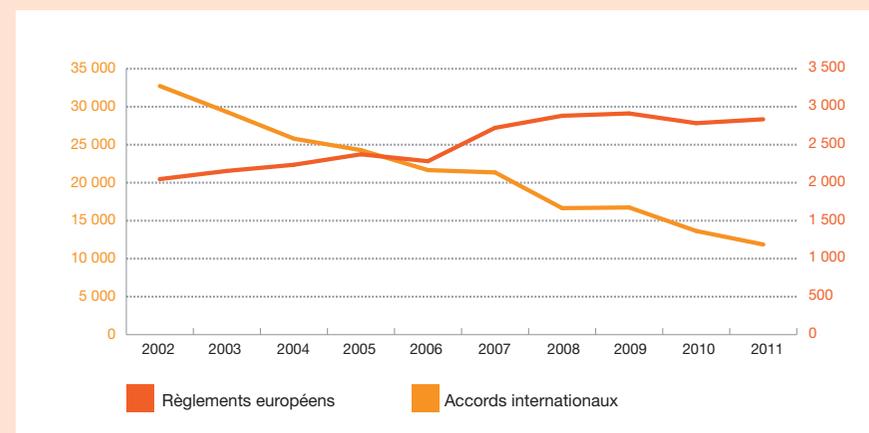
ANNÉES	RÈGLEMENTS EUROPÉENS			ACCORDS INTERNATIONAUX			TOTAL		
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
2002	2 047	4 396 295		32 732	14 736 126		34 779	19 132 421	
2003	2 155	4 544 874	3,38	29 316	12 632 341	-14,28	31 471	17 177 215	-10,22
2004	2 236	5 284 193	16,27	25 799	10 188 265	-19,35	28 035	15 472 457	-9,92
2005	2 374	5 361 800	1,47	24 285	9 315 017	-8,57	26 659	14 676 816	-5,14
2006	2 283	6 182 216	15,30	21 655	7 075 157	-24,05	23 938	13 257 373	-9,67
2007	2 722	7 333 850	18,63	21 353	6 757 534	-4,49	24 075	14 091 385	6,29
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 765	-16,90	19 533	13 736 344	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 524	10,89	19 653	14 459 174	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 835	8 290 059	-1,38	11 865	5 485 459	2,17	14 700	13 775 518	0,01
Evolution sur 10 ans			88,57%				-28,00%		
Evolution annuelle moyenne			7,30%				-3,58%		

i Baisse de 28,0 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger (-3,58 % en moyenne par an) alors que les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont en hausse constante depuis 2002 (7,3 % par an soit 88,57 % sur 10 ans).
On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international avec la France où les transferts de prestations familiales ont baissé de près de 63 % sur 10 ans.

MONTANTS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



► RÉPARTITION EN 2011, PAR RÉGIONS FRANÇAISES, DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER

RÉGIONS	RÈGLEMENTS EUROPÉENS		ACCORDS INTERNATIONAUX		TOTAL	
	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS
ALSACE	212	597 687	0	0	212	597 687
AQUITAINE	148	416 466	306	155 837	454	572 304
AUVERGNE	8	16 037	0	0	8	16 037
BOURGOGNE	1	371	2	1 167	3	1 538
BRETAGNE	15	63 362	2	3 617	17	66 978
CENTRE	22	40 862	13	4 416	35	45 278
CHAMPAGNE-ARDENNES	37	71 497	2	1 106	39	72 603
CORSE	0	0	96	28 897	96	28 897
FRANCHE-COMTÉ	8	21 872	0	0	8	21 872
HAUTE-NORMANDIE	6	30 193	2	731	8	30 924
ILE DE FRANCE	173	617 744	4 797	2 288 492	4 970	2 906 237
LANGUEDOC-ROUSSILLON	80	180 580	222	122 818	302	303 398
LIMOUSIN	5	8 062	5	3 222	10	11 284
LORRAINE	45	136 769	1 069	402 777	1 114	539 546
MIDI-PYRÉNÉES	106	187 051	2 316	868 495	2 422	1 055 547
NORD-PAS DE CALAIS	1 028	3 200 535	2	1 278	1 030	3 201 813
PAYS DE LOIRE	345	939 807	2	47	347	939 853
PICARDIE	13	35 688	2	207	15	35 895
POITOU-CHARENTES	57	179 634	42	20 673	99	200 307
PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR	390	1 150 236	2 735	1 478 732	3 125	2 628 969
RHÔNE-ALPES	136	395 605	250	102 946	386	498 550
TOTAL	2 835	8 290 059	11 865	5 485 459	14 700	13 775 518



La région Nord-Pas de Calais arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant légèrement supérieur à 3,2 millions d'€ (les paiements ont lieu en quasi totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers la Belgique).

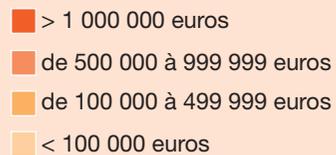
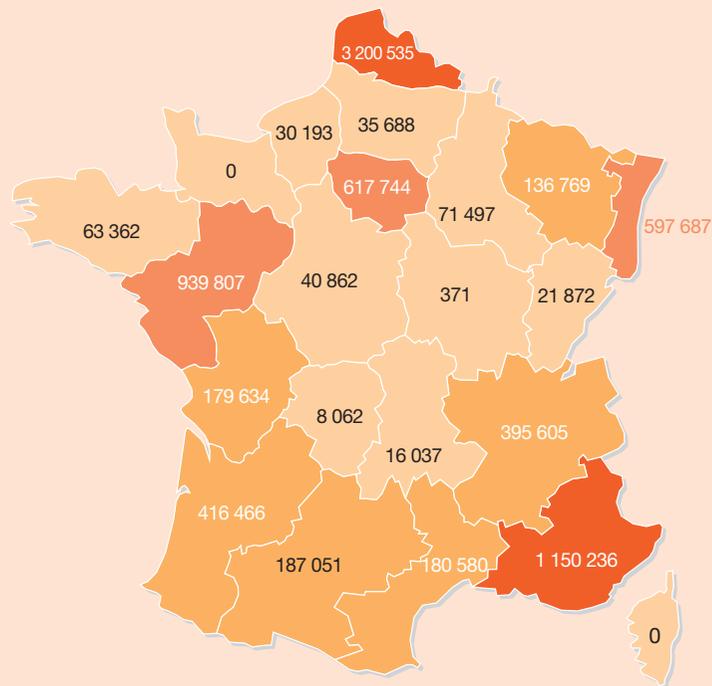
La région Île-de-France se positionne au 2^e rang avec un montant de 2,9 millions d'€ de prestations familiales versé principalement vers les pays hors UE-EEE-Suisse, suivie de près par la région PACA.

Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Épinal et Saint-Quentin-en-Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.

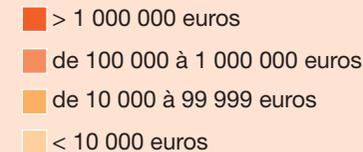
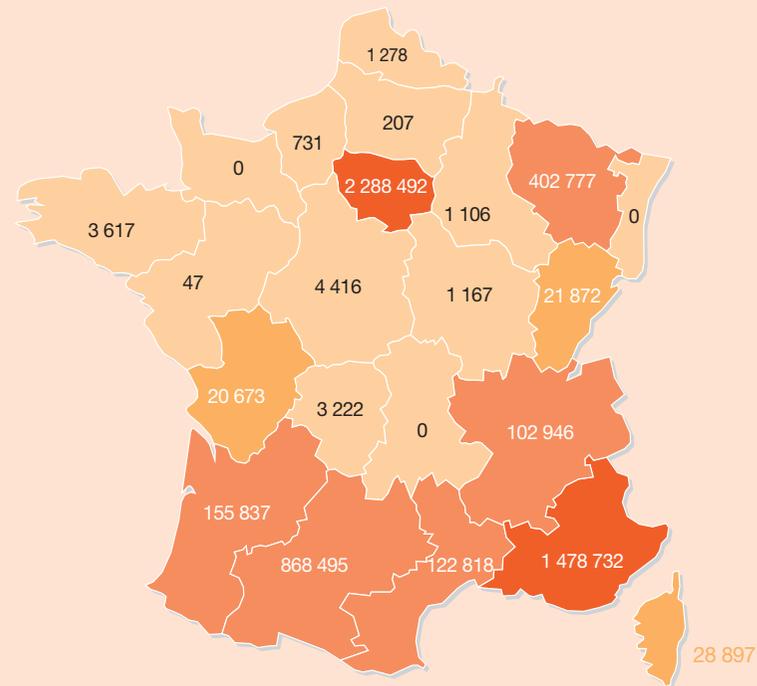




► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS,
PAR RÉGIONS FRANÇAISES



► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX,
PAR RÉGIONS FRANÇAISES



RÈGLEMENTS EUROPÉENS



Depuis le 1^{er} mai 2010, en matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes ouvrant droit aux prestations dont les membres de famille ne résident pas sur le territoire de l'État compétent.

Les dispositions des nouveaux règlements s'appliquent dès le 1^{er} mai 2010 à l'ensemble des 27 États membre de l'Union Européenne. Dans ces textes, les pensionnés dont les droits se limitaient auparavant, lorsqu'ils résidaient sur le territoire d'un État membre autre que l'État où ils étaient titulaires d'une pension, aux seules allocations familiales, ont des droits désormais alignés sur les droits de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

Droits spécifiques des orphelins

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du règlement 1408/71 limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- de la PAJE (allocation de base, complément de libre choix d'activité, complément de libre choix de mode de garde)
- du complément familial
- de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- de l'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- de l'allocation de soutien familial (ASF)
- de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP)

Pour l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, l'application des règlements (CE) n°1408/71 et n°574/72 est temporaire durant l'année 2011, dans l'attente de l'intégration des nouveaux textes dans l'accord UE-Suisse le 1^{er} avril 2012 d'une part, et l'accord EEE le 1^{er} juin 2012 d'autre part.

Au titre des règlements applicables aux pays cités ci-dessus en 2011, 2 catégories de personnes sont concernées par les prestations familiales :

■ **Les travailleurs ou chômeurs indemnisés en France dont la famille réside à l'étranger et les travailleurs détachés à l'étranger accompagnés de leur famille.** Les dispositions juridiques prévues (au titre III, chapitre 7, articles 72 à 76 bis, du règlement n°1408/71 et au titre IV, chapitre 7, articles 85 à 88, du règlement n°574/72) sont les suivantes : lorsque le travailleur salarié ou non salarié, ou le chômeur, est assuré au titre de la législation d'un État membre alors que les membres de sa famille résident sur le territoire d'un autre État membre, les prestations familiales seront servies par l'institution d'affiliation, selon la législation qu'elle applique, comme si les membres de la famille résidaient sur son territoire (articles 73 et 74 du règlement).

■ **Les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et les orphelins.**

Le service des prestations fait l'objet de dispositions dans les règlements communautaires au titre III, chapitre 8, articles 77 à 79 bis du règlement 1408/71 et au titre IV, chapitre 8, articles 90 à 92 du règlement n°574/72. Le titulaire d'une ou plusieurs pensions bénéficie des allocations familiales pour ses enfants à charge (article 77). Des dispositions sont également prévues sur les prestations d'orphelins (article 78 du règlement).



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR LA FRANCE



PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
ALLEMAGNE	268	783 409	2	5 568	270	788 977
AUTRICHE	12	20 729	0	0	12	20 729
BELGIQUE	1 137	3 490 524	2	2 749	1 139	3 493 274
BULGARIE	6	23 528	0	0	6	23 528
CHYPRE	2	2 442	0	0	2	2 442
DANEMARK	1	2 758	0	0	1	2 758
ESPAGNE	449	956 182	2	9 196	451	965 378
ESTONIE	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	4	14 538	0	0	4	14 538
GRÈCE	14	48 650	0	0	14	48 650
HONGRIE	12	43 638	0	0	12	43 638
IRLANDE	7	22 297	0	0	7	22 297
ISLANDE	0	0	0	0	0	0
ITALIE	281	1 106 560	0	0	281	1 106 560
LETONIE	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	1	12 141	0	0	1	12 141
LUXEMBOURG	11	33 507	0	0	11	33 507
MALTE	0	0	0	0	0	0
NORVÈGE	6	18 242	0	0	6	18 242
PAYS-BAS	17	47 541	0	0	17	47 541
POLOGNE	134	437 338	0	0	134	437 338
PORTUGAL	339	819 514	2	2 297	341	821 811
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	5	7 024	0	0	5	7 024
ROUMANIE	18	66 144	0	0	18	66 144
ROYAUME-UNI	55	140 849	0	0	55	140 849

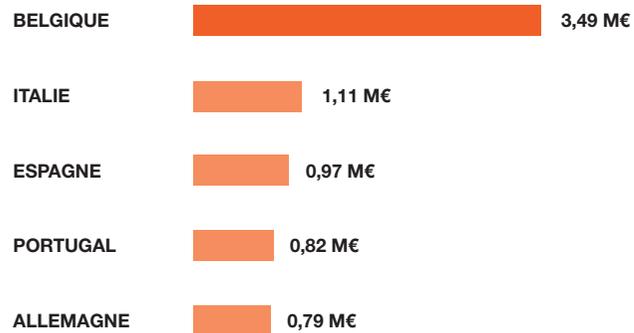


► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
SLOVAQUIE	7	26 653	0	0	7	26 653
SLOVENIE	1	7 403	0	0	1	7 403
SUÈDE	3	4 084	0	0	3	4 084
SUISSE	37	134 556	0	0	37	134 556
TOTAL 2011	2 827	8 270 248	8	19 811	2 835	8 290 059
TOTAL 2010	2 765	8 375 775	19	29 964	2 784	8 405 740
% d'évolution	2,24	-1,26	-57,89	-33,88	1,83	-1,38

* (Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers).

► PRINCIPAUX PAYS AUXQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS FAMILIALES



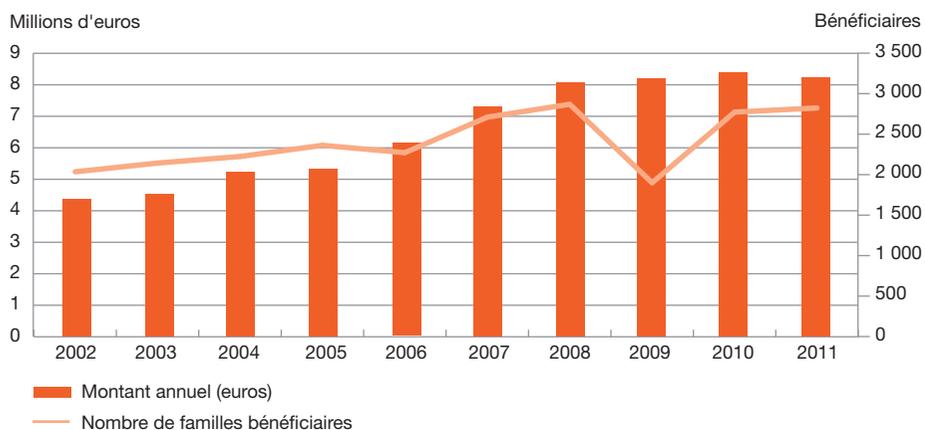
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	2 047		4 396 295	
2003	2 155	5,28	4 544 874	3,38
2004	2 236	3,76	5 239 907	15,29
2005	2 374	6,17	5 361 800	2,33
2006	2 283	-3,83	6 182 216	15,30
2007	2 722	19,23	7 333 850	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 835	1,83	8 290 059	-1,38



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays (UE-EEE-Suisse) a augmenté de 88,6 %, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 7,3 % par an. Jusqu'en 2010, ce montant n'a cessé de croître mais connaît une légère baisse en 2011 (-1,38 %).

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires, quant à lui, n'a augmenté que de 38,5 %. Depuis 2002, on constate une hausse continue (sauf en 2006 et 2010) : 2 047 familles bénéficiaient de prestations en 2002 contre 2 835 en 2011.

► PRESTATIONS FAMILIALES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



★ ACCORDS INTERNATIONAUX

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

► SYSTÈME DE LA PARTICIPATION

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : Algérie, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

► SYSTÈME DES INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLES (I.C.F.) OU ALLOCATIONS TRANSFÉRABLES

Ce système est utilisé dans les relations avec le Maroc, la Tunisie et la Turquie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Croatie, la Serbie et le Monténégro.

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les autres pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants, en revanche, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au *nombre total de familles différentes* ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au *nombre moyen de familles* ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce *nombre moyen* de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un *nombre théorique de familles*.



► LE TABLEAU CI-DESSOUS RÉSUME LES MODALITÉS DE TRANSFERT DES PRESTATIONS FAMILIALES CONVENTIONNELLES

PAYS DE RÉSIDENCE DE LA FAMILLE	CARACTÈRE DE LA PRESTATION	CAISSE FAMILIALE FRANÇAISE	ORGANISME DE LIAISON ÉTRANGER	FAMILLES	TYPE DE TRANSFERT
ALGÉRIE	Participation aux A.F.	----->	CNSS Alger	----->	semi-direct
CAP-VERT		----->	INPS Praia	----->	semi-direct
CONGO		----->	CNSS Brazaville	----->	semi-direct
CÔTE D'IVOIRE		----->	CNPS Abidjan	----->	semi-direct
GABON		----->	CNSS Libreville	----->	semi-direct
MADAGASCAR		----->	CNPS Antananarivo	----->	semi-direct
MALI		----->	INPS Bamako	----->	semi-direct
MAURITANIE		----->	CNSS Nouakchott	----->	semi-direct
NIGER		----->	CNSS Niamey	----->	semi-direct
SÉNÉGAL		----->	CNSS Dakar	----->	semi-direct
TOGO		----->	CNSS Lomé	----->	semi-direct
MAROC, TUNISIE ET TURQUIE BOSNIE-HERZÉGOVINE, CROATIE, MACÉDOINE, MONTÉNÉGRO ET SERBIE	I.C.F. Allocations transférables	----->	----- -----	----->	direct



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR LA FRANCE



CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/ CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
	ALGÉRIE	1 602	209 249	20	2 560	1	6 376	1 623	218 185
ANDORRE	0	0			4	6 186	4	6 186	
BÉNIN	0	0			0	0	0	0	
BOSNIE-HERZÉGOVINE	2	1 081			0	0	2	1 081	
CAMEROUN					0	0	0	0	
CAP-VERT	11	1 735			0	0	11	1 735	
CONGO	6	471			0	0	6	471	
CORÉE					1	1 516	1	1 516	
CÔTE D'IVOIRE	16	1 564			0	0	16	1 564	
CROATIE	1	843			0	0	1	843	
GABON	0	0			0	0	0	0	
JAPON					0	0	0	0	
JERSEY					0	0	0	0	
MACÉDOINE	0	0			0	0	0	0	
MADAGASCAR	0	0			0	0	0	0	
MALI	2 165	883 819			0	0	2 165	883 819	
MAROC	4 380	2 766 873			5	8 082	4 385	2 774 955	
MAURITANIE	69	5 711			0	0	69	5 711	
MONACO	0	0					0	0	
MONTÉNÉGRO	1	633			0	0	1	633	
NIGER	0	0			0	0	0	0	
PHILIPPINES					1	1 011	1	1 011	
QUÉBEC					0	0	0	0	
SÉNÉGAL	769	202 077			0	0	769	202 077	
SERBIE	0	0			0	0	0	0	
TOGO	2	362			0	0	2	362	

PRESTATIONS
FAMILIALES

RENTES,
PENSIONS,
ET ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LE
DÉTACHEMENT

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

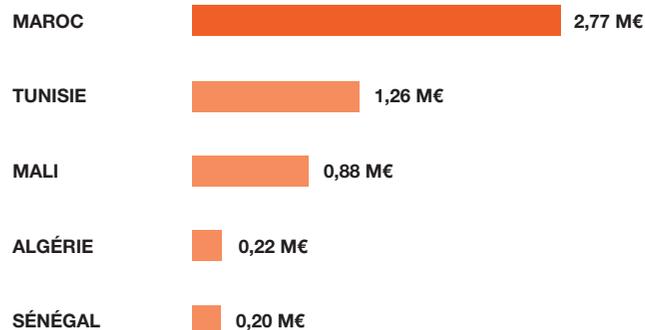


PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)



CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/ CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
	TUNISIE	2 528	1 242 302			4	14 229	2 532	1 256 531
	TURQUIE	277	128 779			0	0	277	128 779
	SOUS-TOTAL 2011	11 829	5 445 498	20	2 560	16	37 401	11 865	5 485 459
	SOUS-TOTAL 2010	13 598	5 320 959	28	2 830	17	45 101	13 643	5 368 890
	% d'évolution	-13,01	2,34	-28,57	-9,56	-5,88	-17,07	-13,03	2,17
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE					0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE					0	0	0	0
	POLYNÉSIE FRANÇAISE					0	0	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	-	-	-	-	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2010	-	-	-	-	0	0	0	0
	% d'évolution	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL GÉNÉRAL 2011	11 829	5 445 498	20	2 560	16	37 401	11 865	5 485 459
	TOTAL GÉNÉRAL 2010	13 598	5 320 959	28	2 830	17	45 101	13 643	5 368 890
	% d'évolution	-13,01	2,34	-28,57	-9,56	-5,88	-17,07	-13,03	2,17

PRINCIPAUX PAYS AUXQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS FAMILIALES

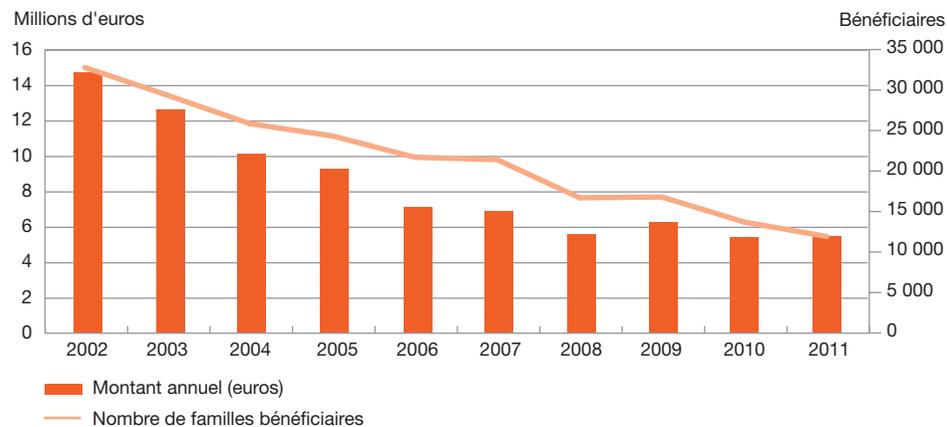
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	32 732		14 736 126	
2003	29 316	-10,44	12 632 341	-14,28
2004	25 799	-12,00	10 188 265	-19,35
2005	24 285	-5,87	9 315 017	-8,57
2006	21 656	-10,83	7 075 537	-24,04
2007	21 353	-1,40	6 757 486	-4,50
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 865	-13,03	5 485 459	2,17



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international a diminué de 62,8 %, avec un taux de décroissement moyen annuel de 10,4 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a quant à lui baissé de 63,7 %.

► PRESTATIONS FAMILIALES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES







|||||
PARTIE 3

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ AVANT PROPOS	79
■ SYNTHÈSE	80 à 82
■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	83 à 85
→ Les paiements des pensions d'invalidité	86 à 88
→ Les paiements des pensions de vieillesse	89 à 91
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	92 à 96
→ Les paiements des allocations de veuvage	97 à 98
→ Les paiements des prestations en espèces d'assurance décès	99 à 100
■ ACCORDS INTERNATIONAUX	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	101 à 103
→ Les paiements des pensions d'invalidité	104 à 106
→ Les paiements des pensions de vieillesse	107 à 109
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	110 à 114
→ Les paiements des allocations de veuvage	115 à 116
→ Les paiements des prestations en espèces d'assurance décès	117 à 118
■ PAYS HORS CONVENTIONS	
→ L'évolution de l'ensemble des pensions, rentes et allocations	119 à 120



✿ AVANT-PROPOS



Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale et non les montants dus au titre de 2011. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2011.

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, les paiements de rentes d'accidents du travail, de pensions d'invalidité et de pensions de vieillesse et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

Cependant, quel que soit le pays de résidence hors de France, le pensionné ou rentier peut demander que le virement des pensions ou de rentes françaises se fasse sur un compte de "non-résident" ouvert dans un établissement financier français.

Aucune disposition des accords internationaux ne s'opposant à une telle pratique, les institutions débitrices de pensions et rentes sont amenées à effectuer de plus en plus de tels paiements.

Le Cleiss a donc voulu connaître l'ampleur de ce phénomène et collecte depuis plusieurs années les statistiques des paiements de pensions, rentes et allocations effectués à des bénéficiaires résidant à l'étranger, selon les deux modes de paiement suivants :

- transfert à l'étranger (par mandat international ou versement sur un compte à l'étranger)
- versement sur un compte de non-résident en France.

Les statistiques qui suivent, sont présentées en trois parties :

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des **règlements européens**
- celles des pays ayant signé une **convention bilatérale** avec la France ou un **accord de coordination** avec la métropole (Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint Pierre et Miquelon)
- celles relatives aux **pays hors conventions**.

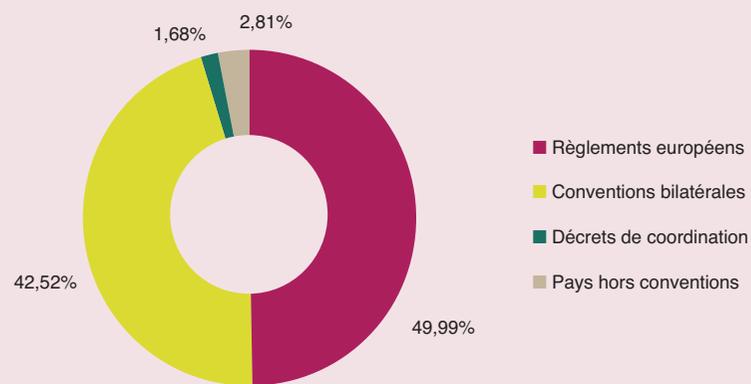
SYNTHÈSE

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS VERSÉS À DES BÉNÉFICIAIRES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER EN 2011



TYPES D'ACCORDS	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)
Règlements Européens	93 890 754	18 017 155	2 157 274 075	807 679 482	862 439	220 065	3 077 943 970
Conventions Bilatérales	75 608 532	6 160 801	2 139 949 504	566 220 304	15 062 405	127 318	2 803 128 864
Décrets de coordination	49 648	143 597	26 056 153	77 265 926	2 293	5 559	103 523 177
Pays hors conventions	1 213 448	999 975	71 690 699	98 914 064	20 158	15 688	172 854 032
TOTAL 2011	170 762 382	25 321 528	4 394 970 431	1 550 079 776	15 947 295	368 631	6 157 450 043
TOTAL 2010	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 005 789 372
% évolution	-7,03	2,58	2,93	2,54	2,40	-21,30	2,53

RÉPARTITION DES PAIEMENTS 2011 PAR TYPE D'ACCORD



En 2011, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de **6,16 milliards d'euros** soit une augmentation de 151,7 millions d'euros par rapport à 2010.



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS (TOUT TYPE D'ACCORD)

ANNÉE	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	155 478 720	46 605 248	3 008 610 598	901 042 293	26 868 637	369 475	4 138 974 972	
2003	147 707 930	36 668 058	3 180 981 727	953 794 404	26 585 923	366 902	4 346 104 945	5,00
2004	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 364 021	401 907	4 055 015 955	-6,70
2005	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	23 945 544	478 159	4 319 406 315	6,52
2006	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 026 488	395 795	4 976 483 983	15,21
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	8,82
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 410 812	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 753 394 005	1,91
2010	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 005 789 372	4,39
2011	170 762 382	25 321 528	4 394 970 431	1 550 079 776	15 947 295	368 631	6 157 450 043	2,53

MONTANTS DES PAIEMENTS DE RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS EFFECTUÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

Milliards d'euros



■ Pays hors convention
■ Accords internationaux (conventions et décrets)
■ Règlements européens

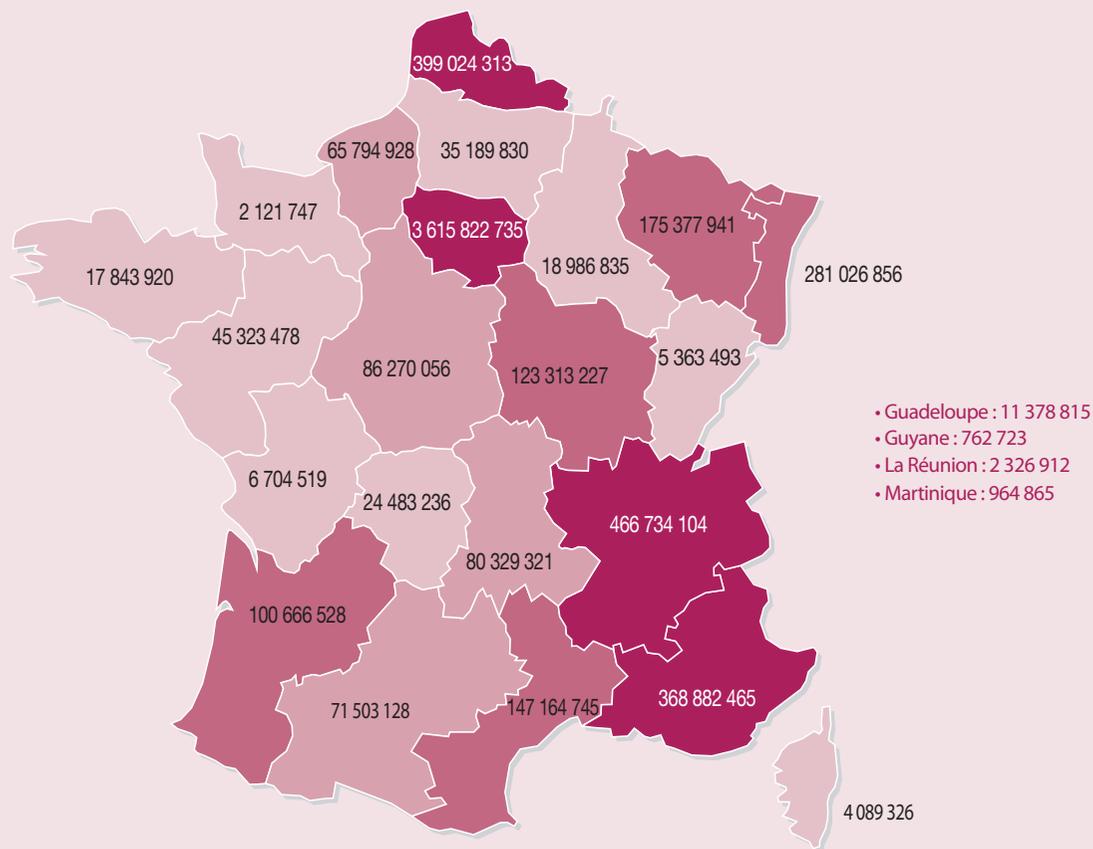


• Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,6 % des montants totaux distribués.

• Sur cette même période, 47,1 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux.

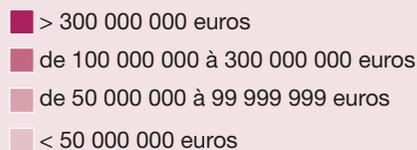
• Le reste, 2,3 % est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

► PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS PAR RÉGIONS FRANÇAISES (TOUT TYPE D'ACCORD)



i • La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec 58,72 % du montant total versé.

• La région Nord-Pas-de-Calais, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 7,58 % suivi par la région Rhône-Alpes (6,48 %).



RÈGLEMENTS EUROPÉENS



► PAIEMENTS DES RENTES AT-MP

PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	513	1 511 816	105	1 464 788	618	2 976 603
AUTRICHE	14	36 337	4	44 730	18	81 067
BELGIQUE	807	2 086 144	133	1 681 643	940	3 767 786
BULGARIE	4	18 546	0	0	4	18 546
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	4	7 029	0	0	4	7 029
ESPAGNE	6 229	15 860 606	381	4 266 233	6 610	20 126 839
ESTONIE	0	0	3	33 356	3	33 356
FINLANDE	1	872	0	0	1	872
GRÈCE	32	112 245	5	62 464	37	174 709
HONGRIE	24	57 924	4	17 301	28	75 225
IRLANDE	12	32 005	0	0	12	32 005
ISLANDE	0	0	0	0	0	0
ITALIE	3 607	12 106 551	389	5 448 849	3 996	17 555 400
LETTONIE	1	1 315	0	0	1	1 315
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	90	191 701	10	142 866	100	334 566
MALTE	0	0	0	0	0	0
NORVÈGE	1	1 570	1	18 909	2	20 479
PAYS-BAS	42	64 905	1	23 473	43	88 379
POLOGNE	60	158 435	29	330 143	89	488 578
PORTUGAL	13 470	33 804 449	1 157	12 928 623	14 627	46 733 072
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4	15 550	1	18 521	5	34 071
ROUMANIE	7	21 792	1	2 824	8	24 616
ROYAUME-UNI	71	146 200	13	189 476	84	335 676

RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LE
DÉTACHEMENT

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

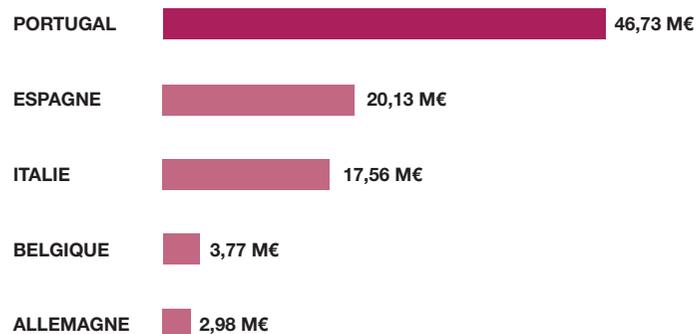


► PAIEMENTS DES RENTES AT-MP (SUITE ET FIN)



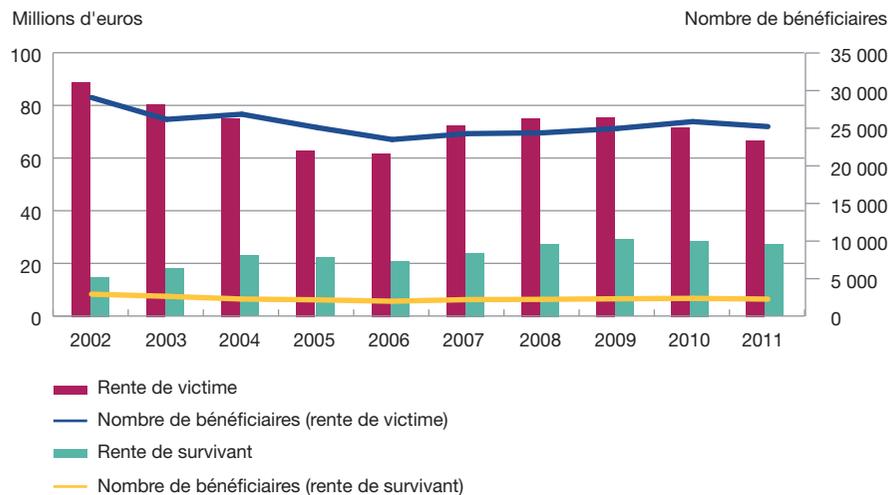
PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
SLOVAQUIE	5	48 480	1	18 131	6	66 611
SLOVÉNIE	16	58 086	4	22 538	20	80 624
SUÈDE	13	36 602	1	34 835	14	71 437
SUISSE	170	416 195	24	345 699	194	761 894
TOTAL 2011	25 197	66 795 353	2 267	27 095 401	27 464	93 890 754
TOTAL 2010	25 859	71 395 706	2 367	28 373 447	28 226	99 769 153
<i>% évolution</i>	<i>-2,56</i>	<i>-6,44</i>	<i>-4,22</i>	<i>-4,50</i>	<i>-2,70</i>	<i>-5,89</i>

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP

ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	29 057	88 343 996	2 918	15 093 107	31 975	103 437 102	
2003	26 156	80 383 592	2 637	18 015 296	28 793	98 398 888	-4,87
2004	26 840	74 820 915	2 273	22 715 156	29 113	97 536 071	-0,88
2005	25 072	62 348 687	2 170	22 088 724	27 242	84 437 412	-13,43
2006	23 478	60 835 300	1 983	20 773 192	25 461	81 608 492	-3,35
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	17,71
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 951	75 005 121	2 308	29 134 734	27 259	104 139 855	2,10
2010	25 859	71 395 706	2 367	28 373 447	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 197	66 795 353	2 267	27 095 401	27 464	93 890 754	-5,89

RENTES D'AT-MP ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES


Le nombre de rentiers résidant dans les pays appliquant les règlements européens a diminué de 14,1 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 1,7 % (pour le montant global des rentes, respectivement : -9,2 % sur la décennie et -1,1 % par an).

Les titulaires d'une rente de victime présentent une tendance à la baisse moins marquée que les titulaires d'une rente de survivant, soit respectivement : -13,3 % et -22,3 %.

Sur la période, les paiements des rentes de victime ont diminué, en moyenne, de 3,1 % par an ; les rentes de survivants quant à elles, au contraire, se sont accrues de 6,7 % par an.



► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ



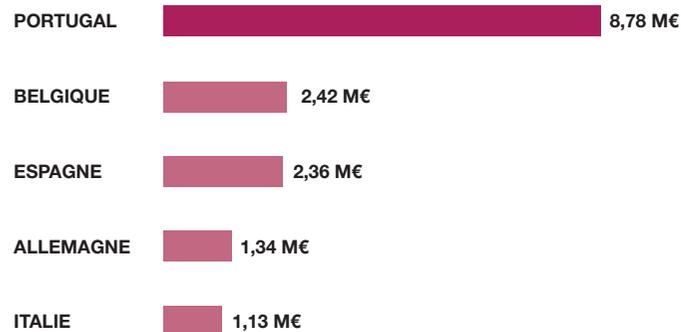
PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	674	1 284 824	12	57 764	686	1 342 589
AUTRICHE	29	77 034	1	6 516	30	83 550
BELGIQUE	305	2 198 225	41	224 941	346	2 423 166
BULGARIE	0	0	0	0	0	0
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	8	24 000	0	0	8	24 000
ESPAGNE	377	2 256 971	18	102 420	395	2 359 391
ESTONIE	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	10	28 702	1	7 811	11	36 513
GRÈCE	11	75 972	0	0	11	75 972
HONGRIE	2	1 053	0	0	2	1 053
IRLANDE	3	28 422	0	0	3	28 422
ISLANDE	3	22 346	0	0	3	22 346
ITALIE	225	1 067 836	13	59 449	238	1 127 284
LETONIE	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	4	4 904	0	0	4	4 904
LITUANIE	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	141	433 048	0	0	141	433 048
MALTE	2	31 813	0	0	2	31 813
NORVÈGE	11	16 832	0	0	11	16 832
PAYS-BAS	3	18 595	1	5 342	4	23 937
POLOGNE	28	115 617	1	8 199	29	123 816
PORTUGAL	1 905	8 675 892	25	108 154	1 930	8 784 046
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1	3 348	0	0	1	3 348
ROUMANIE	2	18 133	0	0	2	18 133
ROYAUME-UNI	31	212 906	6	42 606	37	255 512



► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ (SUITE ET FIN)

PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
SLOVAQUIE	2	6 496	0	0	2	6 496
SLOVÉNIE	3	4 763	0	0	3	4 763
SUÈDE	36	79 812	0	0	36	79 812
SUISSE	204	636 508	8	69 902	212	706 410
TOTAL 2011	4 020	17 324 051	127	693 104	4 147	18 017 155
TOTAL 2010	4 271	16 758 649	85	449 064	4 356	17 207 714
<i>% évolution</i>	<i>-5,88</i>	<i>3,37</i>	<i>49,41</i>	<i>54,34</i>	<i>-4,80</i>	<i>4,70</i>

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011

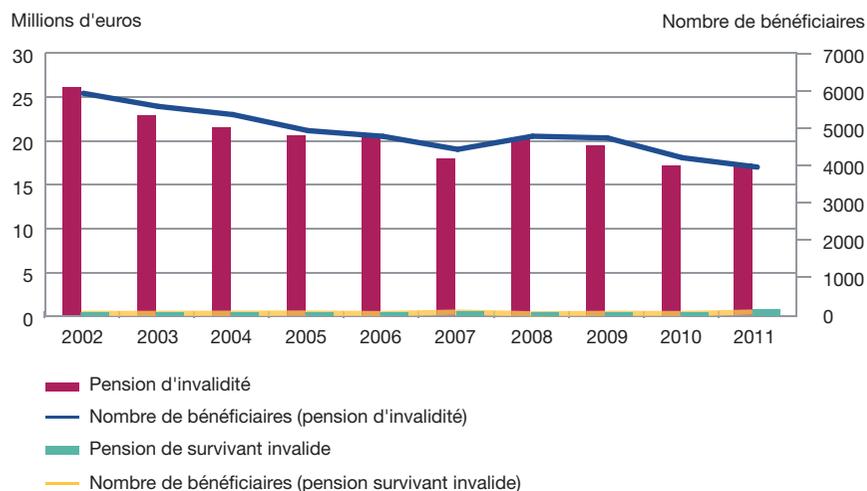


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ



ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	6 002	25 919 324	87	356 372	6 089	26 275 695	
2003	5 650	22 820 532	89	370 133	5 739	23 190 665	-11,74
2004	5 429	21 417 833	94	388 321	5 523	21 806 154	-5,97
2005	4 999	20 579 936	98	409 134	5 097	20 989 070	-3,75
2006	4 846	20 113 844	83	372 042	4 929	20 485 886	-2,40
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	-9,88
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 271	16 758 649	85	449 064	4 356	17 207 714	-12,14
2011	4 020	17 324 051	127	693 104	4 147	18 017 155	4,70

► PENSIONS D'INVALIDITÉ ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de pensionnés résidant dans les pays appliquant les règlements européens a diminué de 31,9 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 4,2 %.
- Le montant global quant à lui a également diminué de 31,4 % sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne proche de 4,1 %.
- Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivant invalide est demeurée très faible en rapport du total des paiements des pensions d'invalidité : près de 3,9 % en 2011 et 1,4 % en 2002.



▶ PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE



PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	44 119	79 323 365	18 323	27 401 668	62 442	106 725 033
AUTRICHE	1 968	3 904 566	387	648 119	2 355	4 552 685
BELGIQUE	52 744	166 955 979	18 343	35 344 911	71 087	202 300 890
BULGARIE	118	416 406	27	70 287	145	486 693
CHYPRE	58	247 153	2	6 815	60	253 968
DANEMARK	460	933 664	19	55 845	479	989 509
ESPAGNE	277 688	631 807 208	69 531	94 676 258	347 219	726 483 466
ESTONIE	8	59 319	2	30 073	10	89 392
FINLANDE	207	422 627	11	21 784	218	444 410
GRÈCE	1 853	5 886 352	338	897 732	2 191	6 784 084
HONGRIE	424	2 002 838	78	182 900	502	2 185 738
IRLANDE	231	756 361	14	26 802	245	783 163
ISLANDE	10	31 084	0	0	10	31 084
ITALIE	97 117	191 301 369	43 772	70 409 326	140 889	261 710 695
LETTONIE	10	51 313	1	2 014	11	53 327
LIECHTENSTEIN	36	93 516	9	15 082	45	108 598
LITUANIE	13	51 962	3	5 260	16	57 222
LUXEMBOURG	3 496	11 338 270	860	1 712 725	4 356	13 050 995
MALTE	38	217 737	2	8 270	40	226 007
NORVÈGE	312	744 759	11	17 946	323	762 705
PAYS-BAS	3 208	5 899 164	389	620 273	3 597	6 519 437
POLOGNE	3 731	8 141 094	4 827	7 942 057	8 558	16 083 152
PORTUGAL	159 291	622 537 263	43 252	95 274 961	202 543	717 812 224
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	299	947 898	191	321 974	490	1 269 873
ROUMANIE	218	935 179	30	73 671	248	1 008 850
ROYAUME-UNI	7 493	16 912 666	613	1 392 020	8 106	18 304 685

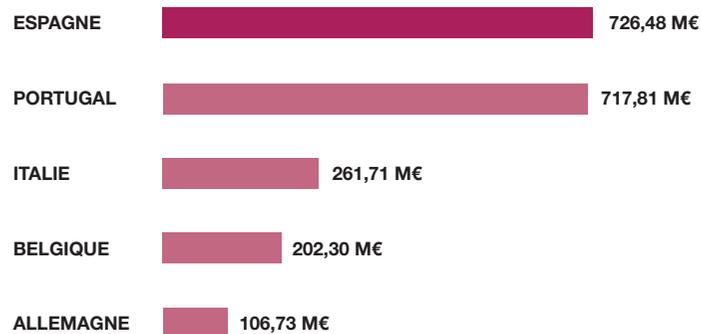
RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONSASSURANCE
CHÔMAGELE
DÉTACHEMENTFLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCEMOUVEMENTS
MIGRATOIRES

► PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE (SUITE ET FIN)



PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
SLOVAQUIE	152	331 111	223	174 219	375	505 330
SLOVÉNIE	631	1 733 097	310	544 862	941	2 277 959
SUÈDE	1 235	2 419 518	70	136 039	1 305	2 555 557
SUISSE	20 270	59 587 810	1 251	3 269 533	21 521	62 857 343
TOTAL 2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075
TOTAL 2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114
% Évolution	1,21	4,38	0,33	2,29	1,01	4,04

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011

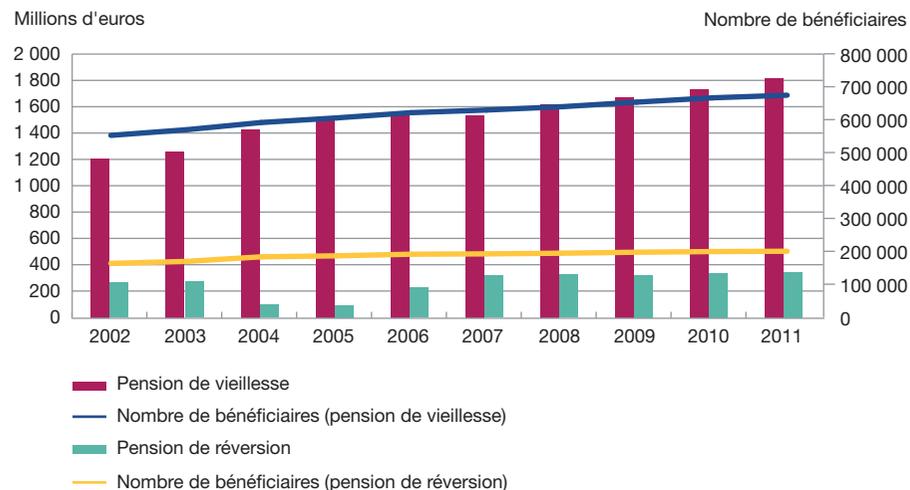


ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	555 614	1 216 671 903	166 118	261 772 339	721 732	1 478 444 241	
2003	572 433	1 270 761 080	171 950	270 684 052	744 383	1 541 445 133	4,26
2004	594 220	1 442 426 400	186 713	95 699 155	780 933	1 538 125 554	-0,22 (1)
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	798 482	1 611 418 561	4,77 (1)
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	819 612	1 800 354 362	11,72
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	3,61
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04

(1) : Pour 2004 et 2005, les données transmises au Cleiss sont partielles.

PENSIONS DE VIEILLESSE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de pensionnés résidant dans les pays appliquant les règlements européens a augmenté de 22 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,2 % (pour le montant global des pensions, respectivement : + 45,2 % sur la décennie et + 4,3 % par an).
- Les titulaires d'une pension de vieillesse présentent quasiment la même tendance à la hausse que les titulaires d'une pension de réversion, soit + 22 %.
- Sur la période, les paiements des pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 4,6 % par an et les pensions de réversion de 3 % par an.



► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE



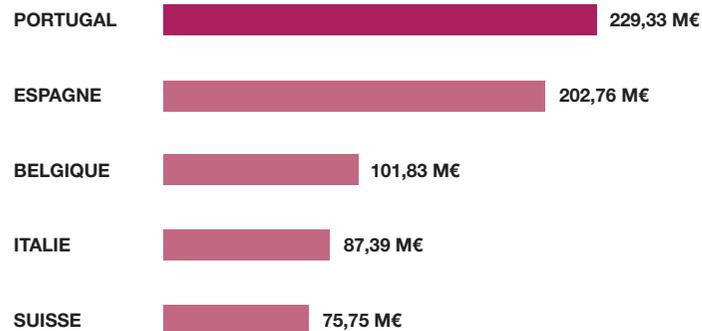
PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	17 583	34 850 769	6 648	9 285 338	24 231	44 136 107
AUTRICHE	847	2 632 382	228	734 607	1 075	3 366 989
BELGIQUE	35 168	80 904 714	15 289	20 923 522	50 457	101 828 236
BULGARIE	106	277 270	36	56 332	142	333 602
CHYPRE	64	568 664	11	33 469	75	602 133
DANEMARK	362	864 560	81	334 244	443	1 198 804
ESPAGNE	125 503	171 351 390	33 639	31 410 232	159 142	202 761 622
ESTONIE	5	4 592	4	6 805	9	11 397
FINLANDE	162	403 803	25	54 788	187	458 591
GRÈCE	1 407	3 787 540	423	969 186	1 830	4 756 726
HONGRIE	341	934 383	114	142 183	455	1 076 566
IRLANDE	229	734 901	43	112 571	272	847 472
ISLANDE	10	19 037	4	17 376	14	36 413
ITALIE	49 163	65 980 931	22 197	21 411 133	71 360	87 392 064
LETONIE	6	7 896	1	203	7	8 099
LIECHTENSTEIN	27	105 819	8	30 861	35	136 680
LITUANIE	7	33 432	1	355	8	33 787
LUXEMBOURG	2 293	8 317 335	617	1 133 922	2 910	9 451 257
MALTE	52	601 523	9	13 547	61	615 070
NORVÈGE	189	683 410	29	94 108	218	777 518
PAYS-BAS	2 182	5 467 540	498	1 243 857	2 680	6 711 397
POLOGNE	2 243	2 314 636	3 233	1 513 870	5 476	3 828 506
PORTUGAL	131 900	192 981 767	43 358	36 349 058	175 258	229 330 825
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	244	842 573	149	153 564	393	996 137
ROUMANIE	202	876 256	41	58 729	243	934 985
ROYAUME-UNI	5 816	22 457 788	1 171	3 973 463	6 987	26 431 251



► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (SUITE ET FIN)

PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
SLOVAQUIE	104	260 555	150	32 485	254	293 040
SLOVÉNIE	337	549 834	175	175 206	512	725 040
SUÈDE	902	2 379 523	162	470 331	1 064	2 849 854
SUISSE	13 908	64 872 980	2 839	10 876 334	16 747	75 749 314
TOTAL 2011	391 362	666 067 803	131 183	141 611 679	522 545	807 679 482
TOTAL 2010	383 015	644 885 084	129 406	138 440 543	512 421	783 325 627
<i>% évolution</i>	<i>2,18</i>	<i>3,28</i>	<i>1,37</i>	<i>2,29</i>	<i>1,98</i>	<i>3,11</i>

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011

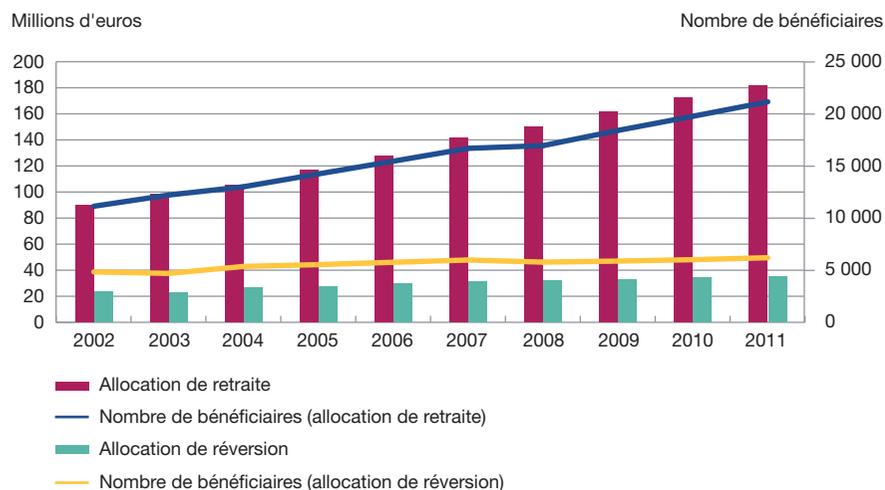


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)



ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	11 142	90 142 942	4 847	23 737 168	15 989	113 880 110	
2003	12 219	98 037 727	4 700	22 856 564	16 919	120 894 291	6,16
2004	13 015	105 563 124	5 370	26 315 420	18 385	131 878 544	9,09
2005	14 247	117 060 512	5 544	27 505 287	19 791	144 565 799	9,62
2006	15 466	127 862 225	5 768	29 441 524	21 234	157 303 749	8,81
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	9,56
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91

► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



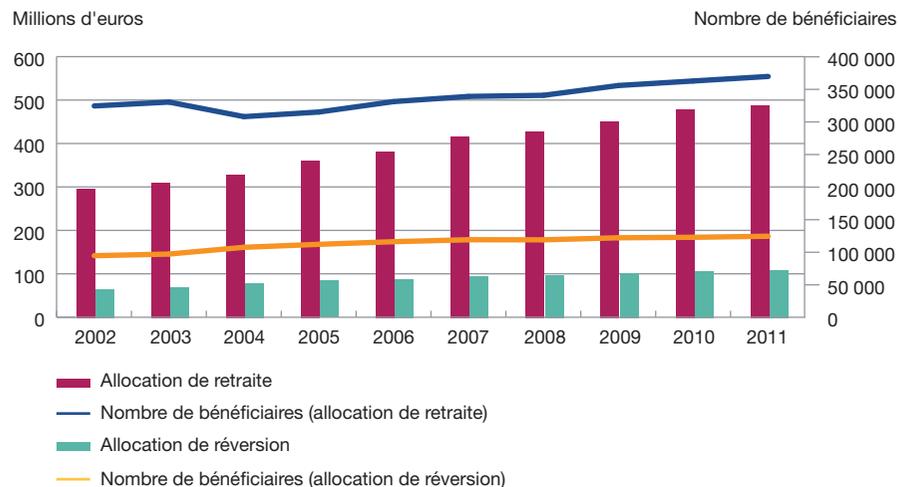
- Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans les pays appliquant les règlements européens a augmenté de plus de 70 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 6,1 % (pour le montant global des allocations, respectivement : +90 % sur la décennie et +7,4 % par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+89,9 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+28,1 %).
- Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 8,1 % par an ; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 4,4 % par an.



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	324 935	293 927 554	95 103	64 686 997	420 038	358 614 551	
2003	330 875	305 184 977	97 628	68 243 041	428 503	373 428 018	4,13
2004	308 541	324 584 020	108 016	75 222 108	416 557	399 806 128	7,06
2005	315 603	357 270 998	112 566	82 521 150	428 169	439 792 147	10,00
2006	331 637	377 186 303	116 636	86 904 103	448 273	464 090 406	5,52
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	8,28
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans les pays appliquant les règlements européens a augmenté de 17,9 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,85 % (pour le montant global des allocations, respectivement : +64,8 % sur la décennie et +5,7 % par an).

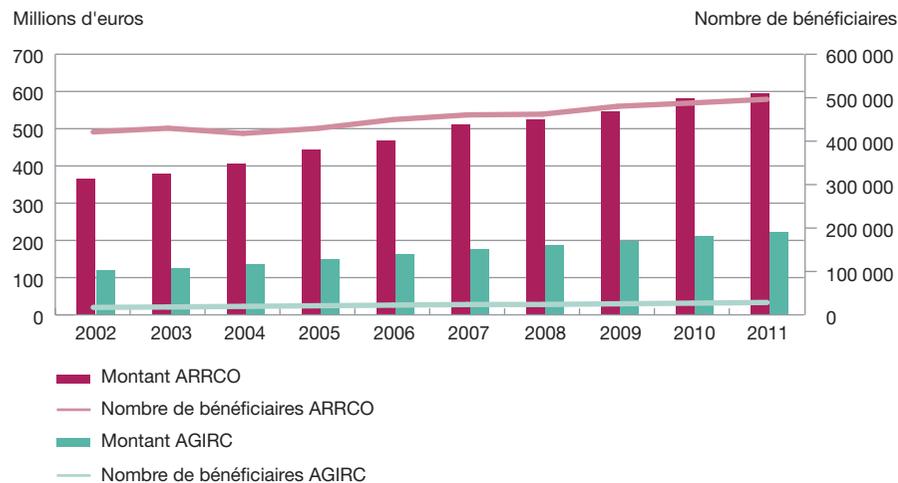
• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse, cependant bien moins marquée (+13,4 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+31,4 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 5,7 %, soit la même évolution que pour les allocations de réversion.





► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 74,6 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

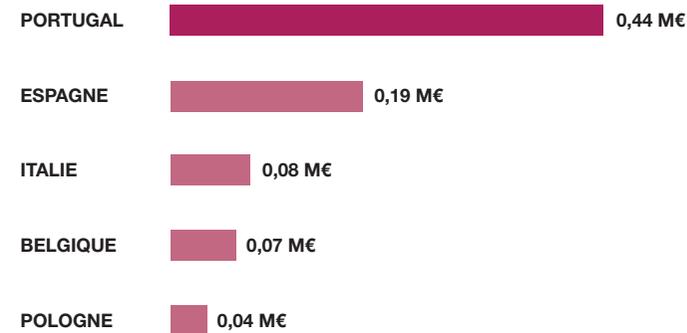
• Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 95,5 % de l'ensemble des bénéficiaires.



▶ PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	6	3 241
AUTRICHE	0	9 579
BELGIQUE	18	66 649
BULGARIE	0	0
CHYPRE	0	0
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	66	194 407
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	2	0
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	9	80 030
LETONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	0	0
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	2	0
POLOGNE	6	36 689
PORTUGAL	75	440 128
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0
ROUMANIE	0	5 009
ROYAUME-UNI	3	6 073
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	1	5 543
SUISSE	8	15 092
TOTAL 2011	196	862 439
TOTAL 2010	169	745 083
% Évolution	15,98	15,75

▶ PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

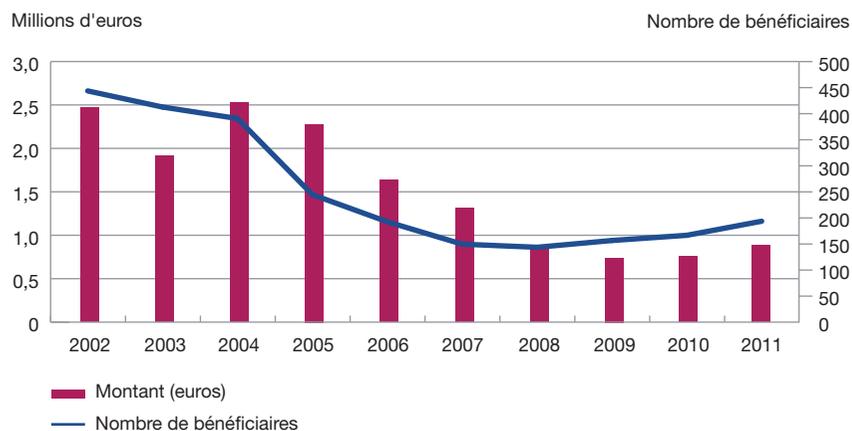


ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	446	2 453 523	
2003	415	1 899 145	-22,60
2004	393	2 510 098	32,17
2005	247	2 261 476	-9,90
2006	195	1 615 950	-28,54
2007	152	1 287 809	-20,31
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75



- Le nombre d'allocataires résidant dans les pays appliquant les règlements européens a diminué de plus de la moitié (-56 %) au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 8,7 %.
- Le montant global a quant à lui également baissé sur la même période : -64,9 %, soit -11 % de diminution annuelle moyenne.

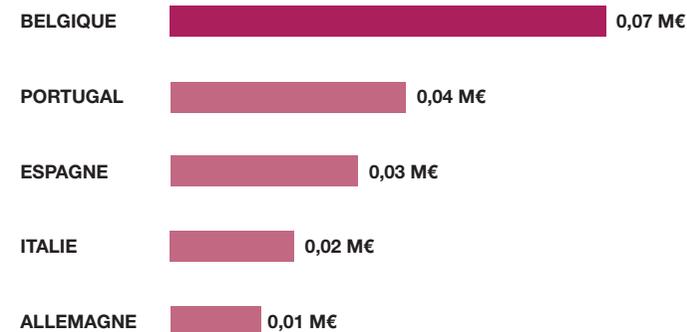
► ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



▶ PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS

PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	6	14 261
AUTRICHE	0	0
BELGIQUE	12	69 184
BULGARIE	0	0
CHYPRE	0	0
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	5	29 593
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	0	0
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	6	19 580
LETONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	3	13 465
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	0	0
POLOGNE	2	8 811
PORTUGAL	9	37 261
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1	4 934
ROUMANIE	1	8 838
ROYAUME-UNI	3	8 872
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	0	0
SUISSE	2	5 266
TOTAL 2011	50	220 065
TOTAL 2010	64	279 831
% Évolution	-21,88	-21,36

▶ PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS

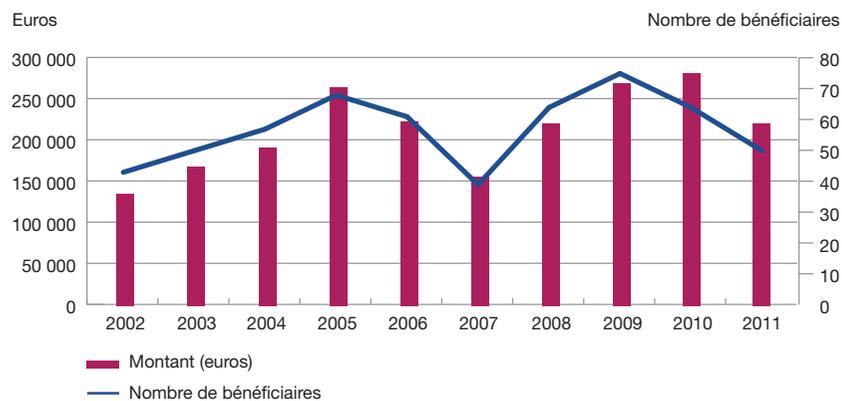


ANNÉES	ALLOCATION DE DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	43	134 574	
2003	50	168 674	25,34
2004	57	191 037	13,26
2005	68	262 801	37,57
2006	61	222 635	-15,28
2007	39	154 338	-30,68
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	50	220 065	-21,36



- Le nombre d'allocataires résidant dans les pays appliquant les règlements européens a augmenté de 16,3 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,7 %.
- Le montant global a augmenté sur la même période de 63,5 %, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,6 %.

► PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



ACCORDS INTERNATIONAUX

PAIEMENTS DES RENTES AT-MP



	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	11 527	28 934 733	1 560	15 805 854	13 087	44 740 587
	ANDORRE	11	34 736	2	18 208	13	52 944
	BÉNIN	10	40 364	1	8 112	11	48 477
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	47	103 349	3	31 871	50	135 221
	CAMEROUN	17	37 614	0	0	17	37 614
	CANADA	250	629 186	15	188 873	265	818 058
	CAP-VERT	12	28 035	1	8 709	13	36 744
	CHILI	9	68 446	0	0	9	68 446
	CONGO	5	4 940	0	0	5	4 940
	CORÉE	0	0	0	0	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	15	30 660	4	18 411	19	49 071
	CROATIE	96	225 280	8	114 930	104	340 210
	ETATS-UNIS	181	414 994	13	174 490	194	589 483
	GABON	6	20 005	4	35 231	10	55 236
	GUERNESEY	1	3 056	0	0	1	3 056
	INDE	3	13 227	0	0	3	13 227
	ISRAËL	120	311 585	3	48 681	123	360 266
	JAPON	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	1	870	0	0	1	870
	MACÉDOINE	17	33 157	3	33 861	20	67 019
	MADAGASCAR	31	86 066	11	60 210	42	146 276
	MALI	220	571 838	41	181 631	261	753 469
	MAROC	3 158	9 182 851	745	6 934 207	3 903	16 117 058
	MAURITANIE	39	115 433	13	129 001	52	244 434
	MONACO	5	11 211	0	0	5	11 211
	MONTÉNÉGRO	11	15 853	0	0	11	15 853
NIGER	2	2 140	0	0	2	2 140	
PHILIPPINES	2	3 284	0	0	2	3 284	
QUÉBEC	15	35 481	0	0	15	35 481	
SAINT-MARIN	17	77 091	2	36 470	19	113 561	
SÉNÉGAL	161	537 783	95	541 434	256	1 079 217	

RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LE
DÉTACHEMENT

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

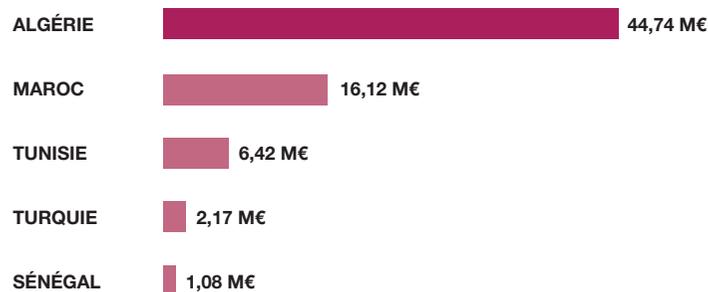


PAIEMENTS DES RENTES AT-MP (SUITE ET FIN)



	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	SERBIE	381	871 852	18	181 569	399	1 053 421
	TOGO	7	18 390	0	0	7	18 390
	TUNISIE	1 774	4 367 475	253	2 052 430	2 027	6 419 904
	TURQUIE	488	1 313 629	103	859 734	591	2 173 363
	SOUS-TOTAL 2011	18 639	48 144 616	2 898	27 463 916	21 537	75 608 532
	SOUS-TOTAL 2010	18 834	53 547 369	3 093	29 362 726	21 927	82 910 095
	<i>% Évolution</i>	<i>-1,04</i>	<i>-10,09</i>	<i>-6,30</i>	<i>-6,47</i>	<i>-1,78</i>	<i>-8,81</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	2	3 941	1	8 380	3	12 321
	NOUVELLE-CALÉDONIE	6	7 316	0	0	6	7 316
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	5	4 694	1	25 318	6	30 011
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	13	15 950	2	33 698	15	49 648
	SOUS-TOTAL 2010	14	26 159	1	8 208	15	34 367
	<i>% Évolution</i>	<i>-7,14</i>	<i>-39,02</i>	<i>100,00</i>	<i>310,55</i>	<i>0,00</i>	<i>44,47</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2011	18 652	48 160 566	2 900	27 497 614	21 552	75 658 180	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	18 848	53 573 528	3 094	29 370 934	21 942	82 944 462	
<i>% Évolution</i>	<i>-1,04</i>	<i>-10,10</i>	<i>-6,27</i>	<i>-6,38</i>	<i>-1,78</i>	<i>-8,78</i>	

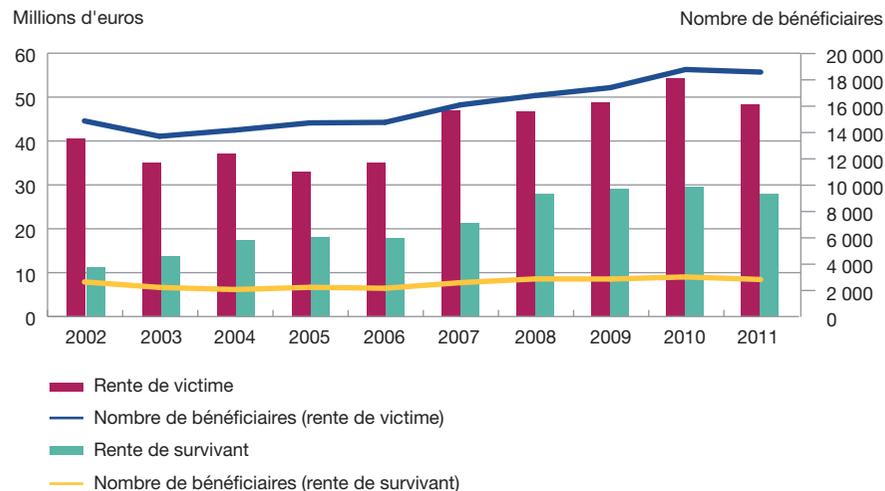
PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP

ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	14 942	40 175 737	2 713	11 002 540	17 655	51 178 277	
2003	13 775	35 075 607	2 296	13 434 517	16 071	48 510 123	-5,21
2004	14 244	36 914 381	2 137	17 213 494	16 381	54 127 875	11,58
2005	14 794	32 712 738	2 304	17 416 899	17 098	50 129 636	-7,39
2006	14 833	35 063 427	2 234	17 364 986	17 067	52 428 413	4,59
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	29,18
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 848	53 573 528	3 094	29 370 934	21 942	82 944 462	7,53
2011	18 652	48 160 566	2 900	27 497 614	21 552	75 658 180	-8,78

RENTES D'AT-MP ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 22,1 % au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 2,2 % (pour le montant global des rentes, respectivement : +48,8 % sur la décennie et +4,4 % par an).

- Les titulaires d'une rente de victime présentent une tendance plus accentuée à la hausse (+24,8 %) que le nombre de titulaires d'une rente de survivants (+6,9 %).
- Sur la période, les paiements des rentes de victime ont augmenté, en moyenne, de 2,0 % par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 10,7 % par an.



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ



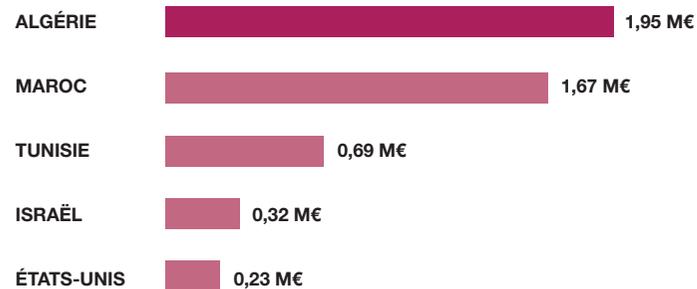
PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALGÉRIE	65	281 013	429	1 672 498	494	1 953 511
ANDORRE	1	12 051	3	9 031	4	21 083
BÉNIN	1	20 865	0	0	1	20 865
BOSNIE-HERZÉGOVINE	5	27 693	0	0	5	27 693
CAMEROUN	2	7 168	0	0	2	7 168
CANADA	19	115 703	6	24 961	25	140 664
CAP-VERT	1	3 852	0	0	1	3 852
CHILI	6	42 549	0	0	6	42 549
CONGO	1	8 886	0	0	1	8 886
CORÉE	0	0	0	0	0	0
CÔTE D'IVOIRE	3	33 051	0	0	3	33 051
CROATIE	2	8 714	2	18 221	4	26 936
ETATS-UNIS	18	179 991	4	46 974	22	226 965
GABON	0	0	0	0	0	0
GUERNESEY	0	0	0	0	0	0
INDE	1	6 572	2	15 154	3	21 726
ISRAËL	34	299 283	5	18 511	39	317 794
JAPON	3	35 074	0	0	3	35 074
JERSEY	0	0	0	0	0	0
MACÉDOINE	4	26 084	0	0	4	26 084
MADAGASCAR	22	192 431	2	15 369	24	207 799
MALI	6	27 477	0	0	6	27 477
MAROC	176	1 119 953	136	549 470	312	1 669 423
MAURITANIE	1	3 392	1	4 523	2	7 915
MONACO	5	39 784	1	9 838	6	49 623
MONTÉNÉGRO	3	17 321	0	0	3	17 321
NIGER	0	0	0	0	0	0
PHILIPPINES	5	51 327	2	8 881	7	60 208
QUÉBEC	1	4 882	1	5 393	2	10 275
SAINT-MARIN	0	0	0	0	0	0
SÉNÉGAL	20	169 899	3	13 972	23	183 871

CONVENTIONS BILATÉRALES



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ (SUITE ET FIN)

	PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	SERBIE	18	107 958	2	7 520	20	115 478
	TOGO	1	8 086	0	0	1	8 086
	TUNISIE	103	586 854	25	100 913	128	687 767
	TURQUIE	33	198 604	2	3 054	35	201 658
	SOUS-TOTAL 2011	560	3 636 518	626	2 524 283	1 186	6 160 801
	SOUS-TOTAL 2010	668	3 925 985	673	2 688 916	1 341	6 614 900
	<i>% Évolution</i>	<i>-16,17</i>	<i>-7,37</i>	<i>-6,98</i>	<i>-6,12</i>	<i>-11,56</i>	<i>-6,86</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	10	66 614	1	7 577	11	74 191
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	7	69 406	0	0	7	69 406
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	17	136 020	1	7 577	18	143 597
	SOUS-TOTAL 2010	9	67 570	1	7 354	10	74 924
	<i>% Évolution</i>	<i>88,89</i>	<i>101,30</i>	<i>0,00</i>	<i>3,04</i>	<i>80,00</i>	<i>91,66</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2011	577	3 772 538	627	2 531 860	1 204	6 304 398	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	677	3 993 555	674	2 696 269	1 351	6 689 824	
<i>% Évolution</i>	<i>-14,77</i>	<i>-5,53</i>	<i>-6,97</i>	<i>-6,10</i>	<i>-10,88</i>	<i>-5,76</i>	

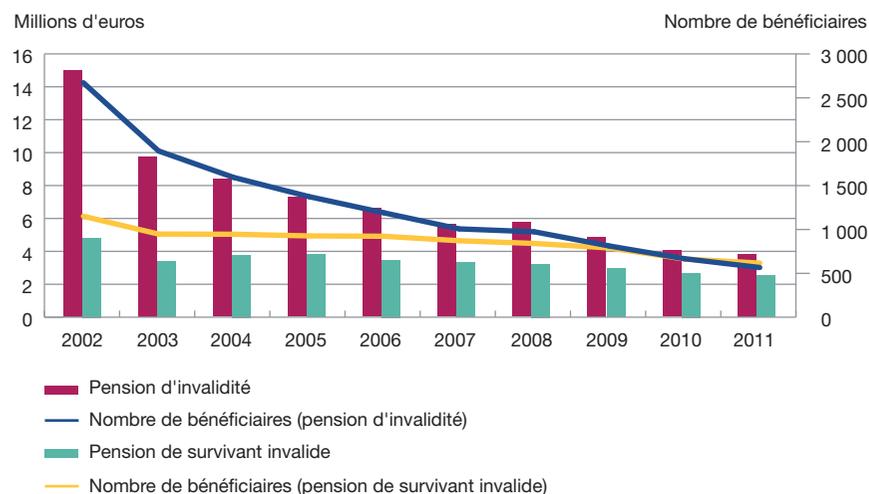
PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ



ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	2 682	15 056 679	1 161	4 797 843	3 843	19 854 522	
2003	1 905	9 743 884	958	3 334 991	2 863	13 078 875	-34,13
2004	1 603	8 306 159	956	3 710 967	2 559	12 017 126	-8,12
2005	1 385	7 337 128	937	3 825 412	2 322	11 162 539	-7,11
2006	1 200	6 543 256	933	3 413 378	2 133	9 956 634	-10,80
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	-10,87
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	677	3 993 555	674	2 696 269	1 351	6 689 824	-14,18
2011	577	3 772 538	627	2 531 860	1 204	6 304 398	-5,76

► PENSIONS D'INVALIDITÉ ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international a diminué de 68,7 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 12,1 % (pour le montant global des pensions, respectivement : -68,25 % sur la décennie et -12,0 % par an).
- Les titulaires d'une pension d'invalidité ont tendance à plus fortement diminuer (-78,25 %) que les titulaires d'une pension de survivant invalide (-46,0 %).
- Sur la période, les paiements des pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 14,25 % par an ; les pensions de survivant invalide ont quant à elles baissé de 6,9 % par an.



► PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE



	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	263 648	837 130 596	213 870	566 346 957	477 518	1 403 477 553
	ANDORRE	747	2 724 808	137	217 155	884	2 941 963
	BÉNIN	229	884 395	12	28 470	241	912 865
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	865	1 744 283	340	617 142	1 205	2 361 425
	CAMEROUN	631	2 212 208	47	123 913	678	2 336 120
	CANADA	8 980	29 240 567	1 764	3 469 168	10 744	32 709 735
	CAP-VERT	197	754 881	97	296 114	294	1 050 995
	CHILI	602	3 092 714	112	361 818	714	3 454 532
	CONGO	89	405 287	3	12 284	92	417 571
	CORÉE	74	192 906	3	13 962	77	206 868
	CÔTE D'IVOIRE	593	2 736 321	36	80 604	629	2 816 925
	CROATIE	2 198	5 924 417	644	1 088 122	2 842	7 012 539
	ETATS-UNIS	15 470	46 674 086	1 227	2 816 767	16 697	49 490 853
	GABON	197	1 117 250	21	40 616	218	1 157 866
	GUERNESEY	14	25 085	1	2 952	15	28 037
	INDE	264	154 884	87	27 790	351	182 673
	ISRAËL	7 081	36 986 541	774	2 295 985	7 855	39 282 526
	JAPON	1 397	3 118 607	54	119 901	1 451	3 238 509
	JERSEY	83	97 513	19	8 057	102	105 570
	MACÉDOINE	745	1 400 847	251	388 501	996	1 789 348
	MADAGASCAR	1 257	7 615 291	122	423 602	1 379	8 038 893
	MALI	5 034	10 019 331	757	2 404 412	5 791	12 423 743
	MAROC	52 151	195 480 232	41 132	107 660 721	93 283	303 140 953
	MAURITANIE	1 534	4 409 024	1 164	2 636 686	2 698	7 045 711
	MONACO	2 229	12 749 953	322	1 335 834	2 551	14 085 786
	MONTÉNÉGRO	4	11 267	2	1 035	6	12 303
NIGER	31	148 568	2	5 110	33	153 678	
PHILIPPINES	177	1 015 750	18	46 869	195	1 062 619	
QUÉBEC	10 937	17 170 220	811	1 040 431	11 748	18 210 650	
SAINT-MARIN	327	373 766	97	91 204	424	464 969	
SÉNÉGAL	5 607	19 339 067	2 953	8 759 689	8 560	28 098 755	

RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LE
DÉTACHEMENT

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGERS-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

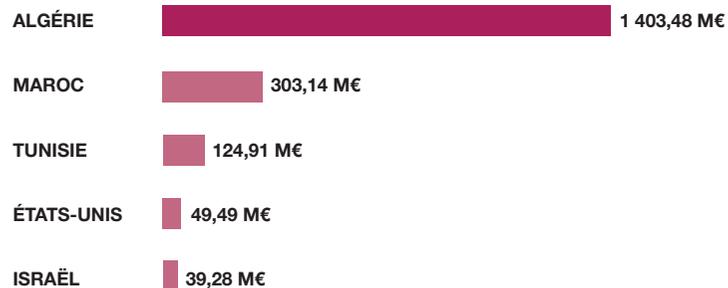


► PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE (SUITE ET FIN)



	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	SERBIE	9 695	25 291 131	2 672	4 627 300	12 367	29 918 431
	TOGO	231	796 724	11	31 255	242	827 979
	TUNISIE	24 625	87 414 672	14 042	37 494 358	38 667	124 909 030
	TURQUIE	12 800	26 435 337	4 869	10 146 195	17 669	36 581 531
	SOUS-TOTAL 2011	430 743	1 384 888 527	288 473	755 060 977	719 216	2 139 949 504
	SOUS-TOTAL 2010	432 082	1 382 706 814	280 914	723 576 936	712 996	2 106 283 750
	<i>% Évolution</i>	<i>-0,31</i>	<i>0,16</i>	<i>2,69</i>	<i>4,35</i>	<i>0,87</i>	<i>1,60</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	161	158 949	2	0	163	158 949
	NOUVELLE-CALÉDONIE	3 842	15 431 582	265	841 079	4 107	16 272 661
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	1 794	8 592 585	107	323 722	1 901	8 916 307
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	80	642 763	9	65 473	89	708 236
	SOUS-TOTAL 2011	5 877	24 825 878	383	1 230 275	6 260	26 056 153
	SOUS-TOTAL 2010	5 028	22 363 582	315	1 102 612	5 343	23 466 194
	<i>% Évolution</i>	<i>16,89</i>	<i>11,01</i>	<i>21,59</i>	<i>11,58</i>	<i>17,16</i>	<i>11,04</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2011	436 620	1 409 714 405	288 856	756 291 252	725 476	2 166 005 657	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	437 110	1 405 070 396	281 229	724 679 548	718 339	2 129 749 944	
<i>% Évolution</i>	<i>-0,11</i>	<i>0,33</i>	<i>2,71</i>	<i>4,36</i>	<i>0,99</i>	<i>1,70</i>	

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011

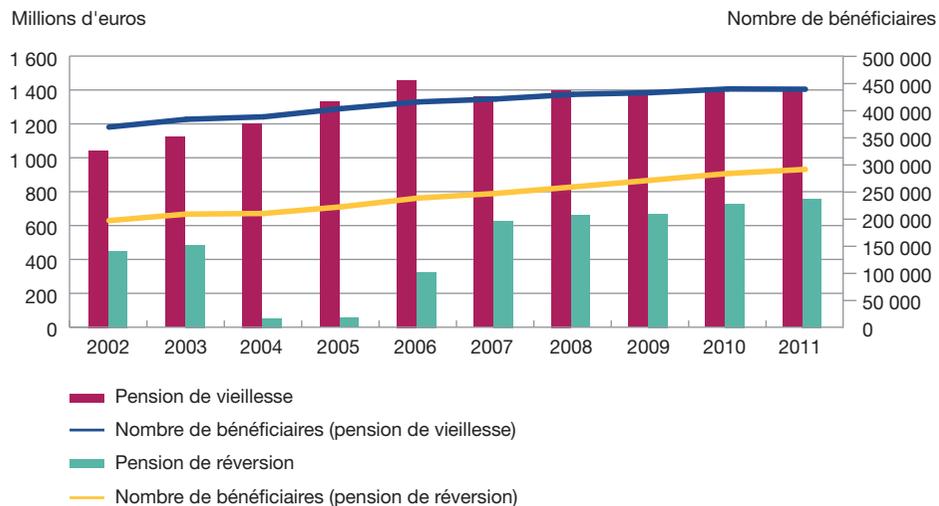


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	366 789	1 042 560 146	194 391	445 088 272	561 180	1 487 648 418	
2003	381 154	1 114 172 180	206 374	481 086 380	587 528	1 595 258 561	7,23
2004	385 727	1 200 203 522	207 558	44 771 930	593 285	1 244 975 451	-21,96
2005	400 859	1 325 242 408	219 720	48 763 673	620 579	1 374 006 081	10,36
2006	413 261	1 453 034 536	236 028	321 875 594	649 289	1 774 910 130	29,18
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	11,52
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 371 458 513	268 791	669 802 297	699 091	2 041 260 809	-0,65
2010	437 110	1 405 070 396	281 229	724 679 548	718 339	2 129 749 944	4,34
2011	436 620	1 409 714 405	288 856	756 291 252	725 476	2 166 005 657	1,70

(1) : Pour 2004 et 2005, les données transmises au Cleiss sont partielles.

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



•Le nombre de pensionnés résidant dans les pays ayant signé un accord international a augmenté de 29,3 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,9 % (pour le montant global des pensions, respectivement : +45,6 % sur la décennie et +4,3 % par an).

•Les titulaires d'une pension de reversion ont une tendance à la hausse plus accentuée (+48,6 %) que les titulaires d'une pension de vieillesse (+19,0 %).

•Sur la période, les paiements des pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 3,4 % par an ; les pensions de reversion quant à elles se sont accrues de 6,1 % par an.



► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE



	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	212 365	157 135 225	142 923	93 524 560	355 288	250 659 785
	ANDORRE	476	2 116 120	126	502 153	602	2 618 273
	BÉNIN	219	618 476	41	98 845	260	717 321
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	357	400 397	88	73 279	445	473 676
	CAMEROUN	566	2 657 656	92	268 801	658	2 926 457
	CANADA	7 551	12 982 588	1 712	2 628 319	9 263	15 610 907
	CAP-VERT	108	227 057	55	92 829	163	319 886
	CHILI	359	1 470 330	72	236 049	431	1 706 379
	CONGO	86	385 496	18	64 300	104	449 796
	CORÉE	23	198 563	1	1 708	24	200 271
	CÔTE D'IVOIRE	658	3 460 091	115	408 795	773	3 868 886
	CROATIE	1 047	1 924 986	330	338 489	1 377	2 263 475
	ETATS-UNIS	8 239	30 401 366	1 693	5 086 146	9 932	35 487 512
	GABON	222	2 253 191	49	377 085	271	2 630 276
	GUERNESEY	2	6 869	0	0	2	6 869
	INDE	0	0	0	0	0	0
	ISRAËL	5 681	20 703 149	1 387	3 007 783	7 068	23 710 932
	JAPON	1 644	6 358 232	103	347 029	1 747	6 705 261
	JERSEY	6	26 067	2	14 386	8	40 453
	MACÉDOINE	212	295 014	51	47 405	263	342 419
	MADAGASCAR	1 208	7 170 475	184	628 736	1 392	7 799 211
	MALI	3 341	2 866 111	414	390 091	3 755	3 256 202
	MAROC	33 646	71 309 123	26 519	26 400 527	60 165	97 709 650
	MAURITANIE	992	990 231	331	275 879	1 323	1 266 110
MONACO	5 890	29 689 681	1 773	5 616 080	7 663	35 305 761	
MONTÉNÉGRO	86	126 325	15	15 711	101	142 036	
NIGER	35	197 237	6	9 116	41	206 353	
PHILIPPINES	198	1 286 460	17	31 058	215	1 317 518	
QUÉBEC	1 476	3 144 948	340	501 067	1 816	3 646 015	
SAINT-MARIN	120	176 221	44	39 904	164	216 125	
SÉNÉGAL	4 132	8 703 467	2 079	2 465 916	6 211	11 169 383	



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (SUITE ET FIN)

	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	SERBIE	7 315	7 976 010	2 003	1 629 690	9 318	9 605 700
	TOGO	216	556 403	29	60 953	245	617 356
	TUNISIE	19 924	25 004 002	9 469	7 712 763	29 393	32 716 765
	TURQUIE	8 733	8 547 320	2 759	1 959 965	11 492	10 507 285
	SOUS-TOTAL 2011	327 133	411 364 887	194 840	154 855 417	521 973	566 220 304
	SOUS-TOTAL 2010	332 283	408 610 685	192 916	152 916 911	525 199	561 527 596
	<i>% Évolution</i>	<i>-1,55</i>	<i>0,67</i>	<i>1,00</i>	<i>1,27</i>	<i>-0,61</i>	<i>0,84</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	40	184 934	8	25 026	48	209 960
	NOUVELLE-CALÉDONIE	18 671	63 346 540	4 350	9 219 426	23 021	72 565 966
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	864	4 007 017	183	482 984	1 047	4 490 001
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	19 575	67 538 490	4 541	9 727 436	24 116	77 265 926
	SOUS-TOTAL 2010	19 150	64 099 227	4 498	9 737 431	23 648	73 836 657
	<i>% Évolution</i>	<i>2,22</i>	<i>5,37</i>	<i>0,96</i>	<i>-0,10</i>	<i>1,98</i>	<i>4,64</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2011	346 708	478 903 377	199 381	164 582 853	546 089	643 486 230	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	351 433	472 709 912	197 414	162 654 342	548 847	635 364 253	
<i>% Évolution</i>	<i>-1,34</i>	<i>1,31</i>	<i>1,00</i>	<i>1,19</i>	<i>-0,50</i>	<i>1,28</i>	

PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011

ALGÉRIE		250,66 M€
MAROC		97,71 M€
NOUVELLE-CALÉDONIE		72,57 M€
ÉTATS-UNIS		35,49 M€
MONACO		35,31 M€



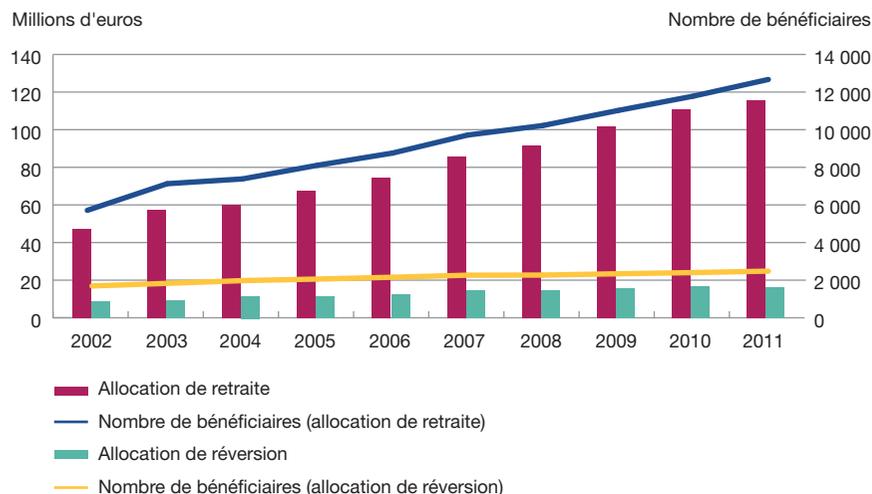


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)



ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	5 552	47 279 645	1 686	8 491 612	7 238	55 771 257	
2003	6 813	56 759 933	1 864	9 696 072	8 677	66 456 005	19,16
2004	6 951	59 066 229	2 052	10 423 800	9 003	69 490 029	4,57
2005	7 778	66 716 578	2 159	11 640 289	9 937	78 356 866	12,76
2006	8 489	73 211 980	2 283	12 605 771	10 772	85 817 751	9,52
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	15,43
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00

► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



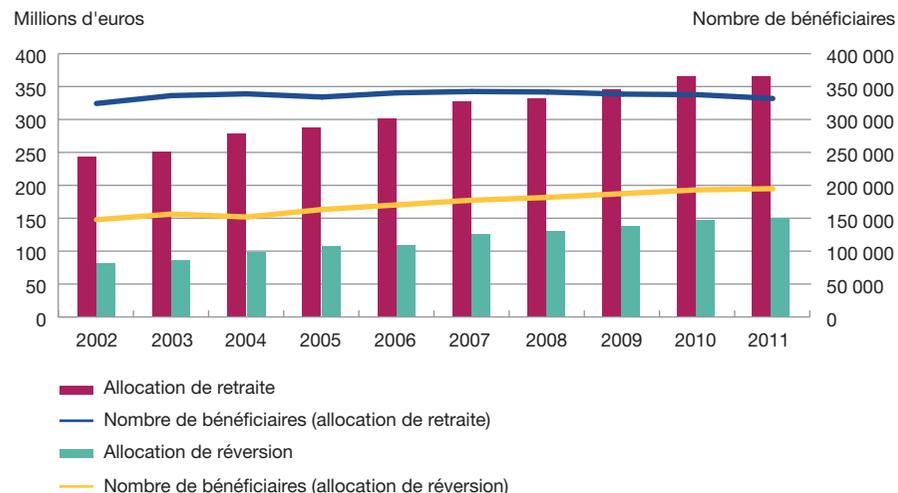
- Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 118,33 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 9,06 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 134,42 % sur la décennie et +9,9 % par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 135,97 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 60,26 %).
- Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 10,39 % par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de 7,03 % par an.



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	325 996	242 638 109	149 476	81 799 176	475 472	324 437 285	
2003	337 977	247 856 099	158 029	87 417 454	496 006	335 273 553	3,34
2004	340 659	277 440 813	153 615	95 893 513	494 274	373 334 326	11,35
2005	335 830	288 326 472	164 924	106 692 781	500 754	395 019 253	5,81
2006	342 211	301 644 582	172 016	114 322 384	514 227	415 966 966	5,30
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	8,18
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61

► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international a augmenté de 11,53 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,22 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 58,04 % sur la décennie et + 5,22 % par an).

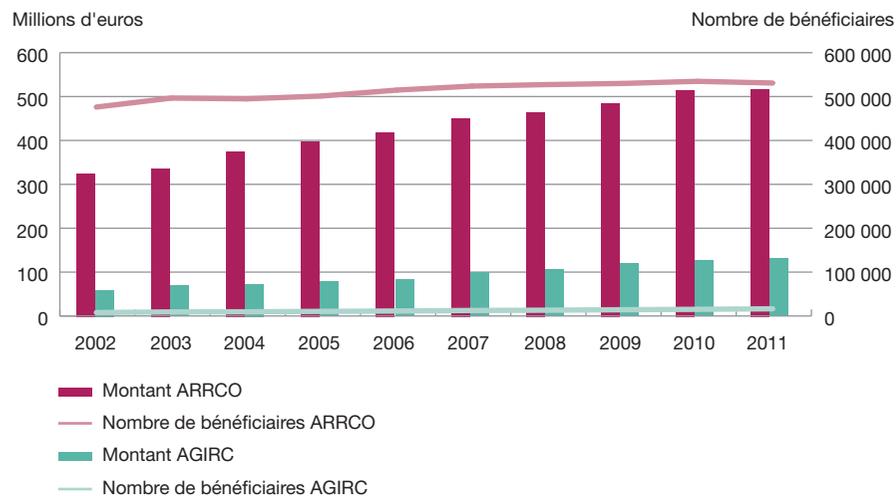
• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse, cependant bien moins marquée (+2,33 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+31,58 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 4,6 % par an et les allocations de réversion se sont accrues de 6,89 % par an.





► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 82,3 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 97,8 % de l'ensemble des bénéficiaires.



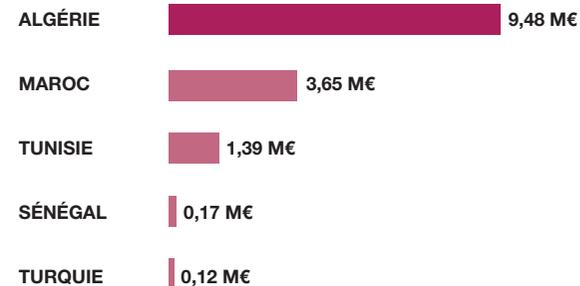
PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE



	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALGÉRIE	999	9 483 379	
ANDORRE	0	0	
BÉNIN	1	13 646	
BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	4 622	
CAMEROUN	1	5 786	
CANADA	0	0	
CAP-VERT	0	0	
CHILI	0	0	
CONGO	0	0	
CORÉE	0	0	
CÔTE D'IVOIRE	0	0	
CROATIE	1	15 493	
ETATS-UNIS	0	5 204	
GABON	0	0	
GUERNESEY	0	0	
INDE	0	0	
ISRAËL	0	0	
JAPON	0	276	
JERSEY	0	0	
MACÉDOINE	0	0	
MADAGASCAR	1	8 067	
MALI	10	109 653	
MAROC	297	3 652 850	
MAURITANIE	6	49 763	
MONACO	0	0	
MONTÉNÉGRO	0	0	
NIGER	0	0	
PHILIPPINES	0	1 094	
QUÉBEC	1	4 343	
SAINT-MARIN	0	0	
SÉNÉGAL	14	165 172	
SERBIE	4	28 163	

	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
TOGO	1	13 571	
TUNISIE	153	1 385 106	
TURQUIE	8	116 218	
SOUS-TOTAL 2011	1 497	15 062 405	
SOUS-TOTAL 2010	1 404	14 816 715	
<i>% Évolution</i>	<i>6,62</i>	<i>1,66</i>	
MAYOTTE	0	0	
NOUVELLE-CALÉDONIE	0	2 293	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	
SOUS-TOTAL 2011	0	2 293	
SOUS-TOTAL 2010	1	11 348	
<i>% Évolution</i>	<i>-100,00</i>	<i>-79,80</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	1 497	15 064 698	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	1 405	14 828 063	
<i>% Évolution</i>	<i>6,55</i>	<i>1,60</i>	

PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

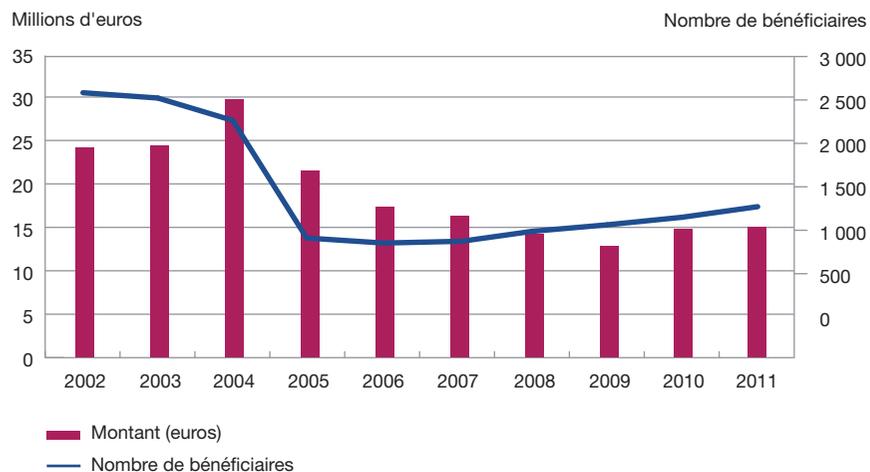


ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	2 640	24 393 637	
2003	2 579	24 676 678	1,16
2004	2 321	29 849 629	20,96
2005	1 195	21 680 747	-27,37
2006	1 135	17 397 080	-19,76
2007	1 152	16 196 645	-6,90
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60



- Le nombre d'allocataires résidant dans les pays ayant signé un accord international a diminué de 43,3 % au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 6,1 %.
- Le montant global a quant à lui également baissé sur la même période : -38,2 %, soit -5,2 % de diminution annuelle moyenne.

► ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



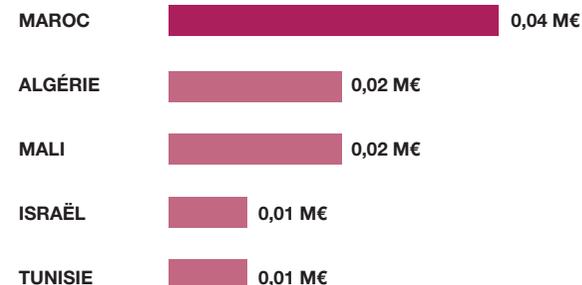
► PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS



	PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	5	20 575
	ANDORRE	0	0
	BÉNIN	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
	CAMEROUN	0	0
	CANADA	0	0
	CAP-VERT	0	0
	CHILI	0	0
	CONGO	0	0
	CORÉE	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0
	CROATIE	1	5 293
	ETATS-UNIS	3	5 974
	GABON	0	0
	GUERNESEY	0	0
	INDE	0	0
	ISRAËL	1	9 253
	JAPON	0	0
	JERSEY	0	0
	MACÉDOINE	0	0
	MADAGASCAR	0	0
	MALI	6	20 439
	MAROC	12	39 453
	MAURITANIE	1	6 819
	MONACO	0	0
	MONTÉNÉGRO	0	0
	NIGER	0	0
	PHILIPPINES	0	0
QUÉBEC	0	0	
SAINT-MARIN	0	0	
SÉNÉGAL	2	5 396	
SERBIE	0	0	

	PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	TOGO	0	0
	TUNISIE	1	8 070
	TURQUIE	1	6 046
	SOUS-TOTAL 2011	33	127 318
	SOUS-TOTAL 2010	44	173 024
<i>% Évolution</i>	<i>-25,00</i>	<i>-26,42</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	1	5 559
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	1	5 559
SOUS-TOTAL 2010	0	0	
<i>% Évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	34	132 877	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	44	173 024	
<i>% Évolution</i>	<i>-22,73</i>	<i>-23,20</i>	

► PRINCIPAUX PAYS VERS LESQUELS LA FRANCE A EFFECTUÉ DES PAIEMENTS EN 2011



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS

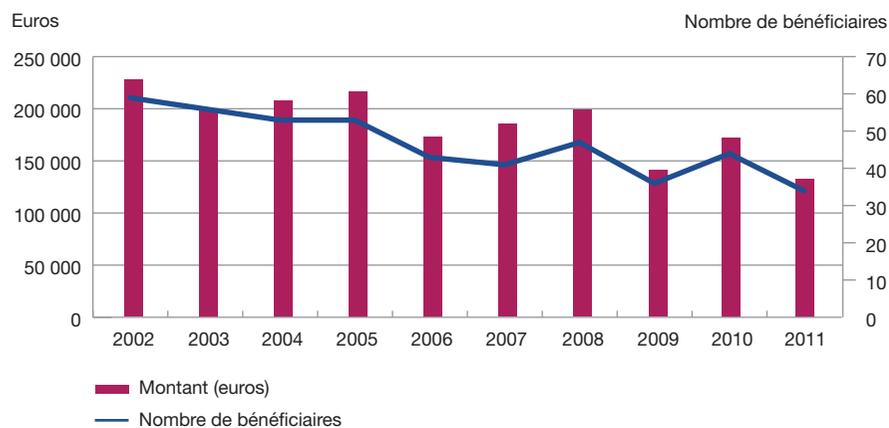


ANNÉES	ALLOCATION DE DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	59	225 946	
2003	56	198 228	-12,27
2004	53	207 563	4,71
2005	53	215 358	3,76
2006	43	173 160	-19,59
2007	41	184 325	6,45
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20



- Le nombre d'allocataires résidant dans les pays ayant signé un accord international a augmenté de 41,9 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 4 %.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de près de 51 % sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de +4,7 %.

► PRESTATIONS EN ESPÈCES D'ASSURANCE DÉCÈS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



PAYS HORS CONVENTIONS

► PAIEMENTS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS



TYPES DE PRESTATIONS	DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
Rente d'accident du travail	333	907 912	27	305 536	360	1 213 448
Pension d'invalidité	116	900 856	8	99 119	124	999 975
Pension de vieillesse	13 889	65 201 643	2 086	6 489 055	15 975	71 690 699
Allocation de retraite complémentaire	21 458	87 335 301	5 127	11 578 763	26 585	98 914 064
Allocation de veuvage	3	20 158			3	20 158
Allocation de décès	3	15 688			3	15 688
TOTAL GÉNÉRAL 2011	35 802	154 381 559	7 248	18 472 473	43 050	172 854 032
TOTAL GÉNÉRAL 2010	34 054	143 949 444	7 073	17 278 835	41 127	161 228 279
<i>% évolution</i>	<i>5,13</i>	<i>7,25</i>	<i>2,47</i>	<i>6,91</i>	<i>4,68</i>	<i>7,21</i>

► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

ANNÉE	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2002	863 341	475 030	42 517 939	48 339 090	21 477	8 956	92 225 833	
2003	798 919	398 518	44 278 034	57 742 537	10 100	0	103 228 107	11,93
2004	597 618	420 330	24 897 713	53 237 106	4 294	3 307	79 160 368	-23,32
2005	700 135	505 542	26 057 328	57 842 242	3 321	0	85 108 569	7,51
2006	666 195	652 546	35 422 799	57 397 371	13 458	0	94 152 369	10,63
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	46,81
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	787 763	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 228 279	7,45
2011	1 213 448	999 975	71 690 699	98 914 064	20 158	15 688	172 854 032	7,21

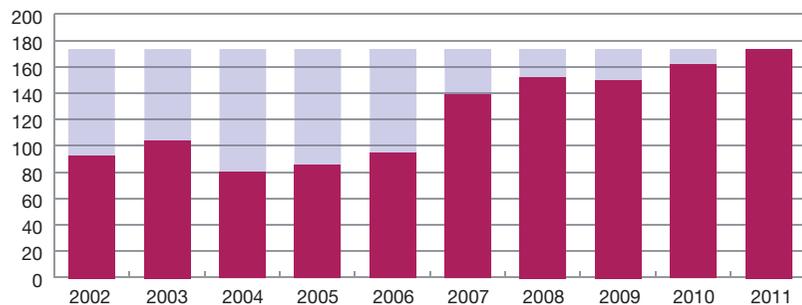
(1) : Pour 2004 et 2005, les données transmises au Cleiss sont partielles.



► **MONTANTS DES PAIEMENTS DE PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS EFFECTUÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES**



Millions d'euros



• Le montant des paiements des pensions, rentes et allocations à destination des pays hors conventions a augmenté de 87,4 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,2 %.

• Les pensions de vieillesse et retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99 % du montant total versé.





|||||
PARTIE 4

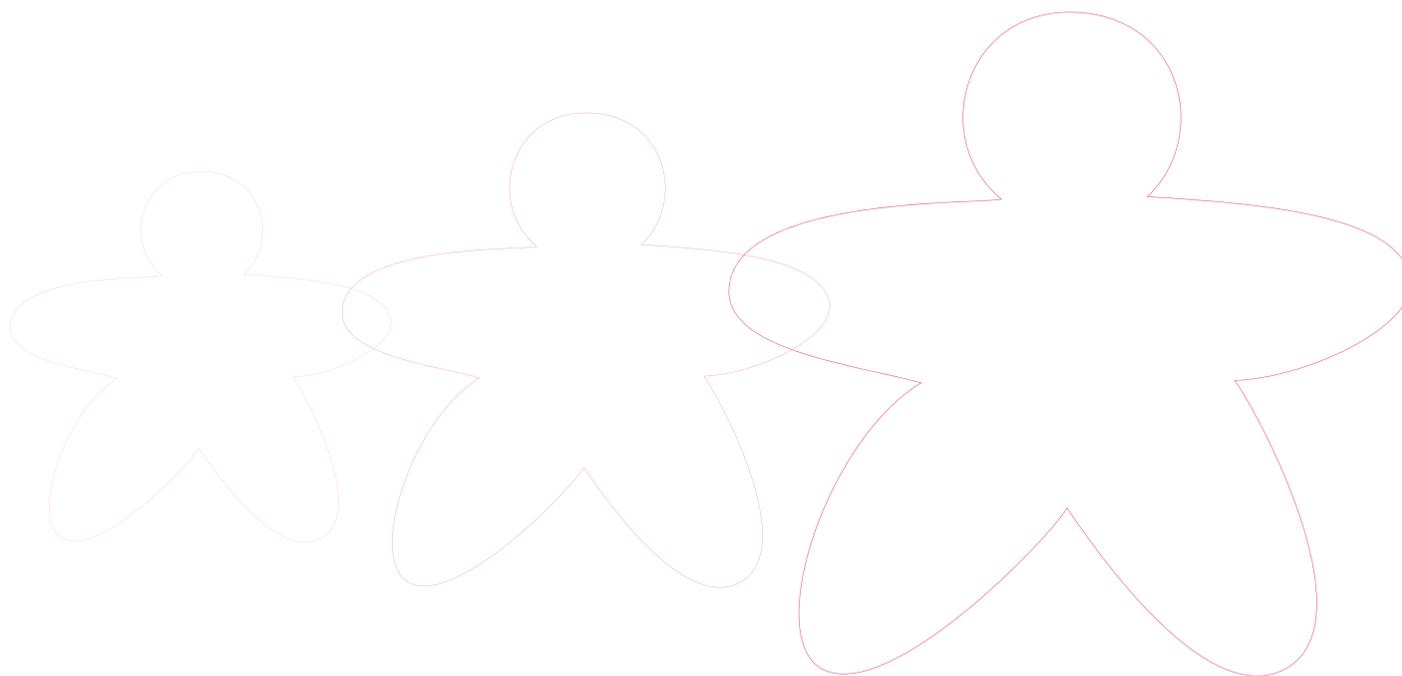
ASSURANCE CHOMAGE



ASSURANCE CHÔMAGE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

→ Prestations de chômage versées selon le statut au regard des règlements européens 123 à 124



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

ASSURANCE CHOMAGE: Prestations brutes versées en 2011 selon le statut au regard des règlements européens



► CHÔMEURS INDEMNISÉS EXPORTANT EN FRANCE LEURS ALLOCATIONS SUR LA BASE DE L'ARTICLE 69 DU RÈGLEMENT CEE 1408/71

Il s'agit de remboursements effectués en 2011 pour des prestations versées dans le cadre de l'article 69 du règlement (CEE) 1408/71 (avant le 1^{er} mai 2010) à des travailleurs qui ont été autorisés par leur institution d'affiliation à venir chercher du travail en France. Ces prestations ont été servies par Pôle Emploi pour le compte de l'institution étrangère.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	4	304	14 993
BELGIQUE	1	81	5 456
ESPAGNE	2	25	567
ISLANDE	7	517	13 584
ITALIE	1	14	702
NORVÈGE	15	1 108	67 852
SUISSE	76	4 778	484 602
TOTAL 2011	106	6 827	587 756

► TRAVAILLEURS MIGRANTS DES PAYS UE-EEE-SUISSE

Il s'agit des prestations versées à des travailleurs en provenance des Etats de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre de l'article 61 du règlement européen (CE) n° 883/04 (totalisation des périodes d'assurance). En effet, ces travailleurs bénéficient de prestations chômage en France car les périodes d'assurance accomplies dans un autre Etat ont été prises en compte.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	2	597	26 148
AUTRICHE	nc	28	288
BELGIQUE	4	901	53 100
CHYPRE	1	401	49 299
ESPAGNE	3	969	51 103
ESTONIE	1	44	2 248
FINLANDE	1	715	43 075
IRLANDE	1	121	3 831
LETTONIE	3	512	23 447
LIECHTENSTEIN (1)	2	577	15 731
LUXEMBOURG	1	37	2 765
MALTE	1	50	1 291
PAYS-BAS	8	1 631	70 103
PORTUGAL	nc	365	9 684
ROUMANIE	2	475	15 527
ROYAUME-UNI	4	847	85 034
SUÈDE	7	787	46 073
SUISSE ⁽¹⁾	1	664	44 758
TOTAL 2011	42	9 721	543 505

(1) Application du règlement 1408/71 (article 67) pour les travailleurs en provenance de ces Etats
nc : non communiqué



► **FRONTALIERS DES PAYS UE-EEE-SUISSE**

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous et résidaient en France, et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.



ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	7 531	1 594 505	81 032 118
AUTRICHE	6	407	17 347
BELGIQUE	7 390	1 166 355	46 948 253
CHYPRE	2	180	28 114
ESPAGNE	526	94 776	3 678 094
ISLANDE	3	476	21 100
LETONIE	1	46	728
LIECHTENSTEIN ⁽¹⁾	3	700	40 818
LITUANIE	7	1 538	66 544
LUXEMBOURG	10 364	1 678 117	79 187 591
MALTE	2	363	14 901
NORVÈGE ⁽¹⁾	8	1 630	61 297
SUISSE ⁽¹⁾	24 118	4 272 567	305 156 248
TOTAL 2011	49 961	8 811 660	516 253 153

(1) Application du règlement 1408/71 (article 71) pour les chômeurs qui travaillaient dans l'un de ces états

Source: UNEDIC (Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce)



LE DÉTACHEMENT

■ AVANT PROPOS 127 à 131

■ SYNTHÈSE 132 à 133

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

→ Détachements et pluriactivités..... 134 à 136

→ Le détachement exceptionnel 137

■ ACCORDS INTERNATIONAUX

→ Les missions et détachements de droit commun 138 à 141

→ Le détachement exceptionnel 142

■ LÉGISLATION INTERNE

→ Les missions et détachements de droit commun..... 143 à 148



AVANT-PROPOS



Dans le cadre de la sécurité sociale, on entend par “détachement” le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d’emploi un travailleur, salarié ou non salarié, qui va, durant un temps déterminé, exercer son activité professionnelle sur le territoire d’un autre Etat.

En France, s’agissant des salariés, l’employeur est l’élément moteur du détachement : il lui incombe d’accomplir les formalités préalables et de s’engager à acquitter l’ensemble des cotisations durant la période d’activité du salarié à l’étranger.

Le travailleur indépendant, quant à lui, a la liberté de se détacher lui-même lorsque la prestation de services s’accomplit dans un pays autre que celui où il exerce habituellement son activité.

Le maintien au régime français peut se faire soit en application des textes internationaux, soit en application de la législation interne.

En application des dispositions prévues à l’article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004 à une collecte annuelle auprès des organismes de base de sécurité sociale, des données statistiques en matière de détachement.

Du fait des nombreuses difficultés rencontrées par les organismes lors de la collecte de ces données et en raison de la mise en place de procédures simplifiant les demandes administratives des employeurs pour leurs salariés partant en détachement à l’étranger, les informations recueillies sont à considérer avec les précautions d’usage.

► 4 CAS DE FIGURE GÉOGRAPHIQUEMENT DISTINCTS SE PRÉSENTENT EN MATIÈRE DE DÉTACHEMENT :

■ Dans le cadre des règlements européens :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

■ Dans le cadre des conventions bilatérales :

Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d’Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie.

■ **Dans le cadre des décrets de coordination :**

Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Saint-Pierre et Miquelon.

■ **Dans la cadre de la législation interne (pays sans accord de sécurité sociale avec la France)**

▶ **3 SITUATIONS EN FONCTION DE LA DURÉE ET DU LIEN DE SUBORDINATION PEUVENT ÊTRE ÉGALEMENT DISTINGUÉES :**

Suivant l'Etat dans lequel se rend l'assuré et la durée prévue de la période d'emploi, la situation, au regard de la sécurité sociale française mais aussi de la réglementation du pays de détachement, va être différente.

■ **la mission**

Il s'agit d'une mission d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent impromptus, soit dans un même Etat, soit dans une série d'Etats, pour une durée inférieure à 3 mois.

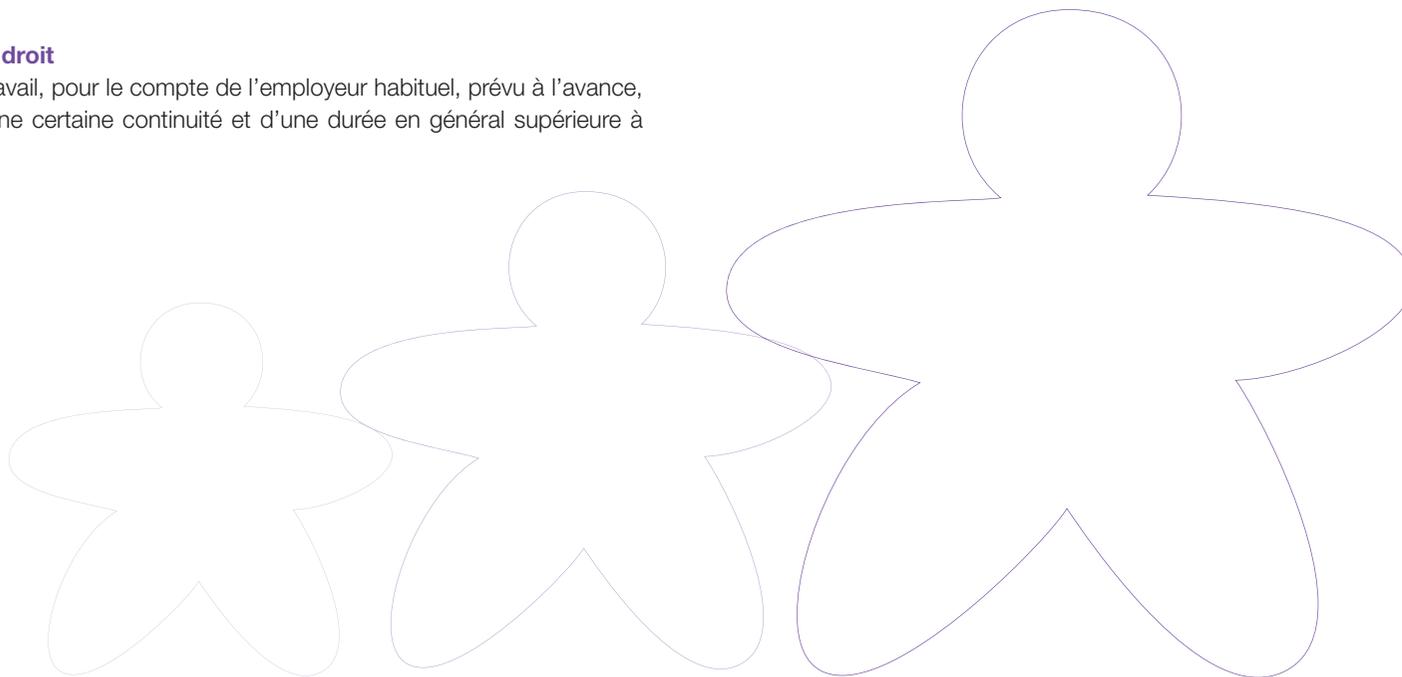
■ **le détachement de plein droit**

Il s'agit de l'exécution d'un travail, pour le compte de l'employeur habituel, prévu à l'avance, en un lieu déterminé, avec une certaine continuité et d'une durée en général supérieure à 3 mois.

■ **le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable**

- En raison de sa longue durée : ce détachement excède la période prévue par un accord international (règlements européens ou conventions bilatérales) et requiert des autorisations spécifiques. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée)

Le tableau ci-après présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux ou les décrets de coordination auxquels la France est liée.



► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ?

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
PAYS UE ⁽²⁾	2 ans E101 et A1	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	PF (5) sauf AL et allocations de garde d'enfant
NORVÈGE, ISLANDE, LIECHTENSTEIN, SUISSE ⁽²⁾	1 an E 101	1 an E 102	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	PF (5) sauf AL et allocations de garde d'enfant
	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 17 du Règlement (C.E.E.) 1408/71 après échange de lettres des autorités compétentes des États. Utilisation du formulaire E101.				
ALGERIE	3 ans * SE 352-01	2 ans SE 352-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
ANDORRE ⁽³⁾	1 an SE 130-01 Sal. et NS	1 an SE 130-01 Sal. et NS	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
BENIN	1 an SE 327-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 327-02	PN - PE :Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
BOSNIE HERZEGOVINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
CAMEROUN	6 mois SE 322-01	-	PN - PE :Caisse d'affiliation	PN : choixPE : caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
CANADA ⁽³⁾	3 ans * SE 401-01	Durée indéterminée SE 401-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CAP-VERT	3 ans * SE 396-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 396-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
CHILI ⁽³⁾	2 ans 417-01	2 ans 417-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CONGO	1 an SE 324-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 324-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
COREE ⁽³⁾	3 ans SE 237-1	3 ans SE 237-1	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
COTE D'IVOIRE	2 ans * SE 326-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 326-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés
 PN : prestations en nature
 PE : prestations en espèces
 AF : allocations familiales
 AL : allocation logement
 PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.
 (2) (3) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.
 (4) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.
 (5) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément



► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ? (SUITE)

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
CROATIE	3 ans * SE 21-01	-	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
ETATS-UNIS ⁽³⁾	5 ans * SE 404-02 2 ans * SE 404-02 Non salariés	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
GABON	2 ans SE 328-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU	6 mois Pas de formulaire conventionnel	6 mois Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
INDE ⁽³⁾	5 ans SE 223-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF
ISRAEL	1 an SE 207-01	Durée indéterminée SE 207-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
JAPON ⁽³⁾	5 ans SE 217-06	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF
JERSEY	1 an SE 132-J-01	A convenir SE 132-J-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
MACEDOINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
MADAGASCAR	2 ans SE 333-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
MALI	2 ans * SE 335-01	1 an renouvelable une fois SE 335-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
MAROC	3 ans SE 350-01	3 ans SE 350-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
MAURITANIE	3 ans * SE 336-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
MONACO ⁽³⁾	1 an SE 138-01	1 an SE 138-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	PF ⁽⁵⁾ sauf AL et allocations de garde d'enfant
MONTENEGRO	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés

PN : prestations en nature

PE : prestations en espèces

AF : allocations familiales

AL : allocation logement

PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.

(2) (3) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

(4) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.

(5) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément



► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
NIGER	1 an SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail Utilisation du SE 337-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
PHILIPPINES ⁽³⁾	3 ans SE 220-01	3 ans SE 220-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance
QUEBEC ⁽³⁾	3 ans* salariés 1 an non salariés SE 401-Q-201	Durée indéterminée SE 401-Q-201	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
SAINT-MARIN	6 mois Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
SÉNÉGAL	3 ans* SE 341-01	Durée indéterminée SE 341-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
SERBIE	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
TOGO	3 ans SE 345-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 345-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
TUNISIE	3 ans* SE 351-01 6 mois non salariés	Salariés 3 ans SE 351-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
TURQUIE	3 ans* SE 208-01	Durée indéterminée SE 208-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
COLLECTIVITÉS D'OUTRE MER					
MAYOTTE	6 mois* salariés et non salariés	Formulaire à paraître	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (naissance ou adoption)
NOUVELLE CALEDONIE ⁽³⁾	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽⁴⁾ naissance ou adoption
POLYNESIE FRANCAISE ⁽³⁾	3 ans* 980-01 12 mois* non salariés	3 ans 980-01 12 mois* Non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PF du territoire de résidence de la famille
SAINT PIERRE ET MIQUELON	3 ans formulaire à paraître	3 ans formulaire à paraître	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (naissance ou adoption)

* : y compris la durée des congés
 PN : prestations en nature
 PE : prestations en espèces
 AF : allocations familiales
 AL : allocation logement
 PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.
 (2) (3) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.
 (4) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.
 (5) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément

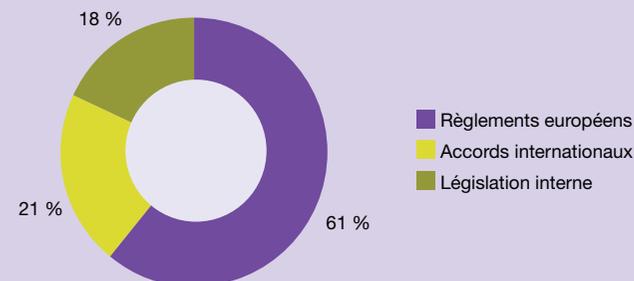


SYNTHÈSE

► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2011 (NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS)

TYPE D'ACCORD	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	TOTAL
	FORMULAIRES ÉMIS		
Règlements Européens	171 910	6 451	178 361
Accords internationaux	60 659	-	60 659
Législation interne	54 653	-	54 653
Total 2011	287 222	6 451	293 673
Total 2010	294 112	1 014	295 126
% d'évolution	-2,34	536,19	-0,49

► RÉPARTITION PAR TYPES D'ACCORDS



- En 2011, les formulaires de détachement délivrés ont atteint le nombre total de 293 673 soit un chiffre quasi identique à celui de l'année dernière (-0,49 %).

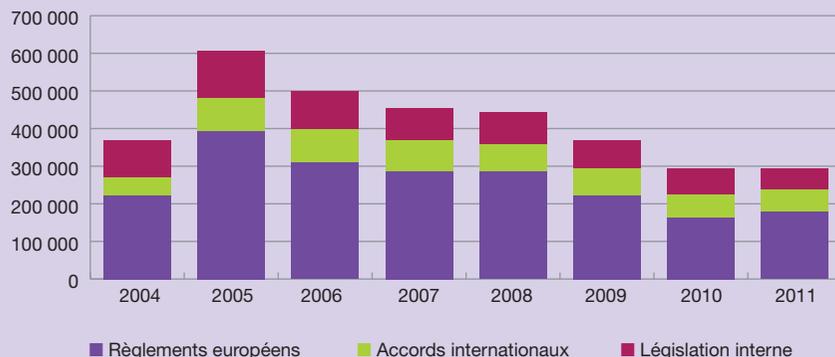
► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS

ANNÉE	RÈGLEMENTS EUROPÉENS		ACCORDS INTERNATIONAUX	LÉGISLATION INTERNE	TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	DÉTACHEMENT	DÉTACHEMENT		
2004	220 364	1 770	47 394	98 760	368 288	
2005	392 204	1 462	85 857	126 175	605 698	64,46
2006	307 039	1 824	89 335	101 340	499 538	-17,53
2007	285 269	664	81 530	87 837	455 300	-8,86
2008	284 137	567	74 622	84 714	444 040	-2,47
2009	221 342	624	72 409	73 723	368 098	-17,10
2010	162 718	1 014	59 755	71 639	295 126	-19,82
2011	171 910	6 451	60 659	54 653	293 673	-0,49

(1) En 2004, première année de collecte des détachements et de la pluriactivité, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.



► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS DEPUIS 2004

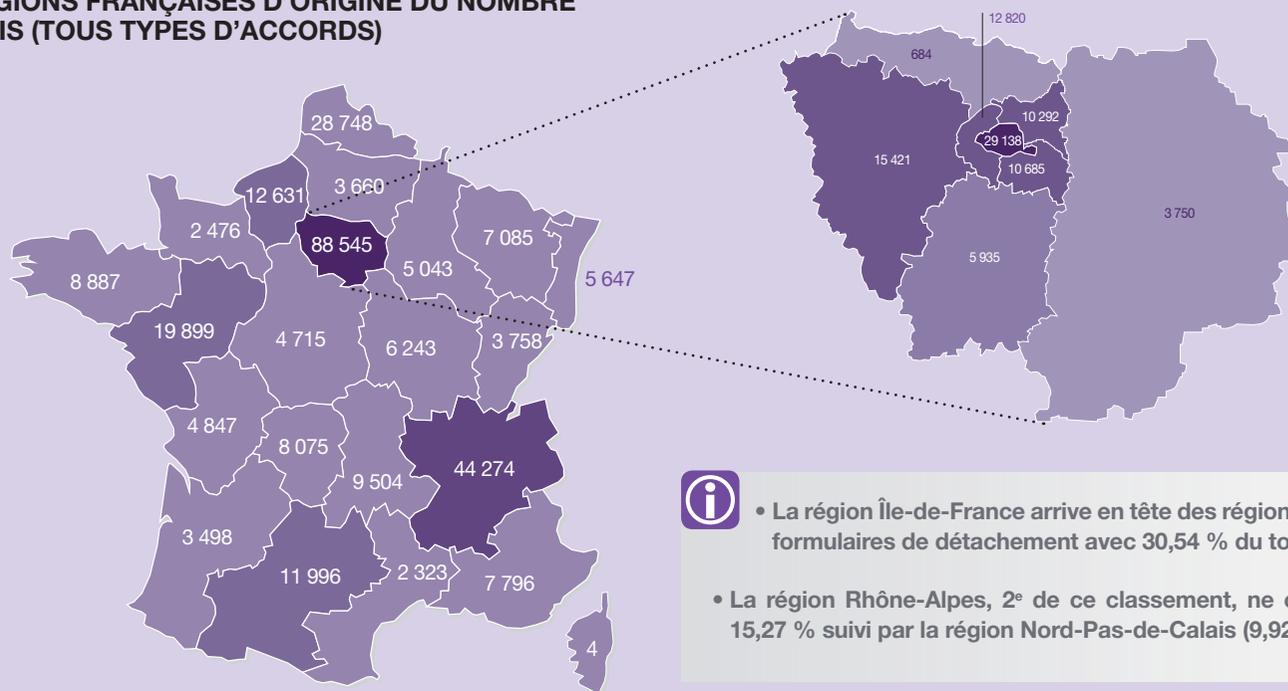
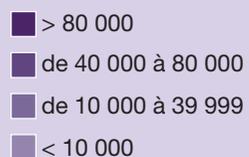


• Depuis 2004, le nombre de formulaires de détachements délivrés par la France a diminué en moyenne de -3,2 % par an.

Sur cette même période, 61,3 % des formulaires émis l'ont été dans le cadre des règlements européens ; 17,5 % dans le cadre des accords internationaux et enfin 21,2 % dans le cadre de la législation interne.

► RÉPARTITION PAR RÉGIONS FRANÇAISES D'ORIGINE DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TOUS TYPES D'ACCORDS)

- Guyane 0
- Guadeloupe 0
- La Réunion 265
- Martinique 0



• La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises émettrices de formulaires de détachement avec 30,54 % du total.

• La région Rhône-Alpes, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 15,27 % suivi par la région Nord-Pas-de-Calais (9,92 %).



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

L'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2010, des règlements 883/2004 et 987/2009 coordonnant les systèmes de sécurité sociale européens permet dorénavant, pour les seuls pays membres de l'Union Européenne, le détachement d'un travailleur (salarié ou non salarié) pour une durée inférieure ou égale à 24 mois (article 12) et l'activité (salariée ou non salariée) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats Membres (article 13).

À compter de cette date, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101 mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale jusqu'à la fin de la période transitoire (1^{er} mai 2012).

Les règlements (CE) n° 1408/71 et n° 574/72 demeurent en vigueur en 2011 avec l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse dans l'attente de l'intégration des nouveaux règlements dans les accords liant les Etats de l'Union européenne à la Suisse à compter du 1^{er} avril 2012 et aux trois Etats membres de l'Espace Economique Européen (Islande, Liechtenstein, Norvège) à compter du 1^{er} juin 2012.

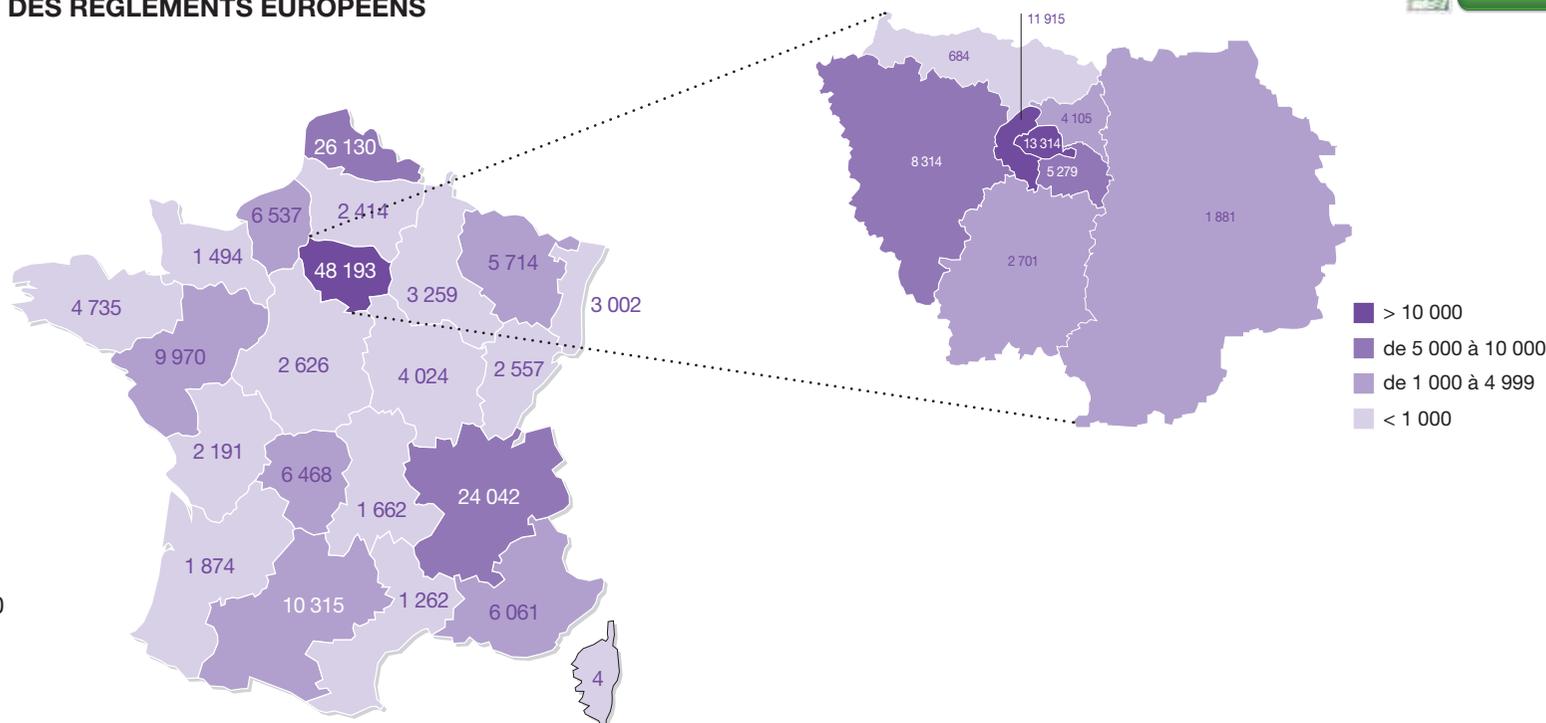
Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

RÉPARTITION PAR RÉGIONS FRANÇAISES D'ORIGINE DES FORMULAIRES ÉMIS DANS LE CADRE DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS



- Guyane 0
- Guadeloupe 0
- La Réunion 73
- Martinique 0

- > 40 000
- de 20 000 à 40 000
- de 5 000 à 19 999
- < 5 000



D DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ

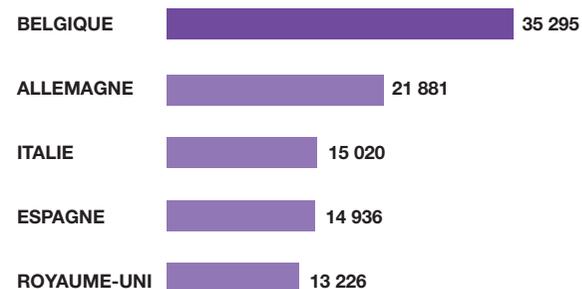
PAYS	DÉTACHEMENTS	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2010
ALLEMAGNE	21 881	23 177
AUTRICHE	1 880	1 733
BELGIQUE	35 295	21 149
BULGARIE	551	493
CHYPRE	137	155
DANEMARK	1 367	1 131
ESPAGNE	14 936	17 010
ESTONIE	159	140
FINLANDE	1 037	1 295
GRÈCE	1 805	2 067
HONGRIE	1 425	1 792
IRLANDE	1 598	1 446
ISLANDE	109	70
ITALIE	15 020	15 449
LETTONIE	120	182
LIECHTENSTEIN	10	44
LITUANIE	191	181
LUXEMBOURG	3 602	3 451
MALTE	364	400
NORVÈGE	1 080	1 141
PAYS-BAS	5 785	5 719
POLOGNE	3 032	3 702
PORTUGAL	3 303	3 059
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 998	1 885
ROUMANIE	2 156	2 496
ROYAUME-UNI	13 226	13 255
SLOVAQUIE	946	773
SLOVÉNIE	433	372

PAYS	DÉTACHEMENTS	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2010
SUÈDE	2 677	2 709
SUISSE	8 133	7 420
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	27 654	28 822
SOUS-TOTAL DÉTACHEMENT	171 910	162 718

PAYS	PLURIACTIVITÉ	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2010
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	6 451	1 014
SOUS-TOTAL PLURIACTIVITÉ	6 451	1 014
TOTAL GÉNÉRAL	178 361	163 732

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

D PRINCIPAUX PAYS DE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS MAINTENUS À UN RÉGIME FRANÇAIS DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 2011



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101

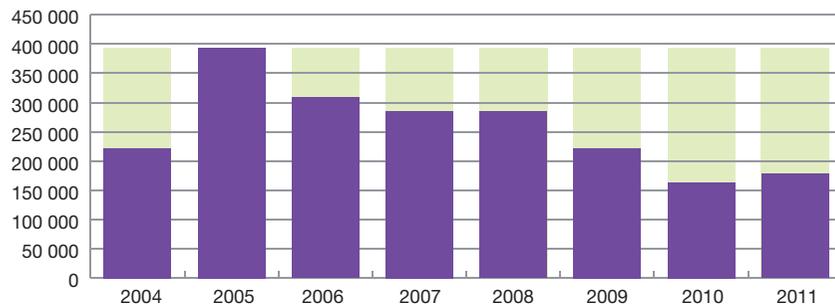


ANNÉE	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101		TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENTS	PLURIACTIVITÉ		
2004	220 364	1 770	222 134	
2005	392 204	1 462	393 666	77,22
2006	307 039	1 824	308 863	-21,54
2007	285 269	664	285 933	-7,42
2008	284 137	567	284 704	-0,43
2009	221 342	624	221 966	-22,04
2010	162 718	1 014	163 732	-26,24
2011	171 910	6 451	178 361	8,93

(1)

(1) En 2004, première année de collecte de ce type d'information, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS DEPUIS 2004





LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des nouveaux règlements européens en vigueur depuis le 1^{er} mai 2010, les accords exceptionnels sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004.

Les accords exceptionnels de l'article 16 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;
- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application de l'article 16 du règlement 883/2004 : "maintien d'affiliation au régime français" est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner, autoriser et transmettre à l'autorité ou institution compétente de l'autre Etat cette demande. Celle-ci, en retour, fait connaître son avis au Cleiss.

Les règlements (CE) n° 1408/71 et n° 574/72 demeurent en vigueur en 2011 avec l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse dans l'attente de l'intégration des nouveaux règlements dans les accords liant les Etats de l'Union européenne à la Suisse à compter du 1^{er} avril 2012 et aux trois Etats membres de l'Espace Economique Européen (Islande, Liechtenstein, Norvège) à compter du 1^{er} juin 2012.

Dans le cadre du règlement 1408/71, 2 cas peuvent se présenter :

■ La prolongation au-delà d'une période d'une année et dans la limite de deux

Le maintien d'affiliation à la législation de l'Etat d'emploi habituel est **soumis à l'autorisation préalable de l'autorité compétente**, ou de l'institution désignée à cet effet, de l'Etat membre **sur le territoire duquel l'intéressé est détaché**.

Cette prolongation peut être admise lorsque la durée du travail à effectuer se prolonge en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée initialement prévue.

Il appartient à l'employeur ou au travailleur non salarié de demander la prolongation du détachement au moyen du formulaire E 102, directement à l'autorité administrative compétente de l'Etat sur le territoire duquel le travailleur est détaché ou à l'institution désignée à cet effet par l'autorité administrative ; le Cleiss en ce qui concerne la France.

■ Le détachement exceptionnel dans le cadre de l'article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71

Dans ce cas, le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est **soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités compétentes des deux Etats** en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ETAT CONCERNÉ		PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ETAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
	FORMULAIRE E102	SELON LES ARTICLES 16 ET 17	
ALLEMAGNE	-	523	203
AUTRICHE	-	9	13
BELGIQUE	-	174	338
BULGARIE	-	-	5
CHYPRE	-	-	1
DANEMARK	-	15	2
ESPAGNE	2	222	101
ESTONIE	-	-	1
FINLANDE	-	13	23
GRÈCE	-	-	13
HONGRIE	-	11	31
IRLANDE	-	19	10
ISLANDE	-	-	-
ITALIE	-	179	190
LETONIE	-	1	-
LIECHTENSTEIN	-	-	-
LITUANIE	-	1	1
LUXEMBOURG	-	6	21
MALTE	-	-	-
NORVÈGE	-	45	54
PAYS-BAS	-	108	43
POLOGNE	-	52	47
PORTUGAL	-	26	15
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	-	13	27
ROUMANIE	-	6	56
ROYAUME-UNI	-	440	201
SLOVAQUIE	-	3	12
SLOVÉNIE	-	-	6
SUÈDE	-	13	14
SUISSE	26	130	147
TOTAL 2011	28	2 009	1 575
TOTAL 2010	883	2 928	1 569
% d'évolution	-96,83	-31,39	0,38

ACCORDS INTERNATIONAUX

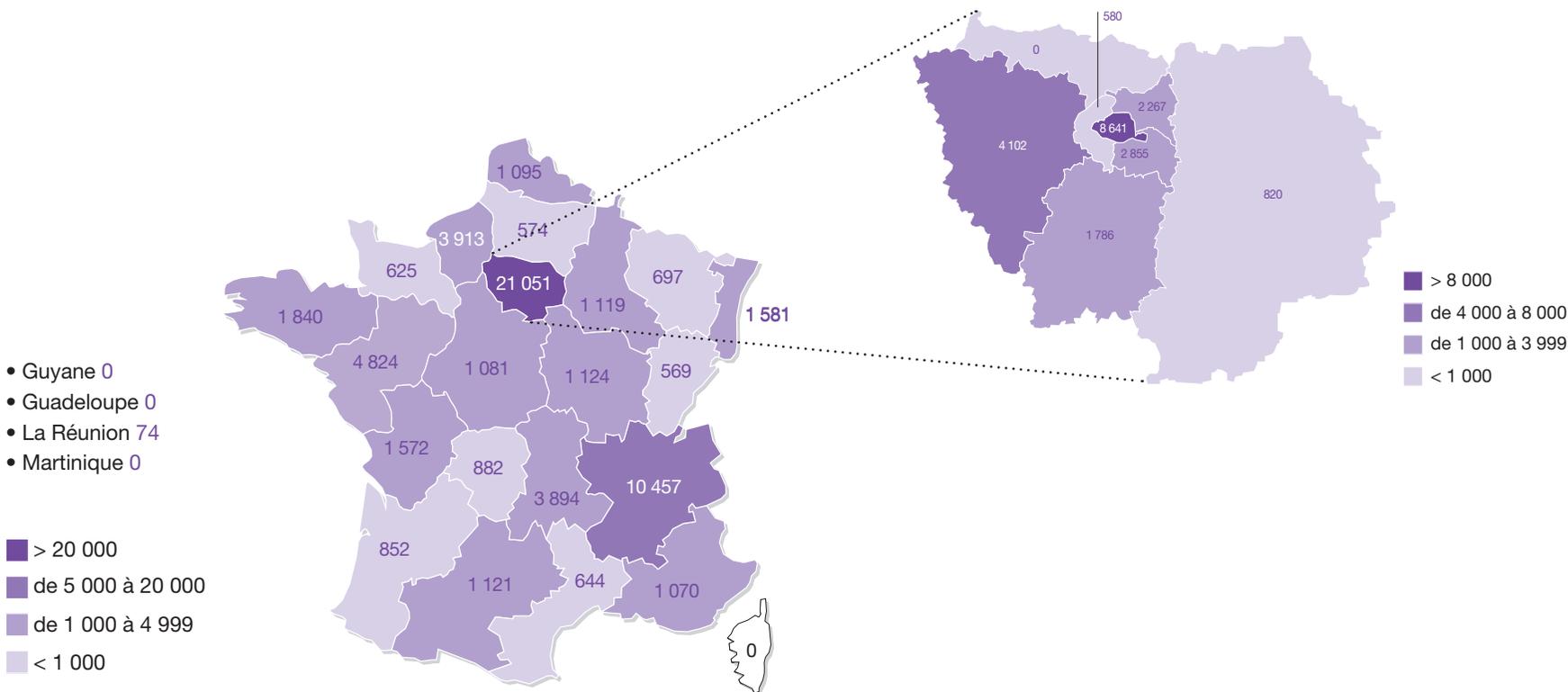
Actuellement, 35 Etats (ou Etats fédérés) et 4 territoires d'outre mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de : Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, puis Mayotte, la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française et Saint Pierre et Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces Etats résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes, notamment en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 129 à 131).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le salarié a la nationalité française ou celle de l'Etat co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du salarié (Andorre, Canada, Chili, Etats-Unis, Monaco et Philippines).

REPARTITION PAR RÉGIONS FRANÇAISES D'ORIGINE DES FORMULAIRES ÉMIS DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX



► MISSIONS ET DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS				TOTAL
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 3 MOIS ET UN AN)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 1 ET 2 ANS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 2 ET 3 ANS) ET JUSQU'À 5 ANS POUR LES USA	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	3 025	188	43	28	3 284
	ANDORRE	388	53	2	0	443
	BÉNIN	252	3	1	1	257
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	56	0	0	0	56
	CAMEROUN	910	54	7	0	971
	CANADA	2 469	103	17	8	2 597
	CAP VERT	112	11	0	0	123
	CHILI	370	15	4	1	390
	CONGO	808	52	2	0	862
	CORÉE	1 127	34	9	2	1 172
	CÔTE D'IVOIRE	474	48	2	0	524
	CROATIE	598	43	2	0	643
	ETATS-UNIS	14 835	551	174	59	15 619
	GABON	674	26	4	0	704
	GUERNESEY	6	0	0	0	6
	AURIGNY	1	0	0	0	1
	HERM	1	0	0	0	1
	JETHOU	2	0	0	0	2
	JERSEY	77	9	0	0	86
	INDE	3 003	119	23	1	3 146
	ISRAËL	921	33	4	1	959
	JAPON	2 108	64	3	4	2 179
	MACÉDOINE	138	8	0	0	146
	MADAGASCAR	665	42	19	0	726
	MALI	377	17	2	2	398
	MAROC	7 288	537	123	64	8 012
	MAURITANIE	168	12	1	1	182
	MONACO	740	450	8	0	1 198
	MONTÉNÉGRO	177	4	0	0	181
	NIGER	209	22	0	0	231
PHILIPPINES	220	7	3	0	230	

MISSIONS ET DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

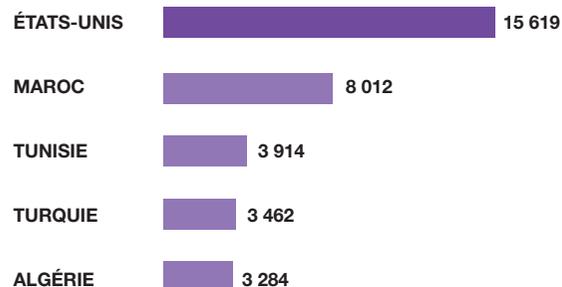


	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS				TOTAL
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 3 MOIS ET UN AN)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 1 ET 2 ANS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 2 ET 3 ANS) ET JUSQU'À 5 ANS POUR LES USA	
CONVENTIONS BILATÉRALES	QUÉBEC	450	128	29	5	612
	SAINT-MARIN	3	0	0	0	3
	SÉNÉGAL	1 342	95	9	13	1 459
	SERBIE	429	15	2	1	447
	TOGO	206	5	1	0	212
	TUNISIE	3 484	324	67	39	3 914
	TURQUIE	3 192	231	30	9	3 462
	SOUS-TOTAL 2011	51 305	3 303	591	239	55 438
	SOUS-TOTAL 2010	50 082	3 059	731	204	54 076
	<i>% Évolution</i>	<i>2,44</i>	<i>7,98</i>	<i>-19,15</i>	<i>17,16</i>	<i>2,52</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	153	2	0	1	156
	NOUVELLE CALÉDONIE	286	120	25	8	439
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	196	22	9	5	232
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	15	0	0	0	15
	SOUS-TOTAL 2011	650	144	34	14	842
	SOUS-TOTAL 2010	663	204	35	12	914
	<i>% Évolution</i>	<i>-1,96</i>	<i>-29,41</i>	<i>-2,86</i>	<i>16,67</i>	<i>-7,88</i>
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (1)	4 195	184	0	0	4 379	
SOUS-TOTAL 2011	4 195	184	0	0	4 379	
SOUS-TOTAL 2010	4 629	81	55	0	4 765	
<i>% Évolution</i>	<i>-9,38</i>	<i>127,16</i>	<i>-100,00</i>	<i>-</i>	<i>-8,10</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	56 150	3 631	625	253	60 659	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	55 374	3 344	821	216	59 755	
<i>% Évolution</i>	<i>1,40</i>	<i>8,58</i>	<i>-23,87</i>	<i>17,13</i>	<i>1,51</i>	

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.



► PRINCIPAUX PAYS DE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS MAINTENUS À UN RÉGIME FRANÇAIS DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 2011



► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS

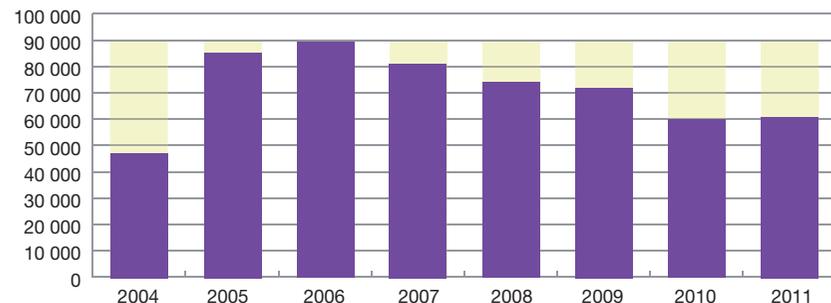
ANNÉE	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS			TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	MISSION (DURÉE < 3 MOIS)	DÉTACHEMENT (ENTRE 3 MOIS ET 1 AN)	DÉTACHEMENT (ENTRE 1 ET 2 ANS)		
2004	44 102	2 775	258	47 394	
2005	81 145	3 953	467	85 857	81,16
2006	84 860	3 875	363	89 335	4,05
2007	77 522	3 436	344	81 530	-8,74
2008	69 957	3 804	547	74 622	-8,47
2009	67 742	3 700	690	72 409	-2,97
2010	55 374	3 344	821	59 755	-17,48
2011	56 150	3 631	625	60 659	1,51

(1) En 2004, première année de collecte des détachements, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.



• Les missions inférieures à 3 mois, dans le cadre des accords internationaux, sont beaucoup plus nombreuses que les détachements autorisés (en moyenne, plus de 93,7 % de missions de moins de 3 mois chaque année depuis 2004).

► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS DEPUIS 2004



• Entre 2006 et 2010, le nombre de missions et détachements dans le cadre des accords internationaux a connu une baisse continue. L'année 2011 marque un léger regain avec une hausse de 1,51 %.

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL



PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ETAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ETAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
ALGÉRIE	1	8
ANDORRE	-	2
BÉNIN	-	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	-	-
CAMEROUN	-	9
CANADA	17	3
CAP-VERT	-	-
CHILI	-	6
CONGO	-	3
CORÉE	13	-
CÔTE D'IVOIRE	-	-
CROATIE	1	2
ETATS-UNIS	-	-
GABON	-	1
GUERNESEY	-	-
AURIGNY	-	-
HERM	-	-
JETHOU	-	-
ISRAËL	4	6
JAPON	-	-
JERSEY	-	-
MACÉDOINE	-	-
MADAGASCAR	-	1
MALI	-	6
MAROC	-	53
MAURITANIE	-	-
MONACO	42	34
MONTENEGRO	-	-
NIGER	-	-

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ETAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ETAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
PHILIPPINES	-	-
QUÉBEC	92	8
SAINT-MARIN	-	-
SÉNÉGAL	-	5
SERBIE	-	2
SUISSE ⁽¹⁾	63	1
TOGO	-	-
TUNISIE	8	27
TURQUIE	3	5
MAYOTTE	-	-
NOUVELLE-CALÉDONIE	1	22
POLYNÉSIE FRANÇAISE	-	1
TOTAL 2011	245	205
TOTAL 2010	386	117
% d'évolution	-36,53	75,21

(1) Pour les ressortissants d'Etats-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975



★ LEGISLATION INTERNE

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- dans un Etat hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre mer autre que Mayotte, la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française et Saint Pierre et Miquelon.

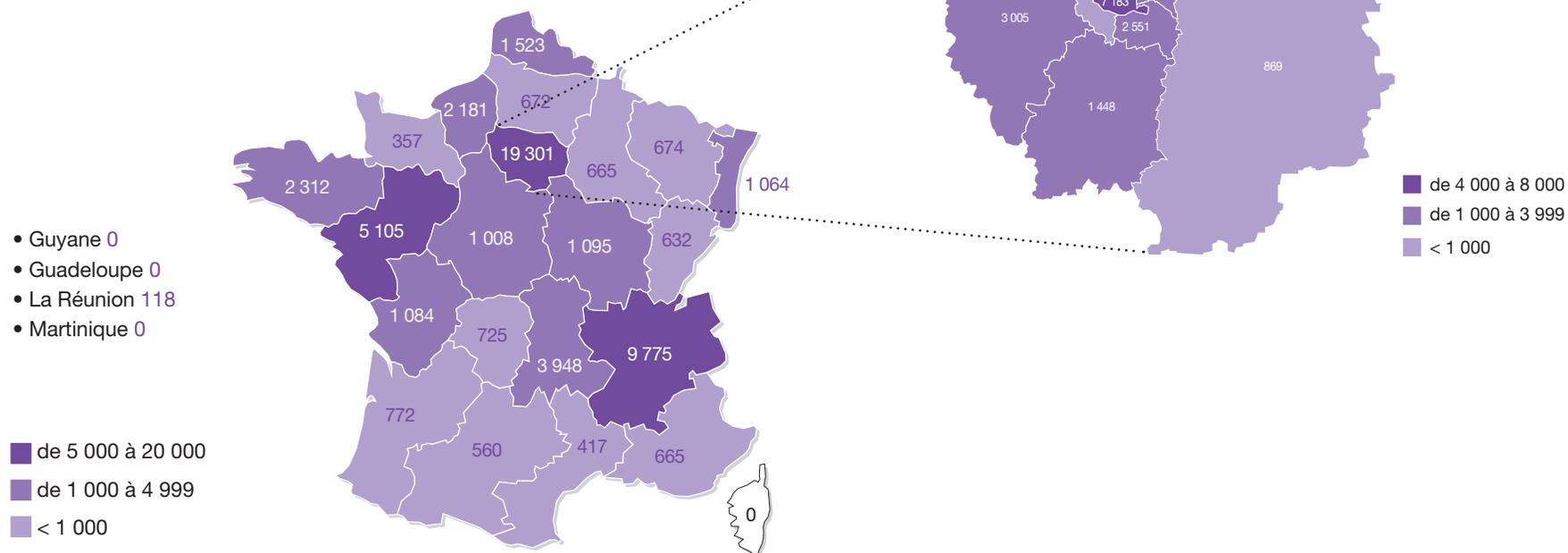
Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché au Danemark, en Islande, en Norvège, au Liechtenstein ou en Suisse n'a pas la nationalité d'un des Etats membres de l'UE-EEE-Suisse ;

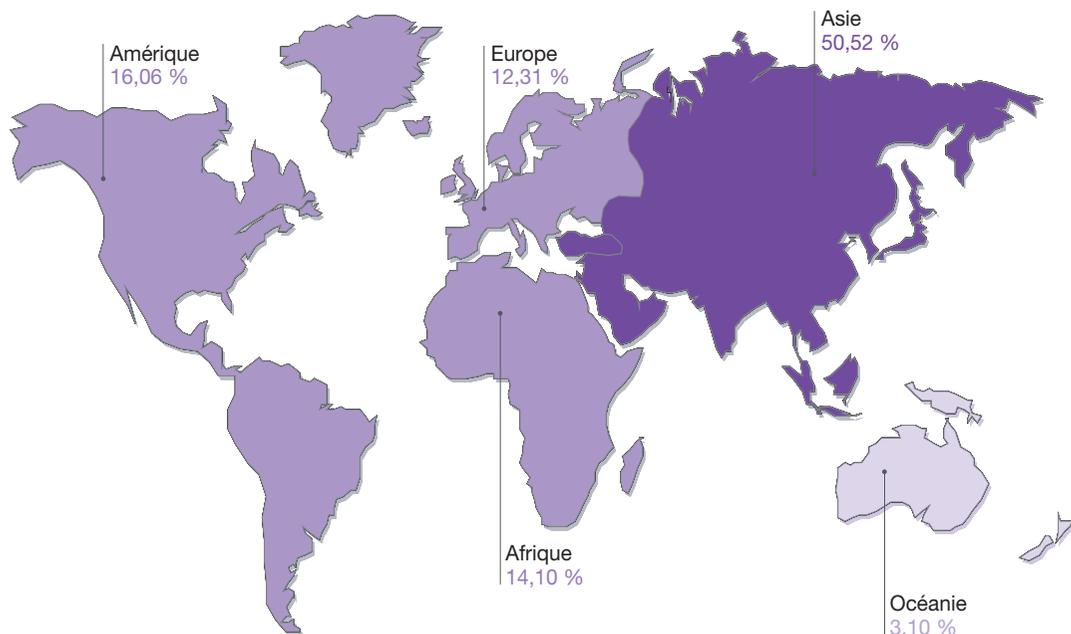
- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'Etat cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 138)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale grâce à la législation française. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

► RÉPARTITION PAR RÉGIONS FRANÇAISES D'ORIGINE DES FORMULAIRES ÉMIS DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION INTERNE



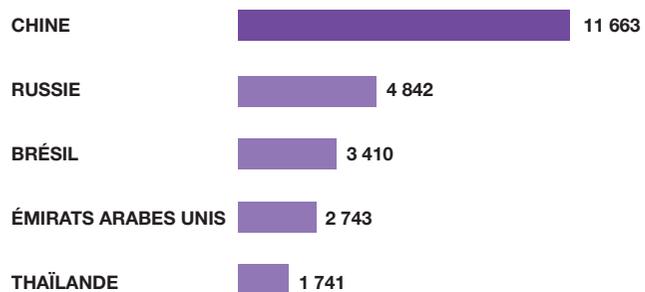
► MISSIONS ET DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2011 DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION INTERNE



i Dans le cadre de la législation interne, plus de la moitié (51 %) des missions et détachements se font vers des pays d'Asie

- > 21%
- de 10% à 20%
- < 5%
- Données géographiques non précisées 3,90 %

► PRINCIPAUX PAYS DE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS MAINTENUS À UN RÉGIME FRANÇAIS DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 2011



► MISSIONS ET DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN (TRAVAILLEURS SALARIÉS)

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS			TOTAL
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS INITIAUX (< À 3 ANS)	PROLONGATIONS (DANS LA LIMITE DE 3 ANS)	
EUROPE	ALBANIE	60	0	0	60
	BIÉLORUSSIE	153	7	0	160
	MOLDAVIE	89	5	1	95
	RUSSIE	4 481	339	22	4 842
	UKRAINE	665	25	6	696
	AUTRES PAYS D'EUROPE	764	100	11	875
	SOUS-TOTAL 2011	6 212	476	40	6 728
	SOUS-TOTAL 2010	5 909	446	32	6 387
	<i>% évolution</i>	<i>5,13</i>	<i>6,73</i>	<i>25,00</i>	<i>5,34</i>
ASIE	AFGHANISTAN	75	99	0	174
	ARABIE SAOUDITE	1 152	57	20	1 229
	CHINE	10 977	568	118	11 663
	EMIRATS ARABES UNIS	2 613	107	23	2 743
	INDONÉSIE	663	52	22	737
	IRAK	62	7	0	69
	IRAN	366	23	1	390
	JORDANIE	325	9	0	334
	KAZAKHSTAN	211	10	1	222
	KOWEIT	265	21	4	290
	LIBAN	613	22	1	636
	MALAISIE	676	51	6	733
	QATAR	985	46	0	1 031
	SINGAPOUR	1 438	54	14	1 506
	SYRIE	116	2	0	118
	TAIWAN	522	9	2	533
	THAÏLANDE	1 669	59	13	1 741
	AUTRES PAYS D'ASIE	3 387	75	2	3 464
	SOUS-TOTAL 2011	26 115	1 271	227	27 613
	SOUS-TOTAL 2010	29 531	1 780	286	31 597
<i>% évolution</i>	<i>-11,57</i>	<i>-28,60</i>	<i>-20,63</i>	<i>-12,61</i>	



► MISSIONS ET DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN (TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE)



	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS			TOTAL
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS INITIAUX (< À 3 ANS)	PROLONGATIONS (DANS LA LIMITE DE 3 ANS)	
AFRIQUE	AFRIQUE DU SUD	1 156	85	10	1 251
	BURKINA	505	14	4	523
	BURUNDI	28	1	0	29
	DJIBOUTI	85	7	2	94
	EGYPTE	1 146	132	24	1 302
	ETHIOPIE	241	13	0	254
	KENYA	275	21	3	299
	LIBYE	200	18	1	219
	ILE MAURICE	500	160	32	692
	OUGANDA	127	5	0	132
	TCHAD	275	131	3	409
	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	2 240	199	65	2 504
	SOUS-TOTAL 2011	6 778	786	144	7 708
	SOUS-TOTAL 2010	7 490	852	188	8 530
<i>% évolution</i>	<i>-9,51</i>	<i>-7,75</i>	<i>-23,40</i>	<i>-9,64</i>	
AMÉRIQUE	ARGENTINE	790	41	7	838
	BOLIVIE	262	14	0	276
	BRÉSIL	3 269	124	17	3 410
	COLOMBIE	323	24	10	357
	COSTA RICA	58	0	0	58
	CUBA	140	3	0	143
	EQUATEUR	171	7	3	181
	HAITI	252	56	24	332
	HONDURAS	80	9	0	89
	MEXIQUE	1 156	192	2	1 350
	NICARAGUA	6	2	0	8
	PARAGUAY	25	2	0	27
	PÉROU	253	5	0	258



MISSIONS ET DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN (TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS			TOTAL
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS INITIAUX (< À 3 ANS)	PROLONGATIONS (DANS LA LIMITE DE 3 ANS)	
AMÉRIQUE	URUGUAY	55	2	0	57
	VENEZUELA	133	5	1	139
	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	1 192	54	6	1 252
	SOUS-TOTAL 2011	8 165	540	70	8 775
	SOUS-TOTAL 2010	7 841	663	146	8 650
	<i>% évolution</i>	<i>4,13</i>	<i>-18,55</i>	<i>-52,05</i>	<i>1,45</i>
OCÉANIE	AUSTRALIE	1 003	62	11	1 076
	FIDJI	7	1	0	8
	NOUVELLE ZÉLANDE	230	16	2	248
	PAPOUASIE	5	4	1	10
	WALLIS ET FUTUNA	0	0	0	0
	AUTRES PAYS D'OCÉANIE	314	38	2	354
	SOUS-TOTAL 2011	1 559	121	16	1 696
	SOUS-TOTAL 2010	1 258	198	1	1 457
	<i>% évolution</i>	<i>23,93</i>	<i>-38,89</i>	<i>1500,00</i>	<i>16,40</i>
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	1 798	333	2	2 133	
SOUS-TOTAL 2011	1 798	333	2	2 133	
SOUS-TOTAL 2010	14 929	88	1	15 018	
<i>% évolution</i>	<i>-87,96</i>	<i>278,41</i>	<i>100,00</i>	<i>-85,80</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	50 627	3 527	499	54 653	
TOTAL GÉNÉRAL 2010	66 958	4 027	654	71 639	
<i>% évolution</i>	<i>-24,39</i>	<i>-12,42</i>	<i>-23,70</i>	<i>-23,71</i>	

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.



► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



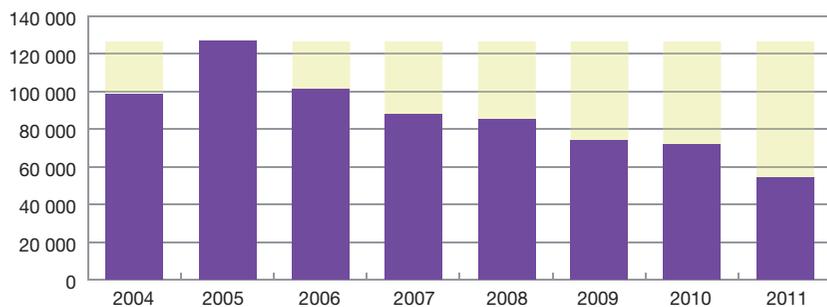
ANNÉE	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS			TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	MISSION (DURÉE < 3 MOIS)	DÉTACHEMENT INITIAL (< 3 ANS)	PROLONGATION (DANS LA LIMITE DE 3 ANS)		
2004	93 275	5 381	104	98 760	(1)
2005	122 430	3 571	174	126 175	27,76
2006	97 601	3 633	106	101 340	-19,68
2007	84 132	3 592	113	87 837	-13,32
2008	79 660	4 875	179	84 714	-3,56
2009	69 637	3 602	484	73 723	-12,97
2010	66 958	4 027	654	71 639	-2,83
2011	50 627	3 527	499	54 653	-23,71

(1) En 2004, première année de collecte des détachements, seules les données du second semestre ont pu être recueillies



• Les missions inférieures à 3 mois, dans le cadre de la législation interne, sont beaucoup plus nombreuses que les détachements ou prolongations autorisés (en moyenne, près de 95 % de missions de moins de 3 mois chaque année depuis 2004).

► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS DEPUIS 2004



• Depuis 2005, le nombre de missions et détachements effectués dans le cadre de la législation interne n'a cessé de diminuer.





|||||
PARTIE 6

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER FRANCE



FLUX FINANCIERS : ÉTRANGER – FRANCE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les pensions de vieillesse et réversion (ou de survivant) et les retraites complémentaires :

→ versées entre les pays appliquant les règlements européens et la France 151 à 153

Les pensions d'invalidité :

→ versées entre les pays appliquant les règlements européens et la France 154 à 156



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de la plupart de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe les pensions de vieillesse versées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France mais aussi les pensions de vieillesse et retraites complémentaires versées par les organismes français à des bénéficiaires résidant dans un autre pays européen (données que l'on retrouve de façon détaillée, au format excel, dans la 3^e partie du rapport).

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

▶ LES PENSIONS DE VIEILLESSE ET RETRAITES COMPLÉMENTAIRES VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2011



PAYS	ORGANISMES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE VIEILLESSE		RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	
		SERVIES EN FRANCE		SERVIES PAR LA FRANCE			
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	Ministère fédéral du travail et des affaires sociales	65 924	229 407 000	62 442	106 725 033	24 231	44 136 107
AUTRICHE	Fédération des institutions d'assurances autrichiennes	2 039	6 312 998	2 355	4 552 685	1 075	3 366 989
BELGIQUE	Office National des Pensions (ONP)	44 090	167 658 695	71 087	202 300 890	50 457	101 828 236
BULGARIE	Institut national de sécurité sociale	37	32 371	145	486 693	142	333 602
CHYPRE	Ministère du Travail et de la sécurité sociale	10	35 892	60	253 968	75	602 133
DANEMARK	Agence des pensions danoises	2 244	17 526 871	479	989 509	443	1 198 804
ESPAGNE	Ministère du travail et des affaires Sociales	40 196	138 001 537	347 219	726 483 466	159 142	202 761 622
ESTONIE	Office d'assurance sociale	nc	nc	10	89 392	9	11 397
FINLANDE	Institut d'assurance sociale	125	220 140	218	444 410	187	458 591
GRÈCE	Institut d'assurances sociales - Caisse générale d'assurance des travailleurs salariés	nc	nc	2 191	6 784 084	1 830	4 756 726
HONGRIE	Administration centrale de l'assurance pension nationale	387	565 681	502	2 185 738	455	1 076 566
IRLANDE	Ministère des affaires sociales et des questions relatives aux communautés locales et à la famille	323	2 433 898	245	783 163	272	847 472
ISLANDE	Administration de l'assurance sociale	3	27 798	10	31 084	14	36 413
ITALIE	Institut national de sécurité sociale	nc	nc	140 889	261 710 695	71 360	87 392 064
LETTONIE	Office national d'assurance sociale (VSSA)	18	49 798	11	53 327	7	8 099
LIECHTENSTEIN	Assurance vieillesse, survivants et invalidité du Liechtenstein	27	129 233	45	108 598	35	136 680
LITUANIE	Fonds national d'assurance sociale	nc	nc	16	57 222	8	33 787
LUXEMBOURG	Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)	12 914	147 605 758	4 356	13 050 995	2 910	9 451 257
MALTE	Direction de la sécurité sociale	18	69 953	40	226 007	61	615 070
NORVÈGE	NAV PENSION	506	7 945 703	323	762 705	218	777 518
PAYS-BAS	Banque d'assurance sociale (SVB)	10 558	65 801 000	3 597	6 519 437	2 680	6 711 397
POLOGNE	Institut Central des Assurances Sociales (ZUS)	3 794	6 690 981	8 558	16 083 152	5 476	3 828 506

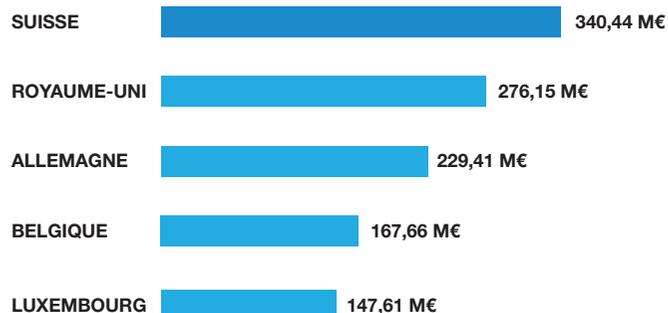
LES PENSIONS DE VIEILLESSE ET RETRAITES COMPLÉMENTAIRES VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2011 (SUITE ET FIN)



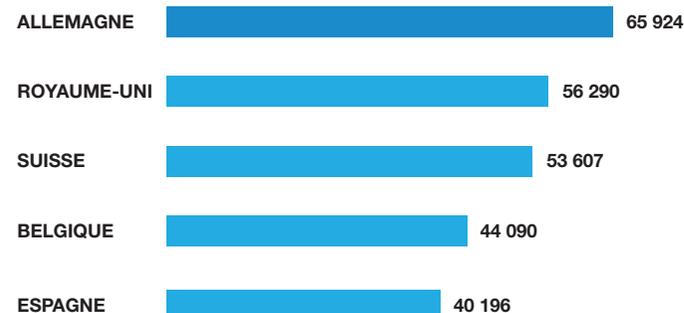
PAYS	ORGANISMES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE VIEILLESSE		RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	
		SERVIES EN FRANCE		SERVIES PAR LA FRANCE			
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
PORTUGAL	Institut de Sécurité Sociale, Centre National des Pensions (CNP)	37 645	84 646 690	202 543	717 812 224	175 258	229 330 825
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	Administration tchèque de la sécurité sociale	nc	nc	490	1 269 873	393	996 137
ROUMANIE	Caisse nationale de retraite et d'autres droits de sécurité sociale	nc	nc	248	1 008 850	243	934 985
ROYAUME-UNI	Ministère du travail et des pensions	56 290	276 145 962	8 106	18 304 685	6 987	26 431 251
SLOVAQUIE	Bureau d'assurance sociale	156	202 237	375	505 330	254	293 040
SLOVÉNIE	Institut slovène d'assurance pension et invalidité	398	396 408	941	2 277 959	512	725 040
SUÈDE	Agence suédoise des pensions	1 919	11 624 861	1 305	2 555 557	1 064	2 849 854
SUISSE	Caisse suisse de compensation	53 607	340 439 687	21 521	62 857 343	16 747	75 749 314
TOTAL 2011		333 228	1 503 971 151	880 327	2 157 274 075	522 545	807 679 482

nc : non communiqué

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PENSIONS DE VIEILLESSE SERVIES EN FRANCE (MONTANT)



PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PENSIONS DE VIEILLESSE SERVIES EN FRANCE (BÉNÉFICIAIRES)



- En 2011, la Suisse a versé 22,6 % du volume global des pensions de vieillesse à des bénéficiaires en France, soit près de 340,5 millions d'euros. Viennent ensuite le Royaume-Uni (18,4 %) et l'Allemagne (15,3 %).
- Ces trois pays regroupent 52,8 % des bénéficiaires en France et représentent 56,3 % des paiements de pensions de vieillesse.
- Réciproquement, les principaux pays dans lesquels la France a versé des pensions de vieillesse en 2011 sont l'Espagne, le Portugal et l'Italie (33,7 % - 33,3 % - 12,1 %). En matière de retraite complémentaire, on retrouve aussi le Portugal et l'Espagne (28,4 % - 25,1 %) ainsi que la Belgique (12,6 %).



► PENSIONS DE VIEILLESSE UE-EEE-SUISSE SERVIES EN FRANCE DE 2004 À 2011



ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE SURVIVANTS		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	174 977	633 221 382	40 981	128 381 080	215 958	761 602 462	
2005	193 475	712 687 587	43 581	143 600 335	237 056	856 287 922	12,43
2006	204 415	797 855 500	45 031	151 007 735	249 446	948 863 235	10,81
2007	208 321	699 668 701	66 349	200 780 268	274 669	900 448 969	-5,10
2008	265 460	1 021 098 572	67 201	209 930 825	332 661	1 231 029 397	36,71
2009	276 900	1 105 159 427	67 926	230 131 962	344 827	1 335 291 389	8,47
2010	286 215	1 080 632 920	68 311	235 804 978	354 526	1 316 437 898	-1,41
2011	279 587	1 284 967 841	53 642	219 003 310	333 228	1 503 971 151	14,25

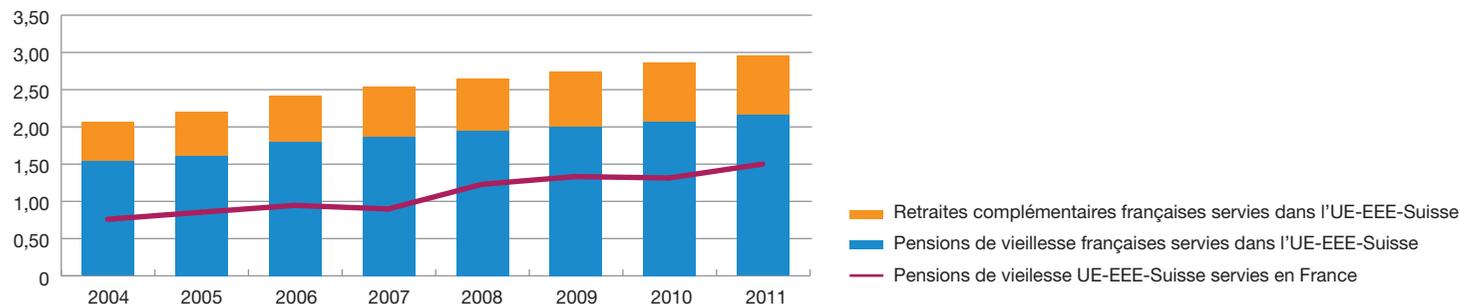
► PENSIONS DE VIEILLESSE ET RETRAITES COMPLEMENTAIRES FRANCAISES SERVIES DANS L'UE-EEE-SUISSE DE 2004 À 2011

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	594 220	1 442 426 400	186 713	95 699 155	321 556	430 147 144	113 386	101 537 528	2 069 810 226	
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	329 850	474 331 510	118 110	110 026 437	2 195 776 508	6,09
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	347 103	505 048 528	122 404	116 345 627	2 421 748 517	10,29
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	356 255	551 149 194	125 615	123 682 034	2 540 090 898	4,89
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	358 222	571 980 005	125 276	127 833 100	2 651 715 177	4,39
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	374 717	608 749 834	128 518	132 771 305	2 741 973 273	3,40
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	383 015	644 885 084	129 406	138 440 543	2 856 809 741	4,19
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	391 362	666 067 803	131 183	141 611 679	2 964 953 557	3,79

Toutes ces données statistiques, collectées par le Cleiss, sont détaillées par régimes dans "Rentés, pensions et allocations - Règlements européens" (Partie 3 du rapport 2011 - fichier au format excel)

► LES PENSIONS VERSÉES EN FRANCE ET DANS L'UE-EEE-SUISSE DEPUIS 2004

Milliards d'euros



Le tableau ci-dessous regroupe les pensions d'invalidité versées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France mais aussi celles versées par les organismes français à des bénéficiaires résidant dans un autre pays européen (données que l'on retrouve de façon détaillée, au format excel, dans la 3^e partie du rapport).

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

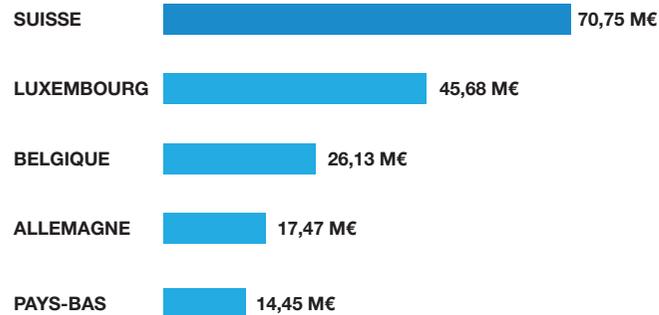
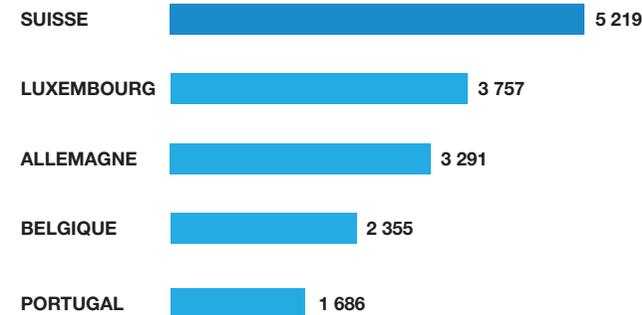


LES PENSIONS D'INVALIDITÉ VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2011

PAYS	ORGANISMES	PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE		PENSIONS D'INVALIDITÉ (Y COMPRIS SURVIVANT INVALIDE) SERVIES PAR LA FRANCE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	Ministère fédéral du travail et des affaires sociales	3 291	17 467 000	686	1 342 589
AUTRICHE	Fédération des institutions d'assurances autrichiennes	30	165 304	30	83 550
BELGIQUE	Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI)	2 355	26 125 452	346	2 423 166
BULGARIE	Institut national de sécurité sociale	0	0	0	0
CHYPRE	Ministère du travail et de la sécurité sociale	0	0	0	0
DANEMARK	Agence des pensions danoises	145	2 254 354	8	24 000
ESPAGNE	Ministère du travail et des affaires Sociales	267	2 522 807	395	2 359 391
ESTONIE	Office d'assurance sociale	nc	nc	0	0
FINLANDE	Institut d'assurance sociale	5	14 559	11	36 513
GRÈCE	Institut d'assurance sociale - Caisse générale d'assurance des travailleurs salariés	nc	nc	11	75 972
HONGRIE	Administration centrale de l'assurance pension nationale	6	30 358	2	1 053
IRLANDE	Ministère des affaires sociales et des questions relatives aux communautés locales et à la famille	10	157 220	3	28 422
ISLANDE	Administration de l'assurance sociale	3	5 592	3	22 346
ITALIE	Institut national de sécurité sociale	nc	nc	238	1 127 284
LETTONIE	Office national d'assurance sociale (VSSA)	1	1 546	0	0
LIECHTENSTEIN	Assurance vieillesse, survivants et invalidité du Liechtenstein	0	0	4	4 904
LITUANIE	Fonds national d'assurance sociale	nc	nc	0	0
LUXEMBOURG	Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)	3 757	45 676 708	141	433 048
MALTE	Direction de la sécurité sociale	0	0	2	31 813
NORVÈGE	NAV PENSION	79	2 034 054	11	16 832
PAYS-BAS	Institut de gestion des assurances sociales (UWV)	899	14 447 641	4	23 937
POLOGNE	Institut Central des Assurances Sociales (ZUS)	27	59 860	29	123 816
PORTUGAL	Institut de Sécurité Sociale, Centre National des Pensions (CNP)	1 686	4 422 838	1 930	8 784 046
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	Administration tchèque de la sécurité sociale	nc	nc	1	3 348
ROUMANIE	Caisse nationale de retraite et d'autres droits de sécurité sociale	nc	nc	2	18 133
ROYAUME-UNI	Ministère du travail et des pensions	1 120	nc	37	255 512
SLOVAQUIE	Bureau d'assurance sociale	3	nc	2	6 496
SLOVÉNIE	Institut slovène d'assurance pension et invalidité	nc	nc	3	4 763
SUÈDE	Agence nationale de sécurité sociale	46	488 598	36	79 812
SUISSE	Caisse suisse de compensation	5 219	70 745 917	212	706 410
TOTAL 2011		18 949	186 619 811	4 147	18 017 155

nc : non communiqué



**PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PENSIONS D'INVALIDITÉ
SERVIES EN FRANCE (MONTANT)****PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES PENSIONS D'INVALIDITÉ
SERVIES EN FRANCE (BÉNÉFICIAIRES)**

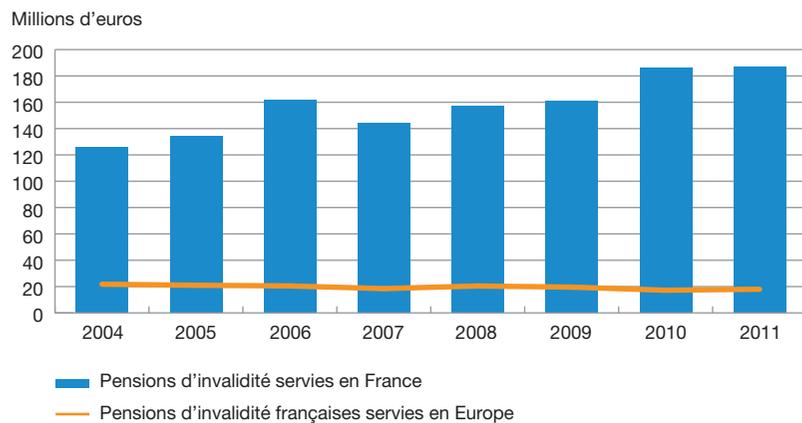
- En 2011, la Suisse représente 37,9 % du volume global des pensions d'invalidité versées à des bénéficiaires en France, soit plus de 70,7 millions d'euros. Viennent ensuite le Luxembourg (24,5 %) et la Belgique (14,0 %).
- Ces trois pays regroupent 59,8 % des bénéficiaires en France et représentent 76,4 % des paiements de pensions d'invalidité.
- Réciproquement, les principaux pays dans lesquels la France a versé des pensions d'invalidité en 2011 sont le Portugal (48,7 %), la Belgique (13,4 %) et l'Espagne (13,1 %).

► ÉVOLUTION DES PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES ET REÇUES PAR LA FRANCE DEPUIS 2004



ANNEES	PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE			PENSIONS D'INVALIDITÉ (Y COMPRIS DE SURVIVANT INVALIDE) SERVIES PAR LA FRANCE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	15 027	125 281 208		5 523	21 806 154	
2005	16 355	134 079 712	7,02	5 097	20 989 070	-3,75
2006	18 497	161 140 647	20,18	4 929	20 485 886	-2,40
2007	18 061	144 115 010	-10,57	4 620	18 461 323	-9,88
2008	18 955	156 794 601	8,80	4 927	20 458 362	10,82
2009	18 914	161 004 229	11,72	4 892	19 584 931	6,09
2010	19 843	185 797 865	28,92	4 356	17 207 714	-6,79
2011	18 949	186 619 811	19,02	4 147	18 017 155	-11,93

Toutes ces données statistiques, collectées par le Cleiss, sont détaillées par régimes dans "Rentés, pensions et allocations - Règlements européens" (Partie 3 du rapport 2011 - fichier au format excel)





|||||
PARTIE 7

MOUVEMENTS MIGRATOIRES



MOUVEMENTS MIGRATOIRES

■ LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE	159 à 164
■ L'IMMIGRATION FAMILIALE	165 à 168
■ LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (IMMATRICULATION DANS LES CONSULATS)	169 à 176



★ LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2011



CONTINENT / PAYS	SALARIÉS								TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL
	PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS	TOTAL SALARIÉS		
AFRIQUE DU NORD	5 284	193	635	194	9	47	5 939	12 301	384	12 685
ALGÉRIE	1 268	1	78	58	8	14	2	1 429	212	1 641
LIBYE	2	2	1	0	0	0	0	5	2	7
MAROC	2 523	128	115	29	1	19	4 999	7 814	54	7 868
TUNISIE	1 491	62	441	107	0	14	938	3 053	116	3 169
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	5 094	113	266	92	3	67	54	5 689	148	5 837
DONT										
BÉNIN	166	0	14	3	0	5	0	188	3	191
CAMEROUN	490	13	31	17	0	5	0	556	15	571
CAP-VERT	29	0	0	0	0	0	0	29	1	30
CONGO	99	5	2	1	0	4	0	111	3	114
CONGO (RÉP. DÉM)	121	2	7	2	0	3	0	135	19	154
CÔTE D'IVOIRE	352	5	15	4	0	6	0	382	4	386
ÉGYPTE	69	15	5	5	0	3	0	97	9	106
GABON	110	6	10	4	0	2	0	132	5	137
GUINÉE (RÉP. DE)	87	0	10	1	1	4	0	103	4	107
MADAGASCAR	187	4	11	5	0	1	1	209	10	219
MALI	1 650	2	13	0	0	2	0	1 667	16	1 683
MAURICE (ÎLE)	111	5	14	7	0	2	41	180	5	185
MAURITANIE	204	0	2	4	0	2	0	212	1	213
NIGER	46	2	0	0	0		0	48	4	52
SÉNÉGAL	946	14	66	26	0	11	10	1 073	20	1 093
TOGO	102	3	6	2	0	1	0	114	2	116
AUTRES PAYS	325	37	60	11	2	16	2	453	27	480
AMÉRIQUE DU NORD	453	511	1 890	137	27	23	4	3 045	226	3 271
CANADA	147	142	241	51	2	6	1	590	98	688
ÉTATS-UNIS	306	369	1 649	86	25	17	3	2 455	128	2 583

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2011 (SUITE)



CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		862	171	756	231	58	24	32	2 134	261	2 395
DONT	ARGENTINE	34	19	96	33	6	2	6	196	19	215
	BRÉSIL	170	95	55	80	12	8	1	421	142	563
	CHILI	29	2	38	18	0	0	6	93	8	101
	COLOMBIE	166	5	90	30	11	1	0	303	29	332
	HAÏTI	129	0	6	1	0	2	0	138	4	142
	MEXIQUE	104	35	165	34	3	2	0	343	40	383
	PÉROU	54	0	13	15	1	0	0	83	1	84
	VENEZUELA	43	4	32	6	0	2	0	87	3	90
AUTRES PAYS	133	11	261	14	25	7	19	470	15	485	
ASIE		2 167	1 275	403	498	13	26	22	4 404	647	5 051
DONT	CHINE (RPC)	934	288	121	178	3	4	0	1 528	254	1 782
	CORÉE DU SUD	48	54	25	21	6	0	0	154	36	190
	INDE	258	559	151	161	1	3	0	1 133	86	1 219
	JAPON	229	277	36	38	3	1	0	584	195	779
	PHILIPPINES	219	18	19	2	0	0	0	258	3	261
	THAÏLANDE	59	10	2	6	0	0	2	79	7	86
	VIETNAM	187	1	12	63	0	1	0	264	36	300
	AUTRES PAYS	233	68	37	29	0	17	20	404	30	434
PROCHE ET MOYEN ORIENT		610	29	80	147	1	15	0	882	116	998
DONT	IRAN	59	5	3	27	0	1	0	95	33	128
	ISRAËL	14	1	12	8	1	9	0	45	6	51
	LIBAN	387	15	25	87	0	3	0	517	56	573
	PAKISTAN	61	2	2	12	0	1	0	78	12	90
	AUTRES PAYS	89	6	38	13	0	1	0	147	9	156

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

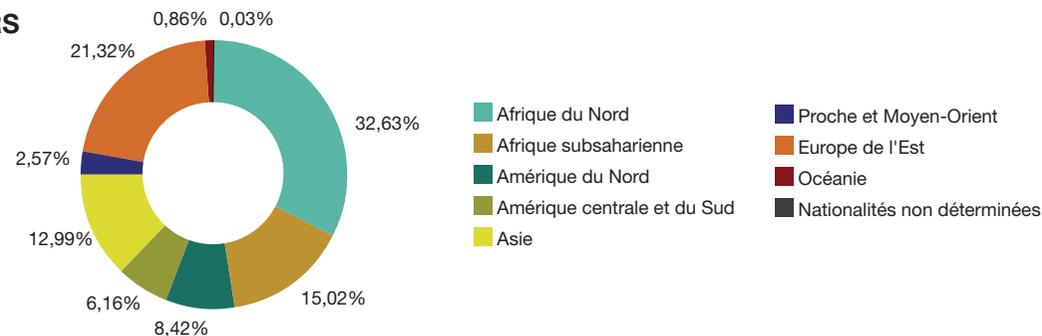


► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2011 (SUITE ET FIN)

CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
EUROPE DE L'EST		4 138	210	1 411	188	85	213	1 909	8 154	136	8 290
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	8	1	3	1	0	0	18	31	0	31
	BULGARIE*	506	3	114	1	3	35	915	1 577	0	1 577
	CROATIE	12	7	15	6	0	0	0	40	5	45
	MACÉDOINE	9	1	2	1	0	0	1	14	1	15
	MOLDAVIE	66	3	28	4	6	2	0	109	1	110
	ROUMANIE*	2 713	22	740	11	6	166	784	4 442	4	4 446
	RUSSIE	221	65	371	83	15	4	1	760	52	812
	SAINT-MARIN	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	SERBIE	74	6	60	11	0	1	18	170	7	177
	TURQUIE	225	82	11	28	0	0	167	513	30	543
	UKRAINE	121	11	22	29	44	2	4	233	20	253
AUTRES PAYS	182	9	45	13	11	3	1	264	16	280	
OCÉANIE		93	58	111	25	7	13	2	309	24	333
DONT	AUSTRALIE	55	54	69	23	5	8	1	215	16	231
	NOUVELLE-ZÉLANDE	15	4	33	2	2	2	1	59	6	65
	AUTRES PAYS	23	0	9	0	0	3	0	35	2	37
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		0	0	0	1	0	0	0	1	10	11
TOTAL GÉNÉRAL		18 701	2 560	5 552	1 513	203	428	7 962	36 919	1 952	38 871

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

* La Roumanie et la Bulgarie figurent dans ce tableau malgré leur appartenance à l'UE depuis 2007. Ces pays sont en phase transitoire en ce qui concerne leur migration au sein de l'espace Shengen.

► RÉPARTITION PAR CONTINENT DES TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE EN 2011


► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS



		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
AFRIQUE DU NORD	TOTAL	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	12 024	12 685
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	1 582	1 938	2 594	3 878	5 227	4 436	4 567	5 337
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 142	1 038	1 060	1 065	1 169	778	1 127	1 025
	Saisonniers	8 039	7 623	6 884	6 308	6 728	6 696	5 890	5 939
	Total salariés	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	11 584	12 301
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	440	384
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	TOTAL	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 486	5 837
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	692	890	1 221	1 850	3 796	5 322	4 713	5 199
	Total autorisations provisoires et autres catégories	377	614	690	693	690	463	552	436
	Saisonniers	0	0	8	1	12	0	36	54
	Total salariés	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 301	5 689
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	185	148
AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	3 023	3 271
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	498	645	739	776	1 073	655	895	903
	Total autorisations provisoires et autres catégories	2 347	2 377	2 541	2 193	2 093	1 292	1 874	2 138
	Saisonniers	0	0	5	16	5	0	7	4
	Total salariés	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	2 776	3 045
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	247	226
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	TOTAL	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 351	2 394
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	286	571	583	983	1 025	874	1 005	1 000
	Total autorisations provisoires et autres catégories	107	1 364	1 445	1 025	1 213	580	1 044	1 101
	Saisonniers	0	0	73	65	68	0	46	32
	Total salariés	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 095	2 133
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	256	261



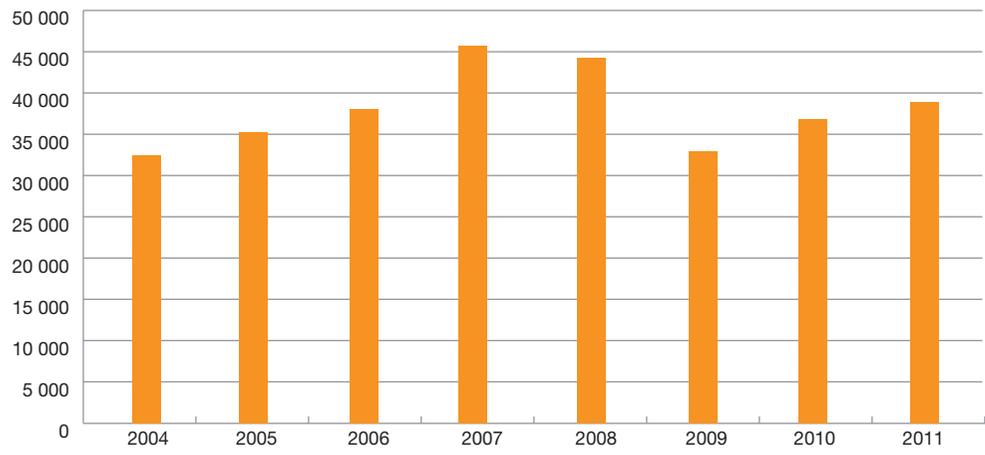
► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS (SUITE ET FIN)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ASIE	TOTAL	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	5 097	5 051
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	936	1 375	1 552	2 307	3 112	2 765	3 174	3 121
	Total autorisations provisoires et autres catégories	14	1 704	1 849	1 695	1 771	898	1 329	1 261
	Saisonniers	0	0	3	9	8	0	18	22
	Total salariés	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	4 521	4 404
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	576	647
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	TOTAL	346	821	863	1 190	1 164	794	960	998
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	296	455	519	769	765	627	562	634
	Total autorisations provisoires et autres catégories	50	366	344	420	398	167	273	248
	Saisonniers	0	0	0	1	1	0	0	0
	Total salariés	346	821	863	1 190	1 164	794	835	882
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	125	116
EUROPE DE L'EST	TOTAL	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 446	8 289
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	1 406	2 524	2 688	5 901	7 449	4 463	4 299	4 293
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 487	2 408	2 495	2 386	2 237	1 103	1 576	1 951
	Saisonniers	7 356	8 192	10 229	12 523	4 739	839	1 428	1 909
	Total salariés	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 303	8 153
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	143	136
OCÉANIE	TOTAL	54	282	322	311	346	180	298	333
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	54	88	95	102	131	86	124	150
	Total autorisations provisoires et autres catégories	0	194	225	208	211	94	149	157
	Saisonniers	0	0	2	1	4	0	3	2
	Total salariés	54	282	322	311	346	180	276	309
	Total non salariés	0	0	0	0	0	0	22	24
NATIONALITÉS NON DÉTERMINÉES		5 764	840	34	562	306	746	2	13
TOTAL GÉNÉRAL		32 433	35 206	37 878	45 737	44 231	32 884	36 687	38 871

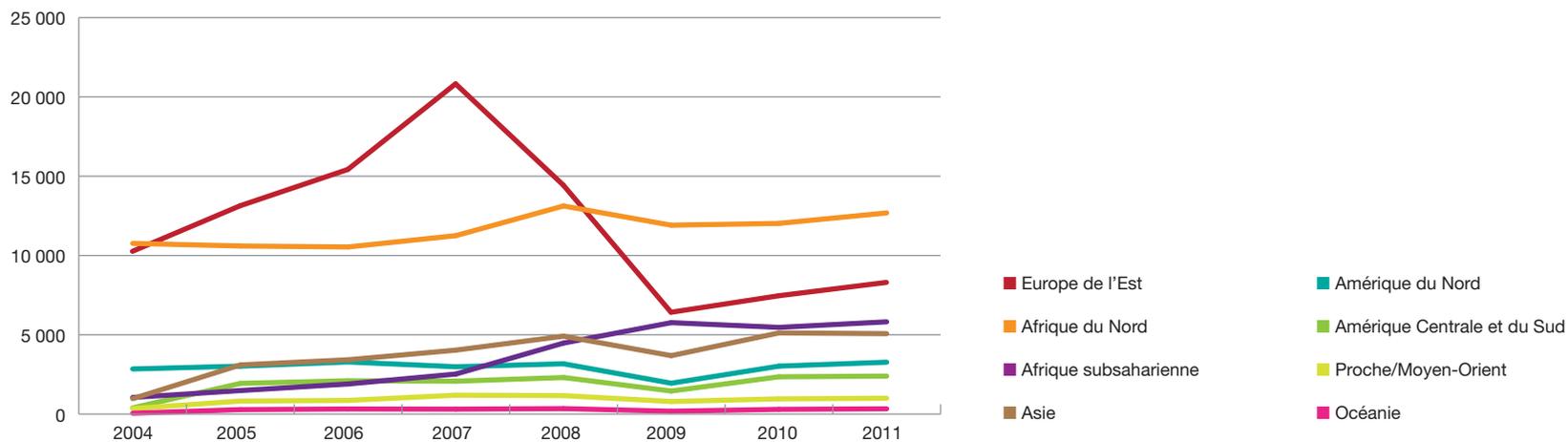


ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE CES 8 DERNIÈRES ANNÉES

 [VERSION EXCEL](#)



IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS - HISTORIQUE PAR CONTINENT



IMMIGRATION FAMILIALE

FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2011 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL



CONTINENT / PAYS		2 002		2 010		2 011		% ÉVOLUTION 2011/2002	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AFRIQUE DU NORD		9 989	16 755	6 584	8 561	6 333	8 306	-36,60%	-50,43%
	ALGÉRIE	3 858	5 594	2 761	3 360	2 684	3 363	-30,43%	-39,88%
	MAROC	4 789	8 656	2 439	3 164	2 286	2 996	-52,27%	-65,39%
	TUNISIE	1 342	2 505	1 384	2 037	1 363	1 947	1,56%	-22,28%
AFRIQUE		1 188	1 905	1 362	1 961	1 676	2 471	41,08%	29,71%
DONT	BÉNIN	19	25	46	71	27	34	42,11%	36,00%
	CAMEROUN	182	284	279	401	313	450	71,98%	58,45%
	CAP-VERT	47	77	25	29	27	34	-42,55%	-55,84%
	CONGO	154	233	71	102	70	109	-54,55%	-53,22%
	CONGO (RÉP. DÉM)	-	-	-	-	39	66	-	-
	CÔTE D'IVOIRE	114	176	247	328	241	337	111,40%	91,48%
	ÉGYPTE	-	-	-	-	44	74	-	-
	GABON	34	56	36	39	36	51	5,88%	-8,93%
	GUINÉE (RÉP. DE)	-	-	-	-	73	112	-	-
	MADAGASCAR	114	168	134	182	108	149	-5,26%	-11,31%
	MALI	205	324	102	163	142	214	-30,73%	-33,95%
	MAURICE (ÎLE)	-	-	-	-	28	35	-	-
	MAURITANIE	15	31	29	53	22	33	46,67%	6,45%
	NIGER	3	13	4	5	13	19	333,33%	46,15%
	SÉNÉGAL	301	518	333	508	297	459	-1,33%	-11,39%
	TOGO	-	-	56	80	50	70	-	-
	AUTRES PAYS	-	-	-	-	146	225	-	-
AMÉRIQUE DU NORD		402	848	18	23	13	15	-96,77%	-98,23%
	CANADA	96	194	12	14	8	8	-91,67%	-95,88%
	ÉTATS-UNIS	306	654	6	9	5	7	-98,37%	-98,93%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2011 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE)



CONTINENT / PAYS		2 002		2 010		2 011		% ÉVOLUTION 2011/2002	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		0	0	5	8	398	738	-	-
DONT	ARGENTINE	-	-	-	-	3	3	-	-
	BRÉSIL	-	-	-	-	66	90	-	-
	CHILI	-	-	5	8	4	8	-	-
	COLOMBIE	-	-	-	-	22	26	-	-
	HAÏTI	-	-	-	-	208	480	-	-
	MEXIQUE	-	-	-	-	7	12	-	-
	PÉROU	-	-	-	-	22	26	-	-
	VÉNÉZUELA	-	-	-	-	3	5	-	-
	AUTRES PAYS	-	-	-	-	63	88	-	-
ASIE		39	56	64	76	697	877	1687,18%	1466,07%
DONT	CHINE (RPC)	-	-	-	-	254	302	-	-
	CORÉE DU SUD	-	-	11	11	12	12	-	-
	INDE	-	-	-	-	47	69	-	-
	JAPON	-	-	16	16	20	23	-	-
	PHILIPPINES	39	56	37	49	71	92	82,05%	64,29%
	THAÏLANDE	-	-	-	-	48	60	-	-
	VIETNAM	-	-	-	-	71	89	-	-
	AUTRES PAYS	-	-	-	-	174	230	-	-
PROCHE ET MOYEN ORIENT		10	19	1	1	178	286	1680,00%	1405,26%
DONT	IRAN	-	-	-	-	22	26	-	-
	ISRAËL	10	19	1	1	0	0	-100,00%	-100,00%
	LIBAN	-	-	-	-	59	84	-	-
	PAKISTAN	-	-	-	-	59	114	-	-
	AUTRES PAYS	-	-	-	-	38	62	-	-

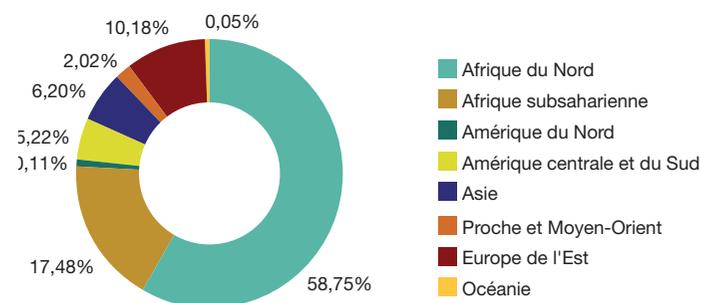
Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.



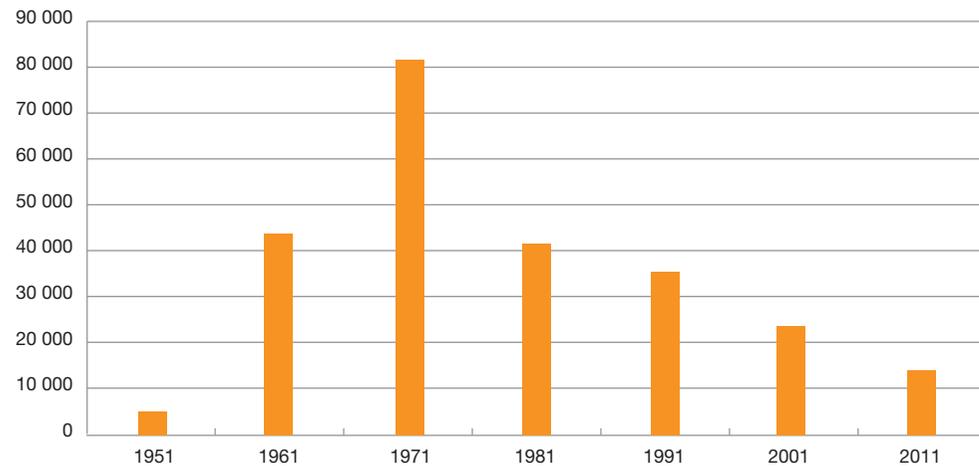
FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2011 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE ET FIN)

CONTINENT / PAYS		2 002		2 010		2 011		% ÉVOLUTION 2011/2002	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
EUROPE DE L'EST		2 131	3 213	813	1 382	895	1 439	-58,00%	-55,21%
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	18	26	34	54	22	29	22,22%	11,54%
	CROATIE	12	13	7	10	1	2	-91,67%	-84,62%
	MACÉDOINE	13	23	16	34	7	10	-46,15%	-56,52%
	MOLDAVIE	-	-	-	-	24	32	-	-
	ROUMANIE	101	150	-	-	0	0	-100,00%	-100,00%
	RUSSIE	-	-	-	-	46	60	-	-
	SERBIE	-	-	65	105	60	89	-	-
	TURQUIE	1 899	2 871	691	1 179	604	1 020	-68,19%	-64,47%
	UKRAINE	-	-	-	-	33	47	-	-
	AUTRES PAYS	88	130	-	-	98	150	11,36%	15,38%
OCÉANIE		0	0	0	0	2	7	-	-
DONT	AUSTRALIE	-	-	-	-	0	0	-	-
	NOUVELLE-ZÉLANDE	-	-	-	-	1	2	-	-
	AUTRES PAYS	-	-	-	-	1	5	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		-	-	-	-	0	0	-	-
TOTAL GÉNÉRAL		13 759	22 796	8 847	12 012	10 192	14 139	-25,92%	-37,98%

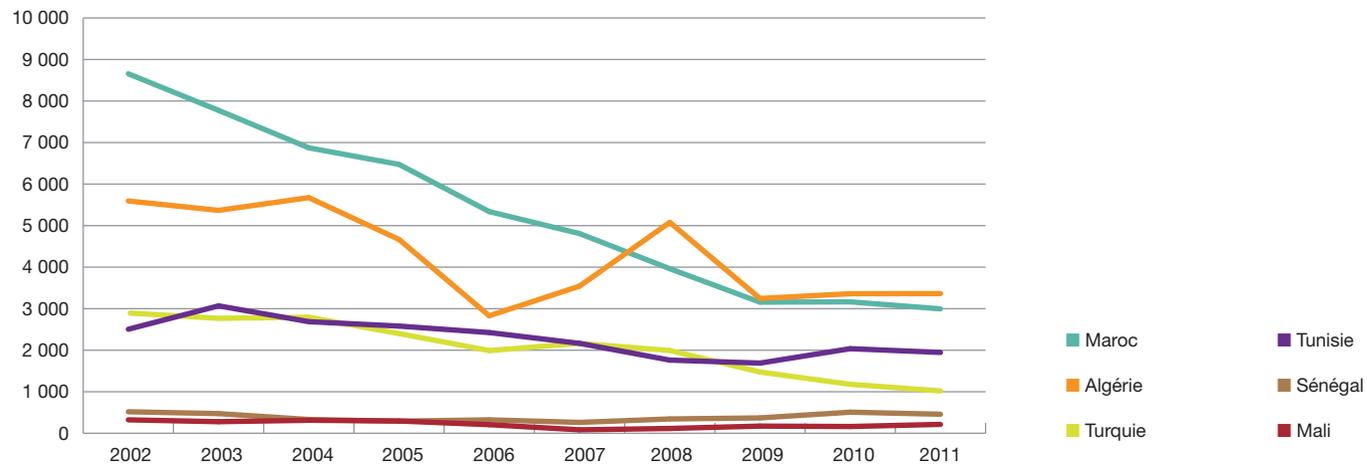
Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

RÉPARTITION PAR CONTINENT DE L'IMMIGRATION FAMILIALE EN FRANCE EN 2011


► L'IMMIGRATION FAMILIALE DEPUIS 60 ANS



► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES OU RÉGULARISÉES EN FRANCE CES 10 DERNIÈRES ANNÉES AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL



LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

(REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE)

La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2011 a augmenté de 90 302 personnes et s'élève à 1 594 303, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2010.

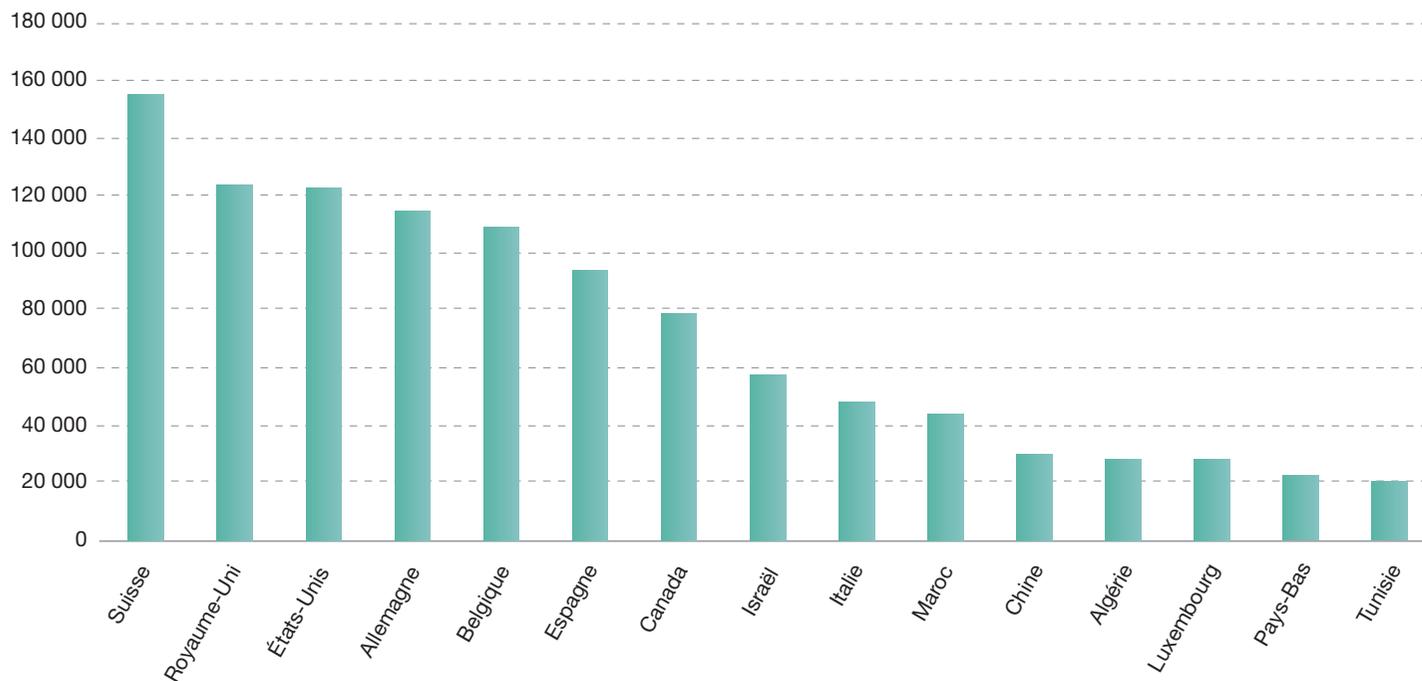
Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de près de 45 % en 10 ans, avec une croissance annuelle moyenne stabilisée autour des 4 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,6 millions de personnes.

LES 15 PAYS OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST LA PLUS IMPORTANTE EN 2011

 VERSION EXCEL



En 2011, ces 15 pays représentent 67,9 % de la population française à l'étranger. Le Royaume-Uni et la Chine ont gagné un échelon dans ce classement depuis l'année dernière.

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS



CONTINENTS/PAYS	2002	2010		2011		VARIATION EN NOMBRE 2011/2010	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2011/2010	ANNUEL MOYEN 2011/2002	SUR 10 ANS
EUROPE OCCIDENTALE	563 977	737 300	46,25	780 645	48,96	+ 43 345	5,88	3,68	38,42
DONT									
ALLEMAGNE	96 619	111 742	7,01	114 372	7,17	+ 2 630	2,35	1,89	18,37
ANDORRE	3 159	3 454	0,22	3 288	0,21	- 166	-4,81	0,45	4,08
AUTRICHE	5 250	7 482	0,47	8 024	0,50	+ 542	7,24	4,83	52,84
BELGIQUE	76 953	101 236	6,35	109 426	6,86	+ 8 190	8,09	3,99	42,20
CHYPRE	928	1 323	0,08	1 339	0,08	+ 16	1,21	4,16	44,29
DANEMARK	3 348	4 903	0,31	5 214	0,33	+ 311	6,34	5,05	55,73
ESPAGNE	56 867	89 391	5,61	94 056	5,90	+ 4 665	5,22	5,75	65,40
FINLANDE	1 480	2 249	0,14	2 569	0,16	+ 320	14,23	6,32	73,58
GRÈCE	8 175	11 355	0,71	11 226	0,70	- 129	-1,14	3,59	37,32
IRLANDE	4 720	8 589	0,54	8 881	0,56	+ 292	3,40	7,28	88,16
ISLANDE	196	309	0,02	341	0,02	+ 32	10,36	6,35	73,98
ITALIE	35 682	46 554	2,92	48 352	3,03	+ 1 798	3,86	3,43	35,51
LUXEMBOURG	17 804	26 136	1,64	28 720	1,80	+ 2 584	9,89	5,46	61,31
MALTE	220	399	0,03	497	0,03	+ 98	24,56	9,48	125,91
MONACO	9 454	8 302	0,52	7 792	0,49	- 510	-6,14	-2,13	-17,58
NORVÈGE	2 792	4 760	0,30	5 034	0,32	+ 274	5,76	6,77	80,30
PAYS-BAS	18 276	23 593	1,48	23 934	1,50	+ 341	1,45	3,04	30,96
PORTUGAL	10 455	15 049	0,94	15 572	0,98	+ 523	3,48	4,53	48,94
ROYAUME-UNI	85 823	113 655	7,13	123 306	7,73	+ 9 651	8,49	4,11	43,67
SUÈDE	4 057	5 585	0,35	6 329	0,40	+ 744	13,32	5,07	56,00
SUISSE	118 043	145 108	9,10	155 743	9,77	+ 10 635	7,33	3,13	31,94
TURQUIE	3 648	6 109	0,38	6 630	0,42	+ 521	8,53	6,86	81,74
AUTRES PAYS	28	17	0,00	0	0,00	- 17	-100,00	-100,00	-100,00

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2011.



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

CONTINENTS/PAYS		2002	2010		2011		VARIATION EN NOMBRE 2011/2010	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2011/2010	ANNUEL MOYEN 2011/2002	SUR 10 ANS
EUROPE DE L'EST		17 199	28 403	1,89	29 847	1,87	+ 1 444	5,08	6,32	73,54
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	183	280	0,02	318	0,02	+ 38	13,57	6,33	73,77
	BULGARIE	542	897	0,06	1 004	0,06	+ 107	11,93	7,09	85,24
	CROATIE	599	900	0,06	925	0,06	+ 25	2,78	4,95	54,42
	ESTONIE	66	146	0,01	182	0,01	+ 36	24,66	11,93	175,76
	HONGRIE	1 614	2 338	0,16	2 413	0,15	+ 75	3,21	4,57	49,50
	LETTONIE	90	166	0,01	193	0,01	+ 27	16,27	8,85	114,44
	LITUANIE	193	369	0,02	379	0,02	+ 10	2,71	7,79	96,37
	MACÉDOINE	186	297	0,02	201	0,01	- 96	-32,32	0,87	8,06
	POLOGNE	5 052	5 381	0,36	5 757	0,36	+ 376	6,99	1,46	13,95
	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 554	2 720	0,18	2 983	0,19	+ 263	9,67	7,51	91,96
	ROUMANIE	1 577	2 985	0,20	2 979	0,19	- 6	-0,20	7,32	88,90
	RUSSIE	2 700	5 417	0,36	5 752	0,36	+ 335	6,18	8,77	113,04
	SLOVAQUIE	316	1 017	0,07	895	0,06	- 122	-12,00	12,26	183,23
	SLOVÉNIE	388	667	0,04	682	0,04	+ 15	2,25	6,47	75,77
	SERBIE	732	1 502	0,10	1 591	0,10	+ 89	5,93	9,01	117,35
	UKRAINE	295	987	0,07	1 016	0,06	+ 29	2,94	14,73	244,41
	AUTRES PAYS	1 112	2 334	0,16	2 577	0,16	+ 243	10,41	9,79	131,74
AMÉRIQUE DU NORD		140 304	186 462	12,40	202 014	12,67	+ 15 552	8,34	4,13	43,98
	CANADA	52 017	71 404	4,75	79 328	4,98	+ 7 924	11,10	4,80	52,50
	ÉTATS-UNIS	88 287	115 058	7,65	122 686	7,70	+ 7 628	6,63	3,72	38,96

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2011.

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)



CONTINENTS/PAYS	2002	2010		2011		VARIATION EN NOMBRE 2011/2010	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2011/2010	ANNUEL MOYEN 2011/2002	SUR 10 ANS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	68 972	92 633	6,16	97 117	6,09	+ 4 484	4,84	3,88	40,81
DONT									
ARGENTINE	13 490	14 234	0,95	14 390	0,90	+ 156	1,10	0,72	6,67
BRÉSIL	13 918	18 757	1,25	19 858	1,25	+ 1 101	5,87	4,03	42,68
CHILI	6 521	10 595	0,70	11 046	0,69	+ 451	4,26	6,03	69,39
COLOMBIE	3 656	4 119	0,27	4 545	0,29	+ 426	10,34	2,45	24,32
MEXIQUE	11 293	16 404	1,09	17 315	1,09	+ 911	5,55	4,86	53,33
PÉROU	2 411	3 470	0,23	3 713	0,23	+ 243	7,00	4,91	54,00
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1 756	3 447	0,23	3 818	0,24	+ 371	10,76	9,01	117,43
URUGUAY	2 139	2 836	0,19	2 824	0,18	- 12	-0,42	3,13	32,02
VÉNÉZUELA	4 194	4 913	0,33	4 970	0,31	+ 57	1,16	1,90	18,50
AUTRES PAYS	9 594	13 858	0,92	14 638	0,92	+ 780	5,63	4,81	52,57
AFRIQUE DU NORD	56 014	90 153	5,99	94 789	5,95	+ 4 636	5,14	6,02	69,22
DONT									
ALGÉRIE	12 541	28 287	1,88	28 830	1,81	+ 543	1,92	9,69	129,89
MAROC	28 078	41 129	2,73	44 000	2,76	+ 2 871	6,98	5,12	56,71
TUNISIE	15 079	19 995	1,33	21 552	1,35	+ 1 557	7,79	4,05	42,93
AUTRES PAYS	316	742	0,05	407	0,03	- 335	-45,15	2,85	28,80
AFRIQUE FRANCOPHONE	100 092	112 441	7,48	116 862	7,33	+ 4 421	3,93	1,74	16,75
DONT									
BÉNIN	3 349	3 584	0,24	3 694	0,23	+ 110	3,07	1,10	10,30
CAMEROUN	6 046	5 881	0,39	6 183	0,39	+ 302	5,14	0,25	2,27
CONGO	2 617	4 512	0,30	5 083	0,32	+ 571	12,66	7,66	94,23
CÔTE D'IVOIRE	16 120	13 094	0,87	13 221	0,83	+ 127	0,97	-2,18	-17,98
DJIBOUTI	4 548	4 901	0,33	5 142	0,32	+ 241	4,92	1,37	13,06
GABON	8 563	10 960	0,73	11 217	0,70	+ 257	2,34	3,05	30,99
MADAGASCAR	17 868	19 930	1,33	19 864	1,25	- 66	-0,33	1,18	11,17
MALI	4 091	4 443	0,30	4 815	0,30	+ 372	8,37	1,83	17,70
ÎLE MAURICE	6 462	9 109	0,61	9 780	0,61	+ 671	7,37	4,71	51,35
MAURITANIE	1 507	1 926	0,13	2 127	0,13	+ 201	10,44	3,90	41,14
NIGER	1 442	1 572	0,10	1 558	0,10	- 14	-0,89	0,86	8,04
SÉNÉGAL	14 528	16 817	1,12	17 729	1,11	+ 912	5,42	2,24	22,03
TOGO	2 694	2 858	0,19	3 007	0,19	+ 149	5,21	1,23	11,62
AUTRES PAYS	10 257	12 854	0,85	13 442	0,84	+ 588	4,57	3,05	31,05

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2011.

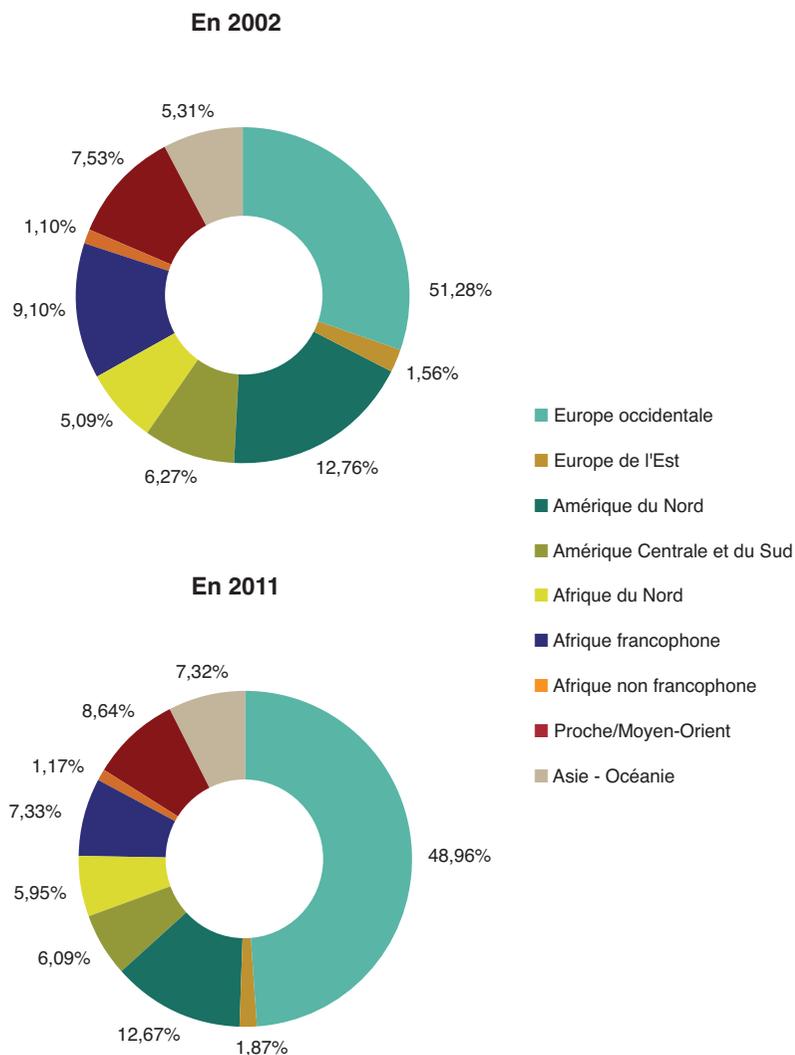


REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE ET FIN)

CONTINENTS/PAYS		2002	2010		2011		VARIATION EN NOMBRE 2011/2010	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2011/2010	ANNUEL MOYEN 2011/2002	SUR 10 ANS
AFRIQUE NON FRANCOPHONE		12 092	17 475	1,16	18 621	1,17	+ 1 146	6,56	4,91	53,99
DONT	AFRIQUE DU SUD	5 438	7 054	0,47	7 108	0,45	+ 54	0,77	3,02	30,71
	ANGOLA	1 107	1 859	0,12	2 070	0,13	+ 211	11,35	7,20	86,99
	CAP-VERT	196	337	0,02	389	0,02	+ 52	15,43	7,91	98,47
	KENYA	814	1 153	0,08	1 366	0,09	+ 213	18,47	5,92	67,81
	NIGÉRIA	1 328	1 699	0,11	1 826	0,11	+ 127	7,47	3,60	37,50
	AUTRES PAYS	3 209	5 373	0,36	5 862	0,37	+ 489	9,10	6,92	82,67
PROCHE/MOYEN-ORIENT		82 786	133 769	8,89	137 679	8,64	+ 3 910	2,92	5,81	66,31
DONT	ARABIE SAOUDITE	3 943	4 796	0,32	5 306	0,33	+ 510	10,63	3,35	34,57
	ÉGYPTE	4 123	6 381	0,42	6 483	0,41	+ 102	1,60	5,16	57,24
	ÉMIRATS ARABES UNIS	5 131	12 453	0,83	14 352	0,90	+ 1 899	15,25	12,11	179,71
	ISRAËL	38 157	59 018	3,92	58 840	3,69	- 178	-0,30	4,93	54,20
	JÉRUSALEM	9 463	19 730	1,31	19 708	1,24	- 22	-0,11	8,49	108,26
	LIBAN	15 691	19 725	1,31	21 428	1,34	+ 1 703	8,63	3,52	36,56
	AUTRES PAYS	6 278	11 666	0,78	11 562	0,73	- 104	-0,89	7,02	84,17
ASIE - OCÉANIE		58 423	105 365	7,01	116 729	7,32	+ 11 364	10,79	7,99	99,80
DONT	AUSTRALIE	11 556	15 821	1,05	18 323	1,15	+ 2 502	15,81	5,26	58,56
	CAMBODGE	1 976	3 436	0,23	3 897	0,24	+ 461	13,42	7,84	97,22
	CHINE	9 244	27 207	1,81	30 305	1,90	+ 3 098	11,39	14,10	227,83
	CORÉE DU SUD	1 478	1 989	0,13	1 993	0,13	+ 4	0,20	3,38	34,84
	INDE	8 134	9 004	0,60	9 595	0,60	+ 591	6,56	1,85	17,96
	INDONÉSIE	1 751	2 917	0,19	3 564	0,22	+ 647	22,18	8,22	103,54
	JAPON	5 909	7 262	0,48	7 480	0,47	+ 218	3,00	2,65	26,59
	NOUVELLE ZÉLANDE	1 307	3 304	0,22	3 512	0,22	+ 208	6,30	11,61	168,71
	PHILIPPINES	1 198	1 956	0,13	2 272	0,14	+ 316	16,16	7,37	89,65
	SINGAPOUR	3 290	7 706	0,51	9 197	0,58	+ 1 491	19,35	12,10	179,54
	THAÏLANDE	3 972	9 261	0,62	9 788	0,61	+ 527	5,69	10,54	146,42
	VIET-NAM	2 558	5 672	0,38	6 164	0,39	+ 492	8,67	10,27	140,97
	AUTRES PAYS	6 050	9 830	0,65	10 639	0,67	+ 809	8,23	6,47	75,85
POPULATION INSCRITE TOTALE		1 099 859	1 504 001	100,00	1 594 303	100,00	+ 90 302	6,00	4,21	44,96

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2011.

► RÉPARTITION DES FRANÇAIS SELON LES RÉGIONS



Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2011 de près de 90 000 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA PROGRESSION EST RÉGULIÈRE MAIS MODÉRÉE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES :

- > Europe occidentale : + 5,9 % (Espagne, Norvège).
- > Amérique Centrale et du Sud : + 4,8 % (Brésil, Chili, Mexique).
- > Europe de l'Est : + 5,1 % (Russie, Serbie).
- > Afrique non francophone : + 6,6 % (Nigéria).
- > Afrique du Nord : + 5,1 % (Maroc, Tunisie).

2/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA POPULATION EXPATRIÉE EST EN PLEINE EXPANSION :

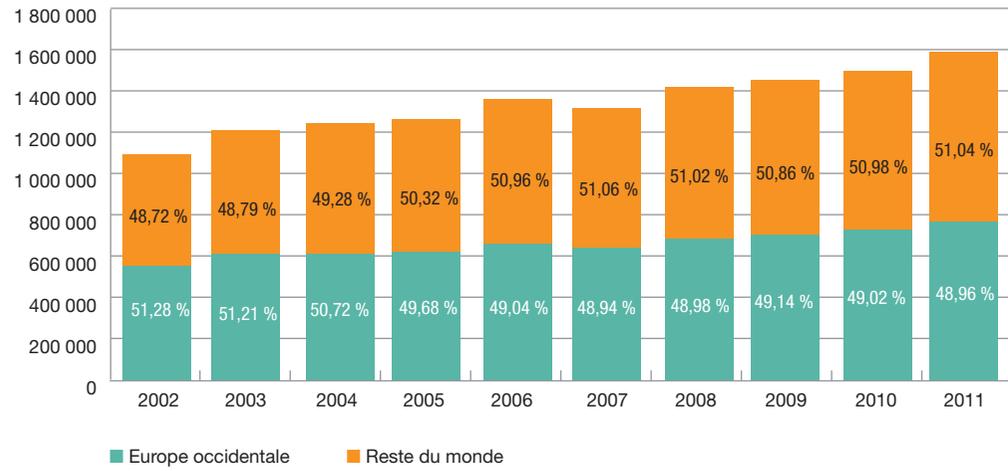
- > Asie - Océanie : + 10,8 % (Australie, Chine, Inde).
- > Amérique du Nord : + 8,3 % (Canada, Etats-Unis).

3/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES L'EXPANSION DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RALENTIT :

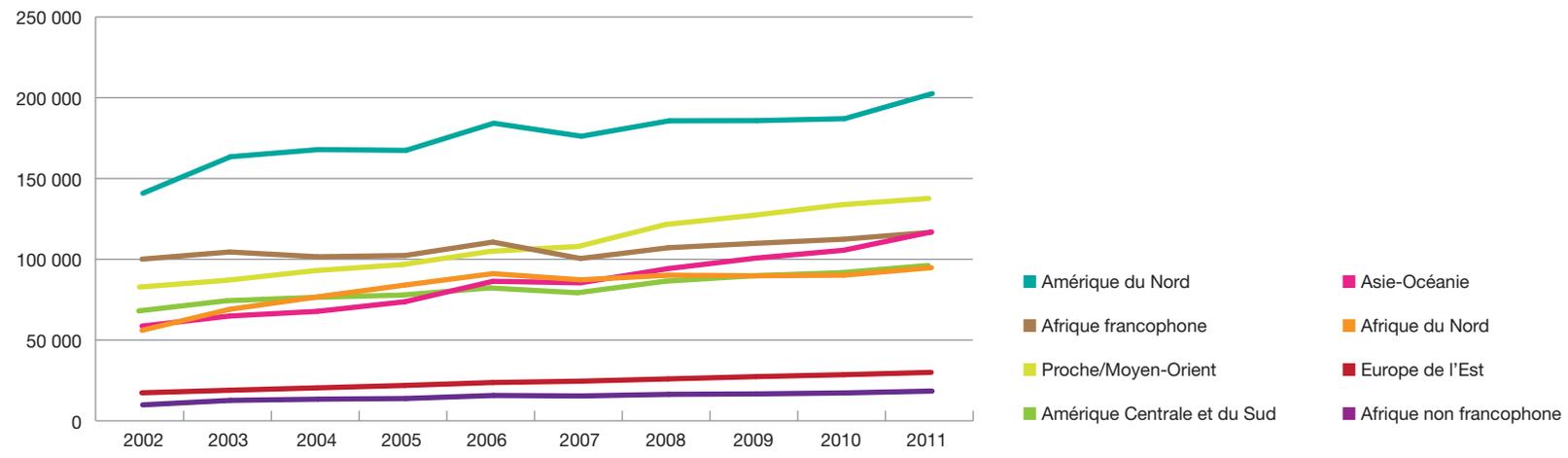
- > Proche et Moyen-Orient : + 2,9 % (Egypte, Israël).
- > Afrique Francophone : + 3,9 % (Bénin, Gabon).



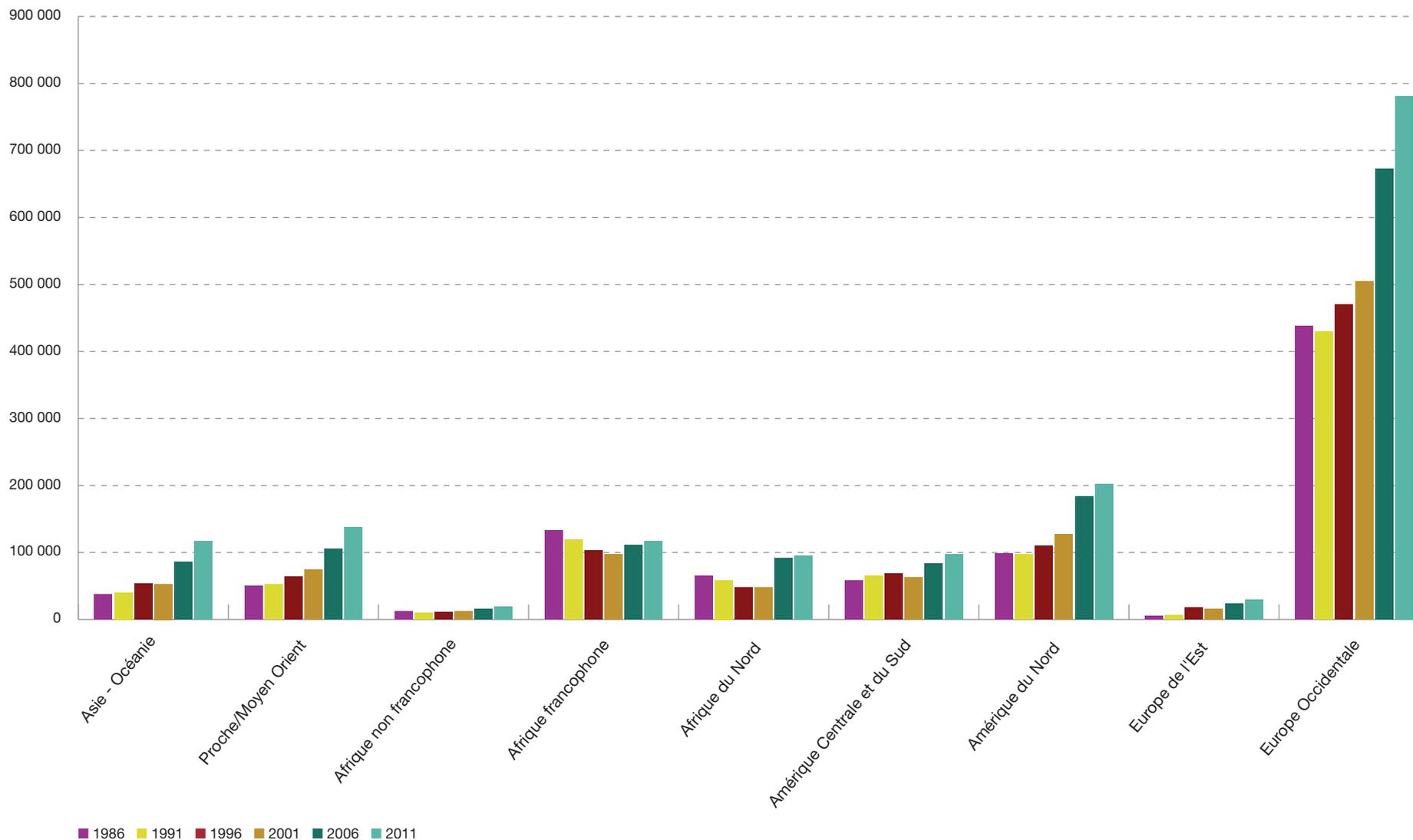
► ÉVOLUTION DEPUIS 2002 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



► ÉVOLUTION DEPUIS 2002 DU NOMBRE DE FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE (SAUF EN EUROPE OCCIDENTALE)



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE DEPUIS 1986





**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11 rue de la Tour des Dames

75436 PARIS cedex 09

Tél : 33 (0)1 45 26 33 41

Fax : 33 (0)1 49 95 06 50

Directeur de la publication : Jean-Yves Hocquet

Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

www.cleiss.fr

